

**Les Noirs sud-africains
ne seront plus obligés
d'apprendre l'afrikaans**

LIRE PAGE 34

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m.
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 50 c. ; Danemark, 16 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce, 10 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yémen, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 18

5, rue des Franciscains

75007 PARIS - CEDEX 19

C.C.P. 4309-25 Paris

Tél. Paris 26 85672

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les données du jeu italien

L'après-midi de la campagne des élections du 30 juin s'est dissipé à Rome. Oubliant leurs polémiques, démocrates-chrétiens et communistes ont entamé des contacts discrets pour déterminer la base et les principes d'un gouvernement assuré de durer et pour définir un programme d'urgence. Les socialistes, encore secoués par leur défaite, paraissent se réserver. Mais on a vu se regrouper toutes les formations dites de l'« arc constitutionnel » pour porter à la présidence de la Chambre le communiste Pietro Ingrao et à celle du Sénat le démocrate-chrétien Amintore Fanfani.

Il s'agit bien d'un événement. Car le concept d'« arc constitutionnel », particulier à la vie politique italienne, renvoie à la composition de l'Assemblée constituante de 1946, qui élaborait une Constitution à double face, propre à engendrer une république libérale aussi bien qu'une république sociale ou populaire qui n'est pas encore sortie des limbes. La recomposition de cet « arc constitutionnel » manifeste bien le recours à l'histoire qui inspira la campagne électorale, avec le souci implicite d'une redistribution des cartes du jeu qui vit les communistes exclus du pouvoir en 1947.

Un premier accord sur la présidence des assemblées suffit-il pour annoncer déjà un « compromis historique » ? Certes non. Il témoigne au plus de bonnes dispositions à discuter sur les priorités et sur l'établissement d'un calendrier.

Ce que veut le P.C.I. est assez clair pour l'immediat : pas d'entrée au gouvernement sans la suppression de l'opposition pure. Simplement, l'octroi des postes parlementaires auxquels son poids électoral lui donne droit. La présidence d'une Assemblée étant acquise, M. Berlinguer et ses amis briguent quelques commissions, puissants leviers de commande, car, en droit parlementaire italien, elles jouissent de compétences législatives et leurs présidents ont des pouvoirs disciplinaires. Le P.C.I. revendiquait la commission des lois, celle de l'intérieur et quelque organisme parlementaire d'enquête sur la Mafia ou l'affaire Lockheed.

Cela n'est pas sans obstacles. Les conversations sur un programme paraissent plus aisées, dans la mesure même où aucun des grands partis n'est lié par des promesses électorales strictes. Pour l'essentiel, il s'agit de déterminer des mesures économiques de rigueur, notamment une restriction des investissements d'État et vraisemblablement une forme de « politique des revenus », voire un « pacte social », à la condition toutefois que ces vœux ne soient pas prononcés.

Encore menues, les grandes centrales syndicales n'entendent pas être tenues en dehors de l'élaboration d'une politique économique et sociale ni privées de gérer une autorité déléguée par les dirigeants des partis. Elles tailleront aussi bien les communistes que les démocrates-chrétiens, cela très rapidement et d'autant plus vivement qu'elles sont elles-mêmes dépassées depuis des semaines par de petits syndicats autonomes, capables de bloquer toute la vie du pays.

Quant aux difficultés proprement politiques, elles sont considérables. Même si M. Fanfani semble — avec les honneurs mis sur la touche au Sénat, il incite ses amis de l'aile droite de la D.C. à s'opposer à tout ce qui pourrait ressembler à une entente de fait avec la gauche. Et son parti n'est certainement pas prêt pour envisager le risque d'un éclatement.

Chez les communistes, même si M. Pietro Ingrao apparaît, lui aussi, placé en marge, alors qu'il fut le théoricien du rapprochement avec les catholiques de gauche, les tensions internes ne sont pas plus aptes à répondre. La progression du 30 juin a justifié la ligne Berlinguer et donne une marge de manœuvre au secrétaire général. Mais c'est sous bénéfice d'inventaire.

(Lire nos informations page 4.)

MM. Giscard d'Estaing et Schmidt espèrent que le « sommet » de Hambourg mettra fin aux malentendus franco-allemands

Le « sommet » franco-allemand de Hambourg se termine ce mardi 6 juillet par un tête-à-tête Giscard d'Estaing-Schmidt, suivi d'un entretien élargi auquel prennent part M. Chirac et le vice-chancelier ouest-allemand, M. Genscher, puis d'une séance plénière avec la participation des ministres des affaires étrangères, de l'intérieur, des finances (ou, pour la France, du commerce extérieur, M. Fourcade ayant dû regagner Paris lundi soir), de l'industrie, ainsi que les porte-parole des deux gouvernements.

Le président de la République offre un déjeuner en l'honneur du chancelier. Ensuite, M. Kohl, président de l'opposition chrétienne démocrate ouest-allemande, qui est parmi les invités de ce déjeuner, devrait être reçu en audience par M. Giscard d'Estaing.

Dans les deux délégations, on espère que les conversations de Hambourg mettront fin aux malentendus franco-allemands que l'on observait ces derniers mois.

De nos envoyés spéciaux

Hambourg. — Les porte-parole français et allemand ont répété à l'envi, au terme de la première journée des entretiens franco-allemands, que ceux-ci s'étaient déroulés dans une atmosphère « très amicale et très chaleureuse » (ce qui a provoqué des sourires, étant donnée la température torride qui règne ici). Tout le monde s'efforce de faire oublier le « refroidissement » qui s'était produit, il y a quelques mois, entre Paris et Bonn, quand M. Chirac avait qualifié d'« étrange » certains propos de M. Schmidt sur le gaullisme.

Une seule fausse note : les porte-parole n'avaient pas totalement accordé leurs violons en ce qui concerne le terrorisme. Cette dissonance traduit-elle une divergence ? Sans doute pas, mais plutôt un certain embarras du côté français. Toujours est-il que le sujet, selon le porte-parole français, M. Rossi, n'avait pas été mentionné dans la conversation entre le président de la République et le chancelier. Son collègue allemand, M. Bolling, au contraire, assura que M. Schmidt avait dit à M. Giscard d'Estaing, à l'issue de la conférence, que M. Schmidt avait particulièrement insisté sur l'« activité » déployée par l'ambassadeur de France à Kampala, M. Bernard, qui agissait au nom des pays européens concernés.

M. Giscard d'Estaing, toujours selon le porte-parole allemand, s'est félicité de « la ligne » adoptée par le gouvernement allemand et de son refus de céder au « chantage » en libérant des personnes condamnées ou en attente de jugement pour des « crimes graves ». Le président de la République aurait ajouté : « On ne doit pas libérer des criminels ».

Ce n'est que ce mardi, cependant, après cet échange de congratulations, que MM. Giscard d'Estaing et Schmidt devaient aborder au fond la question de la lutte contre le terrorisme. De leur côté, les ministres de l'intérieur, M. Pompidou et M. Maibohm, ont convenu d'écrire, lundi, en constatant « leur volonté réciproque d'aboutir à des actions communes ».

Selon M. Rossi, les sujets traités au cours des trois heures de tête-à-tête (comme d'habitude, sans interprète et en anglais), sans MM. Giscard d'Estaing et Schmidt ont été essentiellement : la conjoncture économique et sociale dans les deux pays, les matières premières et en sources d'énergie, la coopération scientifique et industrielle (et notamment l'avenir du programme Aérospatiale), l'organisation du marché de l'acier, les relations extérieures de la Communauté et la préparation du budget communautaire.

● LE PROBLÈME DE L'ACIER. Le gouvernement français est préoccupé par le projet de loi, en vigueur, en Allemagne, sur l'acier, les relations extérieures de la Communauté et la préparation du budget communautaire.

MAURICE DELARUE

et DANIEL VERNET

(Lire la suite page 5.)

La leçon de MM. Ford et Kissinger

par MICHEL DEBRÉ (*)

Lors de la dernière réunion de l'O.C.D.E. à Paris, M. Kissinger a rappelé aux représentants des pays occidentaux réunis autour de la table qu'ils devaient « lutter contre l'inflation ». M. Ford, à Porto-Rico, s'adressant aux happy few, a renouvelé la leçon.

Autant qu'on peut le savoir, nul n'a interrogé le secrétaire d'État ni le président pour leur demander : « Et si votre pays donnait l'exemple ? » MM. Ford et Kissinger auraient répondu en montrant, chiffres en main, le déclin du mouvement inflationniste aux États-Unis. A quoi l'interlocuteur, s'il est existé, aurait insisté en précisant sa pensée : les États-Unis ont substitué à l'ordre monétaire international, établi après la seconde guerre, un prétendu nouvel ordre qui est la loi du plus fort. L'or a été sacrifié au bé-

AU JOUR LE JOUR

Lampions éteints...

Leur deux centième année achevée en fanfare, les États-Unis viennent d'entamer la deux centième année. C'est toujours la plus difficile, les lampions éteints et les lampions allumés. Telle est l'humour du calendrier que les fins de siècle sont chargées de souvenirs et d'espérances et les débuts de siècle lourds d'inquiétudes et de menaces.

Après deux cents ans, la jeune République du Nouveau Monde plus tellement nouveau n'est, elle-même, plus tellement jeune.

ROBERT ESCARPIT.

(*) Ancien premier ministre.

Crise ouverte à Madrid

La fronde des « libéraux » retarde la formation du gouvernement

M. Adolfo Suarez, nouveau chef du gouvernement espagnol, a repris ce mardi 6 juillet ses consultations pour surmonter les obstacles qui retardent la formation de son équipe. Il tente de fléchir certains des six ministres libéraux, qui ont affirmé lundi leur intention de ne pas faire partie du gouvernement. M. Suarez s'efforce d'autre part de souder les intentions de certains secteurs de l'opposition modérée. C'est ainsi qu'il a rencontré lundi M. Garcia Lopez, un leader social-démocrate lié aux militaires libéraux.

Le nouveau chef du gouvernement cherche, semble-t-il, à débordier à gauche les ministres les plus sincèrement réformistes. Dans un discours télévisé déjà enregistré, il annoncerait, selon notre envoyé spécial à Madrid, un programme très libéral de nature à satisfaire les réformateurs. M. Suarez pourrait décider de faire diffuser ce discours si la crise actuelle s'aggrave. Il a démenti lundi tout « assaut du pouvoir » par les technocrates liés à l'Opus Dei - et affirmé qu'il voulait constituer un gouvernement « aussi large que possible ».

De notre envoyé spécial

Madrid. — Le roi d'Espagne croyait réunir un unanimement ministériel limité en plaçant à la tête du gouvernement un homme qui a toute sa confiance et son amitié. Il a décliné en fait une tentative politique. Le limogeage de M. Arias Navarro, jeudi dernier, était attendu et même souhaité à la fois par les partisans et les adversaires des réformes. C'est à peine si l'on pouvait parler de crise. Mais la promotion spectaculaire de M. Adolfo Suarez, a provoqué un malaise qui n'a cessé de prendre de l'ampleur.

Le refus des ministres les plus libéraux de participer à la nouvelle équipe dirigeante formée par M. Suarez a placé le roi dans une posture délicate et presque humiliante. Le président désigné, qui a prêté serment lundi après-midi, au palais de la Zarzuela, comptait aller vite en besogne et laissait entendre que la composition de son gouvernement pourrait être connue dès jeudi soir. Les défections en chaîne de MM. de Ariza (affaires étrangères), Fraga Iribarne (intérieur), Martín Garmelo (information), Robles Riquer (éducation), Garrigues (justice) et Calvo Sotelo (commerce) l'ont contraint à de nouvelles consultations.

De bonne source on affirmait, lundi soir, à Madrid, que le roi Juan Carlos lui-même était intervenu dans la journée pour tenter de faire revenir certains des ministres réfractaires, en particulier MM. Fraga et de

Ariza, sur leur décision. En vain semble-t-il. De même source, on ajoutait que des contacts avaient été engagés avec certaines personnalités modérées de l'opposition. On citait, en particulier, les noms de MM. Joaquim Ruiz Gimenez, ancien ministre de l'éducation, leader de la gauche démocrate-chrétienne, et José María Gil Robles, ancien ministre sous la République et chef de file d'un groupe démocrate-chrétien modéré.

M. Gil Robles, récemment reçu par le roi, lui avait carrément suggéré de se débarrasser de M. Arias Navarro et de contribuer de toutes ses forces à l'accélération du processus démocratique. M. Gil Robles, qui reste, à quatre-vingts ans, l'une des personnalités les plus subtiles de la classe politique madrilène, a au moins été entendu sur le premier point. Sur le second, la démonstration reste à faire. MM. Ruiz Gimenez et Gil Robles auraient fait savoir à Juan Carlos que la proclamation d'une véritable amnistie était la condition sine qua non d'un déblocage de la situation.

Dans la soirée, M. Adolfo Suarez essayait une nouvelle rebuffade peut-être plus inquiétante. M. Silva Muñoz, ancien ministre des travaux publics et porte-parole de l'un des groupes de la droite modérée refusait à son tour d'entrer dans le gouvernement.

MARCEL NIEDERGAUG.

(Lire la suite page 4.)

Les « plus-values » devant le Sénat

Le rapporteur approuve une « réforme capitale »

Le Sénat examine jusqu'à vendredi, à raison de trois séances par jour, le projet de taxation de certaines plus-values qui avait été adopté en première lecture, le 23 juin, par l'Assemblée nationale.

Le texte de M. Fourcade avait, pendant trois semaines, provoqué au Palais-Bourbon une intense agitation, et la fronde du groupe U.D.R., qui visait à travers le gouvernement l'action du président de la République, ne s'était apaisée qu'en extrême à la suite d'interventions pressantes et répétées de M. Jacques Chirac.

La discussion semble devoir se dérouler dans de tout autres conditions au Palais du Luxembourg, si du moins l'on en juge par l'intervention qu'a faite mardi matin le rapporteur de la commission sénatoriale des finances.

M. Coudé du Foresto (union centriste), a, certes, formulé des réserves non négligeables et a notamment douté que le projet constitue « un élément de justice fiscale », mais il n'en a pas moins fait l'éloge d'un « texte capital » qui, a-t-il dit, « dans le droit ill des déclarations qui ont été faites au moment de l'élection présidentielle ».

(Lire nos informations page 34.)

UN AVION ILYEN DÉTOURNÉ

Tunis (U.P.L., A.F.P.). — Un Boudar-727 de la compagnie Ilyen assurait la liaison entre Tripoli et Benghazi à été détourné mardi matin 6 juillet. L'avion avait été demandé à se poser à Tunis, mais l'autorisation lui a été refusée et l'appareil international de Tunis-Carthage a été momentanément fermé. L'appareil détourné a alors poursuivi sa route sur l'Algérie où il a atterri sur un aéroport militaire. Les auteurs du détournement déclarent appartenir au mouvement d'opposition Ilyen El Chaab El Waj (Le peuple conscient) (1).

(1) Ce mouvement n'avait pas fait parler de lui auparavant (N.D.L.R.).

INVENTAIRES

Le livre français en ordinateur

Bon ou mal on, et pour ne parler que des livres normalement commercialisés, il s'agit en français de par le monde de quinze à dix-huit mille ouvrages, plus de trois cents par semaine, de soixante par jour ouvrable. La librairie, le documentaliste, le bibliothécaire, doivent pouvoir identifier rapidement et sûrement chacun de ces livres. Cette identification doit comporter au moins deux classements (auteurs-titres ou titres-matières) et une dizaine d'indications précises : format, pagination, prix, éditeur, et de plus en plus souvent le numéro I.S.B.N. (International Standard Book Number), véritable immatriculation internationale de l'ouvrage. C'est dire qu'un catalogue annuel de l'édition francophone, s'il

est complet, comprend au moins cinquante mille rubriques, trois par livre (1). Par ailleurs, des titres s'épuisent d'une année sur l'autre, d'autres sont réimprimés, changent de prix, etc. L'utilisateur doit savoir lesquels et disposer pour cela d'un catalogue général actualisé. Le dernier réalisé remontait à 1929. Celui de 1975, édité par France-Expansion (2), recense une centaine de milliers d'ouvrages sous cinq cent mille rubriques.

Les moyens traditionnels (fichiers, rédaction de listes, édition) ont longtemps suffi (à défaut d'autres) à fournir des bibliographies annuelles dignes de confiance. Avec cependant deux inconvénients majeurs : les délais d'établissement et le prix de revient. Pour l'ordinateur, au contraire, la manipulation de ce genre de données ne présente aucune difficulté. Il enregistre, classe et restitue à la demande les milliers d'informations reçues des éditeurs (programmes, vient-de-paraitre, etc.), vérifiées et complétées par une enquête permanente menée par l'éditeur du catalogue.

JACQUES CELLARD.

(Lire la suite page 21.)

Maurice Blin

le travail et les dieux

« Invite à la plus haute réflexion sur l'évolution des sociétés... Un parcours fort stimulant pour l'esprit »

P. Drouin / Le Monde

Aubier Montaigne
13, quai Conti - 75006 Paris

(1) Douze mots d'addition francophone. Année 1975, 1 fort volume relié, 650 pages, Paris, mai 1976. France-Expansion, 44, 366, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Tél. 260-32-06. Avoir trois mois à jour trimestriels : 535 F.

(2) Répertoire des livres de langue française disponibles, édition décembre 1975, six forts volumes reliés, 2000 pages, France-Expansion, Paris. Les quatre volumes « Auteurs-Titres » : 603 F. Les deux volumes « Matières » : 749 F. Les six volumes : 1 408 F.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Trois mille « irréductibles » continuent de résister dans le quartier musulman de Nabaa

Malgré l'accord de cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur jeudi 5 août, les combats se poursuivent au Liban vendredi matin. Selon un bilan partiel et officieux, cent soixante-dix personnes ont été tuées jeudi. Le nombre des blessés s'élève à trois cent dix-sept.

Parmi les victimes, soixante-dix personnes ont été tuées et cent cinquante blessées dans le quartier de Nabaa, enclave musulmane en secteur chrétien, qui est pratiquement tombée aux mains des milices maronites. Trois mille hommes environ, appartenant à la résistance, le quartier, où vivait une population de plus de cent mille personnes, en majorité des musulmans libanais de rite chiite, est complètement dévasté. Au début de la nuit, des explosions se poursuivaient jusqu'à minuit, un responsable militaire conservateur déclarait à l'A.P.P. : « Ce n'est rien, il s'agit d'un dernier acte d'irréductibles qui nous résisteront au silence dans les heures qui viennent ».

Au camp de Tell-El-Zaatar, l'autre enclave en secteur chrétien, les résistants ont pu malgré des bombardements intensifs. L'évacuation de blessés qui devait avoir lieu jeudi a été reportée à ce vendredi. Au début de la nuit, une dizaine de camions, un autobus et deux ambulances du C.I.C.R. s'étaient présentés à Jisr-El-Bacha, quartier général des forces conservatrices dans le secteur. Au même moment, des centaines d'habitants du camp palestinien envahissaient le terrain de football où les blessés devaient être évacués par la Croix-Rouge et demandaient avec insistance de partir avec le convoi. Des rafales de mitrailleuses ont crepillé, suscitant une panique. Beaucoup ont réintégré précipitamment le camp, tandis qu'environ deux cents personnes demeuraient sur le terrain de football. L'organisation humanitaire, qui a déjà évacué trois cent trente-quatre blessés, mardi et mercredi, espérait, ce vendredi, ramener cent cinquante personnes. La poursuite des combats a eu

comme effet de bloquer la négociation qui devait s'engager jeudi, à Sofar, entre les représentants de la Syrie, de la résistance palestinienne et des deux camps libanais. Les dirigeants conservateurs avaient, en effet, décidé de ne pas prendre part à la réunion, en attendant l'ouverture de pourparlers qu'ils ont l'intention d'engager à Damas avec les dirigeants syriens. Les partis progressistes libanais sont persuadés que cette décision de boycottage est motivée par la détermination de la droite libanaise de s'assurer d'abord le contrôle complet du quartier de Nabaa.

Le Rassemblement islamique, mouvement dirigé par M. Chafik Wazzan, a rendu public, ce vendredi 6 août, un « document de travail ». Celui-ci invite tous les libanais à se retrouver pour édifier un « Liban nouveau », une « République arabe démocratique et parlementaire », embrassant « tout confessionnalisme politique ». Le Rassemblement islamique proclame, en outre, son attachement à la cause palestinienne.

En Israël, les deux libanais — un homme et une femme, — dirigeants de l'Organisation d'action des communistes libanais (O.A.C.L.), qui avaient été retenus en prison, ont été relâchés. Le navire chypriote *Bermes*, ont été libérés jeudi et conduits à la frontière libanaise. Un Palestinien, arrêté à bord du navire égyptien *Abou-Wahid* qui se rendait d'Alexandrie à Saida et qui avait été également arraisonné par la marine israélienne,

est encore détenu par les autorités de Jérusalem.

La radio israélienne a annoncé, d'autre part, que le bateau grec *Friendship*, qui a couru le danger de la part de Haïfa à la suite d'une panne de machine, a levé l'ancre mercredi. Cinq cents tonnes de munitions destinées aux forces palestino-progressistes, et qui se trouvaient à bord, ont été confiées. Le quotidien *Masrip* écrit que des unités de la marine de l'Etat hébreu patrouillent dans les eaux israéliennes et fouillent tous les bateaux se dirigeant vers les ports du Sud-Liban contrôlés par les progressistes.

Dans un communiqué publié jeudi, l'Organisation de l'action communiste (O.A.C.L.) dénonce « les actes de piraterie perpétrés par Israël et appelle l'opinion mondiale à manifester sa solidarité avec les forces progressistes libanaises ».

Le Mouvement d'entraide pour le Haut-Mont-Liban a lancé une demande d'aide pour le Liban à l'« Entente internationale, centre de santé, 6, avenue Pierre-Brossolette, 94300 Vincennes, C.I.P. la Source 34-625-10. Parmi les signataires, qui demandent notamment aux trois chaînes de la télévision française, ainsi que les organes d'information français et internationaux, de diffuser leur appel, on relève les noms des professeurs Alfred Kastler, Pierre Debary, Raymond Paul, Maxime Rodinson, Michel Dupas et de MM. André Peppy, Pierre Max et Jean Roux.

M. CHAMOUN CRITIQUE LE PAPE

(De notre correspondant.)

M. Camille Chamoun a vivement réagi à l'appel lancé récemment par le pape en faveur de l'évacuation des blessés de Tell-El-Zaatar. A l'issue d'une réunion avec le président François, le leader conservateur a déclaré : « Paul VI a un cœur qui a souvent saisi pour les blessés de Tell-El-Zaatar mais jamais pour les libanais qui tombent chaque jour ».

M. Chamoun a adressé au pape une copie du message qu'il a envoyé le jeudi 5 août, en sa qualité de ministre des affaires étrangères, au secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim. Dans ce message, il explique son scepticisme quant à l'insuccès d'un cessez-le-feu par les intentions criminelles avec lesquelles la partie adverse a accepté l'accord. Il affirme notamment que les conservateurs maronites ont été attaqués mercredi dans un faubourg de Beyrouth par « au moins cent cinquante éléments de l'armée régulière israélienne, dont deux ont été faits prisonniers ».

M. Chamoun précise à ce propos qu'il s'est agi de « des forces armées israéliennes ont été déployées (...) par avion jusqu'en Egypte, d'où elles ont été acheminées par voie maritime jusqu'au port de Tyr (Sud-Liban) ».

C. O.

EUROPE

Italie

L'abstention communiste n'est qu'une « phase intermédiaire » déclare l'orateur du P.C.I. au Sénat

De notre envoyé spécial

Rome. — Le vote de « non-déférence » au gouvernement Andreotti est une chose acquise au Sénat. Il interviendra, selon toute vraisemblance, dans la soirée ou le matin de vendredi 6 août. Les interventions dans la journée du 5 août ont repris les thèmes ainsi exprimés par le sénateur Pietro Nenni, qui faisait sa réapparition au Parlement après une longue absence.

« C'est un gouvernement qui nous ne sommes pas à exclure. Avec tous et avec personne, ce n'est pas une réponse, mais c'est certainement un signe d'abstention de principe et M. Andreotti a déclaré : « La situation vis-à-vis du parti communiste. Les socialistes demandent que le nouveau président du conseil repousse formellement l'abstention des fascistes, ce qui reviendrait à affirmer clairement que celle des communistes et des socialistes est déterminante pour l'existence du cabinet ».

De même, un certain doute plane sur la discipline de vote des sénateurs et des députés démocrates-chrétiens. Parmi eux, beaucoup de nouveaux parlementaires sont absolument inconnus et représentent la « majorité » de la majorité. Ils ont voulu s'assurer de leur volonté d'être indépendante vis-à-vis de la discipline de vote.

l'influence du parti communiste par des solutions justes et tempérées ». L'abstention n'est qu'une phase intermédiaire pour rendre possible le développement du processus de large unité de toutes les forces travaillistes et démocratiques ».

De même, les orateurs socialistes ont affirmé que les socialistes ont confirmé l'abstention de leur propre parti.

Pour autant, les incidents de parcours ne sont pas à exclure. En effet, la direction du parti néofasciste, le Mouvement social italien, a décidé une abstention de principe et M. Andreotti a déclaré : « La situation vis-à-vis du parti communiste. Les socialistes demandent que le nouveau président du conseil repousse formellement l'abstention des fascistes, ce qui reviendrait à affirmer clairement que celle des communistes et des socialistes est déterminante pour l'existence du cabinet ».

JACQUES NOBECOURT.

Portugal

Les principaux partis critiquent avec modération le programme socialiste

Lisbonne (A.F.P.) — Le débat sur le programme de gouvernement présenté par M. Mario Soares, à l'Assemblée de la République, le 5 août, a été marqué par le ton des interventions.

semble indiquer que le parti populaire démocratique (P.P.D.), le Centre démocratique et social (C.D.S.), le parti communiste portugais (P.C.P.) ne déposeront pas de motion de censure à la fin de ce débat.

Pour sa part, le secrétaire général du parti communiste portugais, M. Álvaro Cunhal, a pris une position à la fois critique dans les principes et nuancée dans ses conclusions. Après avoir déclaré que le programme du gouvernement socialiste ne correspondait pas « aux exigences de la situation actuelle du Portugal », soulignant la possibilité d'une « récupération économique capitaliste », et dénonçant enfin une « politique de soumission au capitalisme européen et américain », M. Cunhal a conclu en reconnaissant que « certains points » de ce programme étaient « positifs ».

Le porte-parole du C.D.S., M. Freitas do Amaral, a également relevé certains aspects positifs de ce programme, notamment en matière de politique étrangère et de défense, qu'il a estimé inspirés des propres propositions du C.D.S. durant la campagne électorale. Le leader du groupe parlementaire du P.P.D., M. Barbosa de Melo, a, pour sa part, qualifié le programme socialiste de « ambigu », et a déclaré que son parti resterait pour plus tard sa position vis-à-vis du gouvernement. Enfin, le seul représentant de l'Union démocratique populaire (U.D.P.), de tendance modérée, M. Acácio Barreiros a accusé M. Soares de « céder aux pressions des partis de droite ».

Allemagne de l'Est

UN CHAUFFEUR DE CAMION ITALIEN EST TUÉ PAR DES GARDES-FRONTIÈRE

Bonn (A.F.P., Reuter). — Des soldats est-allemands ont mortellement blessé, dans la nuit du 4 au 5 août, un chauffeur de camion italien, au poste frontière de Hirschberg, entre la R.D.A. et la République fédérale.

Selon l'agence est-allemande A.D.N., le chauffeur, M. Benito Corghi, « venant du territoire de la République fédérale, s'est approché des installations de sécurité de la frontière, s'efforçant, malgré plusieurs sommations, d'échapper au contrôle. Il a été blessé d'un coup de fusil et il est décédé (...) ».

Selon le porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Grinewald, M. Corghi venait de passer la frontière, en provenance de la R.D.A., avec un camion chargé de viande, lorsqu'un de ses collègues, qui se trouvait derrière lui dans un autre véhicule, l'avait que les douaniers est-allemands lui demandant de rebrousser chemin. Il est donc retourné au poste est-allemand situé à 1 kilomètre de là. Par la suite, les gardes-frontière ouest-allemands ont entendu des coups de feu.

M. Grinewald a rappelé que son gouvernement avait toujours condamné le « tir systématique » pratiqué par les gardes-frontière est-allemands sur les suspects.

D'après *Die Welt* du 6 août, cent soixante-six personnes ont trouvé la mort depuis la construction du mur de Berlin en tant que quitter la R.D.A.

CORRESPONDANCE

Les terres arabes en Israël

L'article d'Amnon Kapelouk intitulé « Malgré leur progression démographique, les Arabes possèdent de moins en moins de terres » (le Monde du 1^{er} juin 1976) a soulevé un débat entre l'auteur et M. Joseph Roubache, secrétaire général de l'Association France-Israël (14, rue Georges-Berger, 75017 Paris). Les arguments de M. Roubache, nous en donnons ci-dessous une version abrégée.

Selon M. Roubache :

1) La surface des terres cultivées possédées par les Arabes est passée de 34 000 hectares en 1949-1949 à 89 000 hectares en 1974-1975, marquant ainsi une progression de 163,23 %, progression sensiblement identique à celle des terres cultivées par les Juifs (163,74 %) (1) ;

2) La surface des terres irriguées possédées par les Arabes est passée de 7 500 hectares en 1949-1949 à 7 500 hectares en 1974-1975, marquant ainsi une progression de 837 %, alors que dans le même temps la surface des terres irriguées possédées par les Juifs ne progressait que de 499,31 % (2) — étant observé que pour la période de 1948 à 1972 les populations juive et arabe évoluaient de façon sensiblement identique : 253,98 % pour la population juive, 278,49 % pour la population arabe ;

3) Sur les 890 à 900 hectares de terres arabes devant être expropriées actuellement en Galilée, 100 hectares sont réservés à la construction d'une nouvelle ville devant accueillir 10 000 Arabes (3).

Pour M. Roubache, la population arabe israélienne n'est pas en situation de paupérisation. Au contraire :

(...) Il convient d'observer l'égalisation du revenu moyen des familles juives et arabes, voire l'avance du revenu moyen d'une famille arabe par rapport à celui d'une famille juive séparée originaire ou réfugiée des pays arabes (4) ;

Amnon Kapelouk, dans sa réponse, rappelle qu'il traitait pressé exclusivement de l'expropriation des terres arabes, qui a concerné, au fil des années, quelque 150 000 hectares, a sué par M. Roubache : « J'aborde pour le chiffre de 34 000 hectares cité pour 1948-1949 et n'introduit pas la région dite du triangle », annexée en 1949, et les données temporellement abandonnées durant les hostilités.

La comparaison entre le niveau de vie d'une famille juive d'origine orientale et celui d'une famille arabe, poursuit Amnon Kapelouk, ne tient pas compte

de ce que la coutume patriarcale veut que les enfants mariés, leurs parents et leurs grands-parents vivent sous le même toit et appartiennent, dès lors, dans les statistiques, à une seule et unique famille. Il faudrait ajouter également que les Arabes sont les premiers à être atteints par les mesures de libération et de répartition en période de crise économique.

Le *Statistical Abstract of Israel* (1976, p. 358) indique que les Arabes cultivent, en 1949-1950, 60 000 hectares. Comparé au chiffre donné par M. Roubache pour l'année 1974-1975 (89 000 hectares), la progression n'est que de 48,3 % et non de 163,74 %. Cette progression, comme le montre la page 6 de l'annuaire statistique auquel il se réfère : sur les 89 000 hectares cultivés par les Arabes en 1974-1975, 7 500 seulement sont des terres irriguées, alors que la proportion chez les Juifs est d'environ 50 % (170 500 sur 345 500 hectares). Quant à la nouvelle ville arabe que l'on promet d'édifier sur 100 hectares expropriés, il faut préciser quelle est destinée à reloger dix mille Arabes qui seront déplacés de la vieille ville arabe de Haïfa, et sa transformation en un centre touristique ambule à l'été presque entièrement des autochtones.

M. Roubache, dans sa réplique, précise les points suivants :

— Après avoir marqué une progression de 837 % de la superficie des terres cultivées pendant les années 1949-1970, la superficie des terres cultivées par les Arabes est passée de 75 000 hectares en 1971-1972 à 75 000 hectares en 1972-1973, 88 500 hectares en 1973-1974 pour atteindre 89 000 hectares en 1974-1975, alors que pour la même période, la superficie des terres cultivées par les Juifs restait pratiquement inchangée.

Notre comparaison entre l'évolution des terres cultivées par les Juifs et par les Arabes, que nous avons estimé devoir faire porter sur la période la plus longue possible, soit depuis la naissance de l'Etat d'Israël jusqu'à nos jours, reste homogène, puisque pour la période 1949-1949 ni les terres juives ni les terres arabes ne comprennent le « triangle », et que pour la période 1974-1975 elles le comprennent toutes deux.

(...) Les terres irriguées ne représentent en 1949-1950 qu'à peine plus de 1 % des terres cultivées par les Arabes — situation héritée du mandat britannique. Depuis lors, cette proportion a été multipliée par huit.

Galilée ne concernait que des terres inexploitées et inhabitées, dont seule la moitié appartient aux Arabes.

Suivant une déclaration gouvernementale, les propriétaires expropriés auront le choix entre l'attribution de terres équivalentes en Galilée et le paiement d'une indemnité calculée suivant la valeur de ces terres après l'application du plan de développement (5) ;

— Les habitants de la vieille ville de Saint-Jean-d'Acre y demeureront ; seuls ceux qui expérimentent le vœu de bénéficier d'une habitation plus confortable pourront s'installer en ville nouvelle (6) ;

— Reste le revenu moyen d'une famille juive d'origine orientale et celui d'une famille arabe que nous avons volontairement choisi de comparer du fait de la parenté de leur structure et de leur mode de vie : il n'y a, par exemple, entre ces « familles statistiques » juive et arabe qu'une différence de 1,5 personnes (7) ;

Au cours d'un colloque organisé le 19 juin par l'Institut d'études du Sud-Est asiatique, un participant arabe, M. Sami Marek, directeur de l'Institut d'éducation arabe à l'université de Haïfa, déclarait :

« Le malaise existe, non pas malgré le développement économique mais à cause de ce développement. Ce n'est qu'après avoir satisfait leurs besoins alimentaires que les hommes cherchent le moyen de satisfaire leurs besoins spirituels, en se demandant : quel suis-je ? »

Tel est actuellement un des problèmes probables auxquels Israël est confronté.

(1) M.S. Middle East Survey, 15 mars 1976, p. 10.

(2) New Outlook, février-mars 1976, p. 10.

(3) New Outlook, février-mars 1976, p. 10.

(4) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 358.

(5) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 358.

(6) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 358.

(7) C.B.S. Statistical Abstract of Israel, 1976, p. 358.

UN REPRÉSENTANT DE L'O.L.P. S'EST ENTRETENU AVEC M. SAUVAGNARGUES ET A ÉTÉ REÇU PAR L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS

M. Saïd Kamal, directeur adjoint du département politique de l'O.L.P., a quitté Paris jeudi 5 août, pour regagner Le Caire. L'issue de la mission de deux jours en France, au cours de laquelle il s'est entretenu notamment avec le ministre des affaires étrangères, Jean Sauvagnargues, et le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. Geoffroy de Courcel.

Avant son départ, M. Kamal s'est félicité de très utiles contacts avec le ministre français et ses proches collaborateurs, contacts qui ont créé une atmosphère favorable à la poursuite et au développement des négociations entre l'O.L.P. et le gouvernement français.

On indique, de source palestinienne, que M. Kamal est porteur d'un message verbal de M. Sauvagnargues à MM. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., et Farouk Kaddoumi, directeur du département politique de l'organisation.

MM. Saïd Kamal et Ezzeddin Kalak, représentants de l'O.L.P. à Paris, avaient été reçus jeudi au secrétariat général de l'épiscopat français, où ils se sont entretenus avec le R.P. Phéy, directeur du secrétariat national de l'opinion publique. Les délégués palestiniens, indique un communiqué de l'O.L.P., ont fait un long exposé sur la situation au Liban et ont notamment attiré l'attention de leur interlocuteur sur « le sort des Palestiniens, et particulièrement des chrétiens parmi eux, dans les zones contrôlées par les forces israéliennes ».

La délégation de l'O.L.P., précise encore le communiqué, a exprimé le souhait que l'épiscopat français poursuive ses appels en faveur du retour de la paix au Liban.

L'Humanité annonce qu'un meeting de solidarité avec le Liban se tiendra le mardi 10 août, à 20 h. 30, à la Maison des métal-lurgistes (94, rue Jean-Pierre-Thibaud, Paris). Assisteront notamment à la réunion MM. Georges Marchais, Louis Odru, député, Nicolas Chaud, secrétaire général du parti communiste libanais, et Nadim Abdel Samad, membre du bureau politique de ce même parti.

La répression au Soudan. — L'organisation d'aide aux prisonniers politiques Amnesty International a exprimé sa « profonde inquiétude » dans un télégramme adressé au président Néméri à la suite des quatre-vingt-dix-huit exécutions de condamnés pour complot au Soudan. Elle demande au chef de l'Etat soudanais de faire preuve de clémence à l'égard des prochains condamnés à mort. (A.F.P., Reuter.)

F.L.E.C. FEDERATION LOISIRS ET CULTURE

Fédération de Ciné-Clubs habilitée par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports et le Centre National de la Cinématographie

vous annonce son stage de rentrée

Dates : 4 et 5 septembre 1976

Thème : **CINÉ-CLUBS EN 1976**

S'adresse aux animateurs et futurs animateurs de ciné-clubs (débutants - exposés - projections de films inédits)

Lieu : **CENTRE CULTUREL ANDRÉ MAUROIS**
2-4, rue de l'Eglise - 92360 MEUDON

Frais d'inscription : 150 F.

vous signale la parution fin août 1976

de son **GUIDE OFFICIEL 16 mm 1976-1977**,
contenant plus de 450 titres de longs métrages, 250 titres de courts métrages en location.

Prix franco : 15 F.

Pour renseignements ou règlements :

F. L. E. C.
24, boulevard Polissomnière - 75009 PARIS.
Tél. : 770-31-97, 523-23-63 et 246-65-36.
C.C.P. Paris 6179-32.

05.10.1976

A ENTEBBE

● EN SYRIE, le président Assad a envoyé un message au président Amin, dans lequel il déclare « exprimer la solidarité de la Syrie avec le peuple ougandais ami, pour dénoncer la lâche agression entreprise par Israël, contre la souveraineté de votre pays et la sécurité de ses fils ».

● EN IRAK, un porte-parole du ministère des affaires étrangères « a sévèrement condamné la flagrante agression israélienne perpétrée par l'ennemi sioniste contre l'Ouganda ».

En Afrique du Sud

Les tenants de l'ordre blanc pavoisent

M. Vorster, premier ministre d'Afrique du Sud, a adressé, lundi 5 juillet, un message de félicitations à M. Rabin, à la suite du raid israélien en Ouganda. Plusieurs associations sud-africaines ont envoyé des télégrammes de soutien au gouvernement de Jérusalem.

Correspondance

Le Cap. — Le succès du raid israélien conforte les Blancs d'Afrique du Sud dans l'idée que les armées d'Afrique noire ne peuvent se battre sans l'aide de puissances extérieures et peuvent facilement être mises à la raison par des armées blanches dont la technologie et l'esprit d'initiative sont supérieurs.

Pour le maréchal Idi Amin Dada, le succès israélien est un désastre. « N'affirmait-il pas que son armée, forte de vingt mille hommes, dotée d'un « bataillon suicide », bien équipée par les Soviétiques, serait la terreur de l'armée africaine lancée contre la Rhodésie et l'Afrique du Sud ? »

La faiblesse de la réaction ougandaise face aux commandos israéliens n'a pas surpris les experts militaires sud-africains. « C'est à peu près le genre de performance que nous attendons d'une armée africaine, même si l'on tient compte de l'élément de surprise », commente un officier. Les soldats sud-africains ont aussi noté avec intérêt que les avions israéliens ont pu atterrir sans problèmes en Ouganda. « Cela prouve la pauvreté de la surveillance dans cette région », disent-ils.

Les militaires sud-africains sont convaincus que l'Afrique blanche peut facilement être défendue contre l'Afrique noire. « Il n'y a de réel sujet d'inquiétude que lorsqu'une grande puissance

● EN ASIE DU SUD-EST, le président de la commission des affaires étrangères du Parlement indonésien souhaite une condamnation de l'opération israélienne. D'autre part, les journaux thaïlandais et philippins approuvent l'opération israélienne.

● AU JAPON, la presse commente le raid de façon nuancée. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

Vives critiques à Londres

devant l'attitude prudente du gouvernement

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement Callaghan est critiqué aussi bien dans le camp conservateur que du côté travailliste, pour son attitude vis-à-vis de l'intervention israélienne à Entebbe.

Après trente-six heures de réflexion, Downing Street s'est borné à faire savoir, lundi 5 juillet, que le gouvernement britannique est « très heureux de constater que la vie des otages a été sauvegardée et que la tentative d'enlèvement n'a pas réussi ». Il est peu probable, laisse-t-on entendre à Whitehall, que les autorités aillent au-delà de ces réactions très prudentes.

Deux catégories d'arguments sont avancées à Londres pour expliquer l'attitude du gouvernement, qui n'a pas voulu s'associer aux félicitations adressées par le président Ford aux dirigeants de Jérusalem. Tout d'abord, les milieux officiels britanniques laissent entendre que la prise de position du chef de la Maison-Blanche est inspirée par des considérations électorales. En second lieu, et c'est au point de considération qui doit peser un peu plus dans l'esprit des citoyens, — on observe que près de cinq cents Britanniques vivent en Ouganda. Leur position pourrait devenir très délicate si le gouvernement de Londres se livrait à des commentaires trop déplaisants pour le président Amin.

L'attitude officielle a provoqué une

attaque très vive du Daily Telegraph. Aux yeux du journal conservateur, le communiqué « tardif, ambigu et imprudent » de Downing Street prouve que M. Callaghan et le secrétaire au Foreign Office, M. Crosland, « n'ont rien appris ». S'il serait imprudent d'offenser « l'ogre psychopathe qui règne à Entebbe », le Daily Telegraph estime néanmoins qu'une telle prudence devrait avoir des limites. Cela d'autant plus que, par ailleurs, le Foreign Office se montre une fois de plus soucieux de ne pas exaspérer les Etats arabes par crainte des sanctions économiques et financières que ceux-ci pourraient prendre. « Nous ne croyons pas, conclut le journal conservateur, que le peuple britannique soit aussi lâche... »

Sans aller aussi loin, le Times s'efforce de justifier l'action israélienne. Celle-ci lui apparaît comme un « acte d'autodéfense de ses citoyens » qui est tout à fait légitime, selon les termes de la charte de l'ONU. L'éditorialiste du grand journal londonien suggère qu'Israël est en mesure d'accuser le président Amin d'avoir lui-même violé la loi internationale en accordant un soutien aux terroristes.

En attendant un éventuel débat aux Communes, bon nombre de députés conservateurs et travaillistes, mécontents de la réaction gouvernementale, se préparent à déposer des motions félicitant le gouvernement d'Israël.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Les forces palestino-progressistes ont déclenché une offensive dans le nord du pays

Les forces palestino-progressistes ont déclenché une offensive de grande envergure dans le nord du Liban, où des combats acharnés se poursuivraient mardi matin 6 juillet. L'objectif est d'alléger la pression exercée par les miliciens chrétiens sur le camp de Tel-el-Zaatar, à Beyrouth. Quelque huit à dix mille combattants, palestiniens ou libanais de gauche, soutenus par des blindés et des chars ont pris d'assaut lundi matin les villes côtières de Batroun et de Chekka, à une soixantaine de kilomètres au nord de la capitale. La localité de Chekka, entièrement habitée par des chrétiens, a été occupée lundi en début d'après-midi. Il s'agit d'un point stratégique capital, Chekka étant située à un carrefour qui constitue en quelque sorte la « frontière » entre le mont Liban chrétien et la région de Tripoli — la deuxième ville du Liban — contrôlée par les forces palestino-progressistes. On ignore, mardi matin, le résultat de la rupture des télécommunications, si la ville de Batroun, qui était lundi soir assiégée, était également tombée entre les mains des progressistes. Mais on savait que Zgharta, ville natale et fief du président François, était d'ores et déjà entièrement coupée de l'arrière-pays.

Une rencontre entre M. Arafat et les dirigeants phalangistes

Entre-temps, les combats se poursuivaient dans le camp palestinien de Tel-el-Zaatar, assiégé depuis le 23 juin dernier. Les miliciens conservateurs n'avaient toujours pas réussi mardi matin à occuper tout le quartier, tandis que leur adversaires s'installaient sur des hauteurs qui leur permettaient de pillonner les assaillants. Les palestino-progressistes sont également parvenus à s'installer dans le secteur chrétien de El-Roumaneh, et à infliger de lourdes pertes en matériel et en vies humaines aux troupes adverses. Dans une conférence de presse, Abou Ayad, bras droit de M. Yasser Arafat, a indiqué que les miliciens de l'O.L.P. et leurs alliés libanais avaient réussi à briser une cinquantaine d'attaques lancées depuis le début du siège de Tel-el-Zaatar. Les issues de ce secteur étant totalement bouchées, le Comité international de la Croix-Rouge n'a pas pu évacuer les blessés. Les trente véhicules qui les transportaient ont dû rebrousser chemin avant d'atteindre les postes de secours.

LES JOURNALISTES FRANÇAIS NE SONT PLUS EN MESURE DE TRANSMETTRE LEURS ARTICLES.

Le ministère français des affaires étrangères communique : « A la demande des correspondants des organes de presse français au Liban, l'ambassade de France à Beyrouth fait savoir que, en raison de l'interdiction provisoire de toutes les liaisons internationales télé et radio à partir du territoire du Liban, les correspondants ne peuvent dans l'impossibilité de communiquer avec leurs salles de rédaction. »

Soudan

La tentative de coup d'Etat aurait fait plus de cinq cents morts

La Libye rejette toute responsabilité

La Libye a démenti lundi les accusations soudanaises selon lesquelles elle aurait été à l'origine de la récente tentative de coup d'Etat militaire à Khartoum. Une note adressée au Conseil de sécurité de l'ONU, en date du 5 juillet, affirme que la tentative de putsch de vendredi dernier constitue un « acte d'agression conçu et exécuté par la Libye ». La note précise que « les pertes subies par le Soudan, à la suite de cette tentative, s'élèvent à environ 200 millions de dollars, et que le nombre des morts et des blessés n'est pas encore connu ». Cependant, un bilan officiel, cité par l'agence UPI, fait état de plus de cinq cents morts. On indique d'autre part de source officielle que vingt personnes ont été exécutées après qu'un tribunal les eût reconnues coupables de complicité dans la tentative de coup d'Etat.

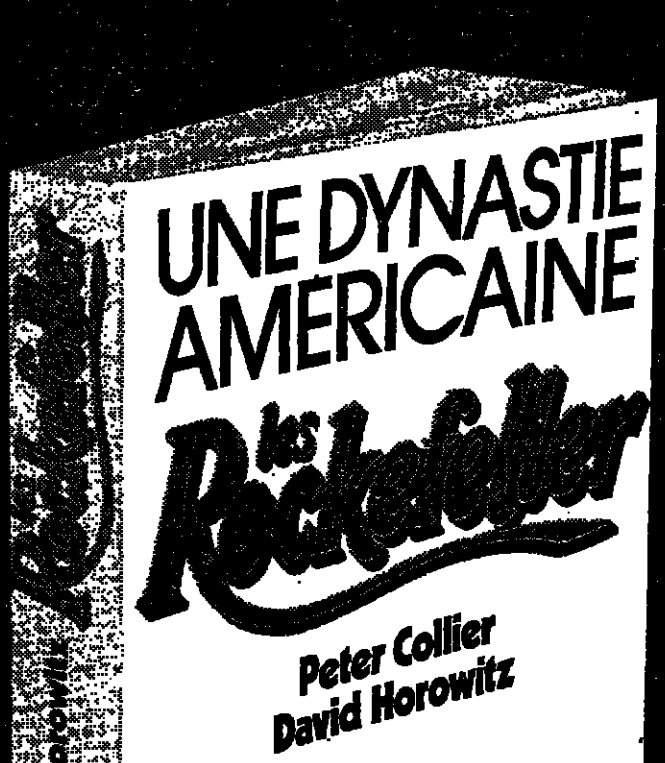
L'agence soudanaise de presse annonce pour sa part que l'ancien capitaine Boudia Abdallah, qui était en fuite après sa participation à la tentative de coup d'Etat, a été arrêté lundi par les forces régulières. Le général Mohamed Nour Said, également

implicé dans le putsch avorté, est toujours recherché. Le premier vice-président soudanais, le général Mohamed El Baghir Ahmed, a félicité la population et les forces de l'ordre qui ont participé aux recherches, et leur a demandé de poursuivre leurs efforts.

Les informations de l'agence soudanaise de presse contredisent les termes de la note officielle du gouvernement de Khartoum, qui affirmait qu'« aucun soldat des forces armées soudanaises n'a participé à la tentative de coup d'Etat ». Le général Nemeiry a affirmé, pour sa part, vendredi devant le « sommet » de l'O.U.A., que le but des « mercenaires » étrangers, parmi lesquels figuraient « des Libyens, des Éthiopiens, des Tchadiens et des Zanzibariens », était de porter au pouvoir M. Sadiq El Mahdi, chef du parti de l'Oumma, représentant la secte des Ansars. L'Oumma constitue, avec l'association clandestine des Frères musulmans, la principale force de l'opposition de droite au régime du général Nemeiry.

Le parti de l'Oumma, dont le leader vit en exil en Arabie Saoudite, était à l'origine de la tentative de coup d'Etat militaire de septembre 1975, et de nombreux observateurs n'excluent pas qu'il soit le véritable instigateur de la tentative de vendredi dernier, tous les efforts des Saoudites pour rapprocher M. Sadiq El Mahdi du régime du général Nemeiry ayant échoué. — (A.F.P., U.P.I.)

Passez l'été dans une famille américaine.



PAR PETER COLLIER ET DAVID HOROWITZ

Le 1^{er} a fait de l'argent.
Le 2^e a fait du bien.
Le 3^e a fait de la politique.
Les 4^e en ont marre.

Traduit de l'américain par Robert Merle et Magali Merle.
608 pages, dont 32 pages de photos. 49 F.

RAID ISRAËL

raide des Israéliens en Ouganda...
le raid israélien en Ouganda...

protection d'humanité

protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

la protection d'humanité...
la protection d'humanité...

EUROPE

Espagne

Crise ouverte à Madrid

(Suite de la première page.)

M. Munoz figurait sur la liste (la liste des trois personnalités choisies par le Conseil du royaume pour succéder à M. Arias Navarro) et il a recueilli plus de suffrages que M. Suarez. C'est un « ancien » du franquisme qui revient et entend apparemment choisir son heure. A moins que de nouvelles démarches ne lui fassent réviser sa position. Cette considération s'applique d'ailleurs à certains des ministres qualifiés de « libéraux » par commodité. Il y a beaucoup de manœuvres, d'arrière-pensées, de susceptibilités froissées et d'ambitions déçues. Beaucoup d'aveuglement aussi dans cette crise grave, mais laurée et qui ne passionne pas l'homme de la rue.

M. de Arellano est particulièrement amer. Il semblait, vendredi dernier, persuadé d'être désigné comme le successeur de M. Arias Navarro avec lequel il avait des rapports de plus en plus difficiles. Si l'on en croit ses intimes, il avait même amorcé la formation de son équipe. La déception a donc été rude. D'autant qu'il est acquis que Juan Carlos ne souhaitait pas que le nom du ministre des affaires étrangères figurât à l'écartier publiquement au profit de l'homme de son choix. M. Suarez, jeune, sportif, et dont les relations avec les militaires modérées sont, paraît-il, excellentes. Un atout supplémentaire et important pour un souverain qui écoute avec la plus grande attention, les voix de l'armée. M. de Arellano a beaucoup fait depuis sept mois pour donner à l'étranger une image libérale de la nouvelle Espagne. Il a parfaitement organisé le voyage officiel de Juan

Carlos aux Etats-Unis, en juin. Il estime, non sans raison, être l'un des rares dirigeants à pouvoir engager un dialogue positif avec les leaders de l'opposition démocratique. « Ils sont une douzaine, dit-il, et je les tutoie tous, c'est un avantage. » Dès lundi matin, ulcéré, il faisait savoir qu'il refuserait de participer au nouveau gouvernement et prenait congé, par télégramme, des ambassadeurs d'Espagne en poste. M. Fraga, qui se trouvait en déplacement à Saragosse, adoptait la même attitude et adressait une lettre en ce sens à M. Suarez.

Cérémonie sans précédent dans l'histoire du régime : le ministre de l'information, M. Martín Garmelo, offrait, lundi en fin de matinée, un cocktail d'adieu aux journalistes avant même que son renoncement ait été officiellement connu. M. Martín Garmelo a certainement été le ministre de l'information le plus libéral que l'Espagne ait connu depuis quarante ans.

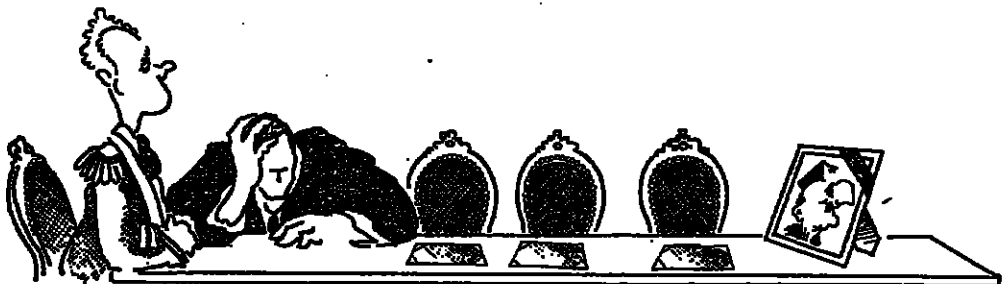
Les ministres libéraux ont fait savoir lundi que la nomination de M. Adolfo Suarez, qu'ils jugent sans doute « regrettable », n'est pas la cause principale de leur décision. Ils dénoncent d'abord la « ligne politique » qu'ils croient déceler dans l'opération Suarez, ainsi que les « manœuvres » ayant abouti à la destitution de M. Arias Navarro. « C'est un sinistre complot Phalangiste », a déclaré un proche collaborateur de l'un des ministres démissionnaires.

De fait, la « reconquête du pouvoir » par les technocrates de l'Opus Dei est un thème largement débattu dans la presse espagnole cette semaine. Il est vrai, par exemple, que M. Lopez Bravo, ancien ministre des affaires étrangères et membre de l'Opus Dei joue de nouveau un rôle important. Président de la commission des lois fondamentales des Cortes, il a clairement pris position contre le plan de réforme constitutionnel du gouvernement. Il a même voté en faveur d'une proposition es-

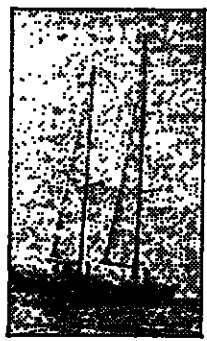
lon laquelle l'héritier du roi devrait jurer fidélité aux principes du Mouvement, une « formalité » que le roi Juan Carlos a habilement escamotée lors de son premier discours du trône en décembre dernier.

M. Laureano Lopez Rodo, ancien responsable du plan de développement, intime collaborateur de l'amiral Carrero Blanco et actuel ambassadeur à Vienne, est également membre à part entière de l'Opus Dei. Il ne le nie pas. Membre du conseil national du Mouvement, nommé par Franco, on l'a beaucoup vu à Madrid ces derniers temps, multipliant les déclarations à la presse et les démarches auprès de ses amis. A la veille du limogeage de M. Arias, il démentait dans une interview à la revue *Cambio 16* toute participation à une quelconque « manœuvre » visant à écarter le chef du gouvernement. C'est, disait-il, « un conte chinois ». Il réaffirmait aussi son hostilité à des « réformes trop rapides ».

MARCEL NIEDERGANG.



(Dessin de PLANTU.)



Juin 1976. Luttant contre les vents et la grande houle, Eric Tabarly, à la barre de son Pen Duick VI* creuse à l'ouest, dans la solitude et le secret, l'Atlantique Nord... Nous saluons affectueusement le Breton opiniâtre incarnant les plus hautes vertus du courage, de la volonté et de l'efficacité.

Bergasol

*A bord de ce même Pen Duick VI, Eric Tabarly avait remporté en Mars dernier la grande course du Triangle Atlantique. Au cours de cette course croisière de 150 jours, Eric Tabarly et ses 12 équipiers avaient choisi les produits solaires Bergasol pour affronter les soleils des Tropiques et de l'Equateur. L'efficacité de la double action de Bergasol — filtration des ultraviolets nocifs et accélération d'un bronzage naturel offrant la meilleure protection de la peau au soleil — une fois encore démontrée, avait été rigoureusement contrôlée et enregistrée par le médecin du bord.

Italie

MM. Fanfani (démocrate-chrétien)

et Ingrao (communiste)

présideront l'un le Sénat, l'autre la Chambre

De notre correspondant

Rome. — La séance d'ouverture du nouveau Parlement italien s'est déroulée, lundi 5 juillet. Comme prévu, c'est un communiste, M. Pietro Ingrao, qui a été élu à la présidence de la Chambre, et un démocrate-chrétien, M. Amintore Fanfani, à celle du Sénat.

Les deux hommes avaient été choisis quelques heures plus tôt par leur parti respectif. Aucun n'a fait le plein des voix des six formations qui, l'avant-veille, s'étaient entendues sur ce partage inédit du pouvoir. Aux parlementaires d'extrême droite qui ont voté blanc dans les deux cas se sont ajoutés des franc-tireurs démocrates-chrétiens, opposés à l'élection d'un communiste. M. Ingrao a obtenu les suffrages de 488 députés (sur 613 présents) ; il y a eu 117 bulletins blancs, 3 nuls et 5 votes divers. Pour sa part, M. Fanfani a recueilli 270 voix (sur 313 présents) ; 42 sénateurs ont voté blanc ; un autre s'est prononcé pour... le général de Gaulle.

Ce ne fut pas le seul acte contesté de cette séance historique. Désireux d'affirmer leur présence dans les premières minutes de la septième législature, les quatre députés radicaux se sont précipités sur les bancs d'extrême gauche qu'ils ont aussitôt occupés. Puis leur chef de file, M. Marco Pannella, a demandé la parole pour dénoncer l'exclusion dont avait été victime son parti lors de l'entente de samedi dernier. N'ayant pas obtenu satisfaction, il a quitté la salle, suivi de ses trois amis et s'est retrouvé à la porte de Montecitorio, une pancarte à la main, comme au bon vieux temps.

Les discours inauguraux des deux nouveaux présidents étaient attendus avec curiosité malgré le caractère un peu formel de cet exercice oratoire. Pour M. Ingrao, « le Parlement est aujourd'hui le lieu le plus qualifié pour promouvoir un rôle de débat et d'unification réelle du pays ». Soulignant au contraire la nécessaire distinction entre majorité et opposition, M. Fanfani a mis en garde les sénateurs contre un « assemblageisme » confus.

Porte-parole de la droite démocrate-chrétienne, le président du

Sénat est à peine revenu de l'« exil » que lui avait valu sa défaite aux élections régionales de juin 1975 : il était alors secrétaire général de son parti. Il incarne la vieille garde face aux partisans — d'ailleurs majoritaires — de la nouvelle D.C. Le Sénat peut néanmoins lui servir de tremplin pour la prochaine élection présidentielle : âgé de soixante-huit ans, plein d'énergie, M. Fanfani fera tout pour empêcher ses adversaires de l'enfermer au palais Madama.

La carrière de M. Ingrao

M. Ingrao, lui, est déjà un peu marginal au sein du P.C. malgré la popularité dont il jouit auprès des militants. Cet homme kirinagien a longtemps représenté la tendance de gauche — de même que M. Giorgio Amendola incarnait la droite — avant que la stratégie du « compromis historique » ne gomme un peu ces différences. Agé de soixante et un ans, le nouveau président de la Chambre devait rester néanmoins sur ses positions : de compromis, il ne parait guère ces dernières années et le parti l'avait mis en quelque sorte sur la touche.

Journaliste de profession, M. Ingrao est docteur en droit, en lettres et en philosophie. Après la guerre, cet ancien résistant devient directeur de l'édition romaine de *L'Unità* (1947-1957). Député de Rome en 1948, il sera réélu sans interruption. Parallèlement, M. Ingrao fait partie de la direction et du secrétariat politique du P.C. (1956).

Après la mort de M. Togliatti, ce brillant théoricien manifeste ouvertement son désaccord avec le discret appui donné à la coalition de centre gauche. « Chers camarades », déclare-t-il au onzième congrès (janvier 1960), « je ne serais pas tout à fait sincère si je disais que vous m'avez convaincu ». Malgré sa désignation, deux années plus tard, à la présidence du groupe parlementaire communiste, M. Ingrao restera d'une certaine manière un dissident : il dirigera un « centre d'initiatives pour la réforme de l'Etat », thème qui est devenu — avec la participation de la base — son cheval de bataille.

R. S.

Yougoslavie

La peine de mort prononcée contre M. Dapčević est commuée en vingt ans de réclusion

De notre correspondant

Belgrade. — Le tribunal départemental de Belgrade a condamné lundi 5 juillet M. Vladimir Dapčević, citoyen belge d'origine yougoslave, pour « haute trahison », à la peine capitale. Celle-ci a été immédiatement commuée en vingt ans de réclusion (le *Monde* des 22 et 23 juin). M. Dapčević a été reconnu coupable d'activités « communistes » de 1956 à 1975 en Albanie, en Union soviétique, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Pologne, en Hongrie, en Autriche, en France et en Belgique, tendant à porter atteinte à l'intégrité territoriale de la Yougoslavie et à soumettre ce pays à la tutelle d'une puissance étrangère dont le nom n'a pas été révélé.

Selon l'énoncé du verdict, se présentant comme secrétaire d'un « comité d'initiative », M. Dapčević aurait travaillé à l'étranger au rassemblement de l'émigration « communiste » et dans le pays à l'organisation de la « contre-révolution ». Animé d'une violente campagne contre le président Tito, il aurait, au cours de très nombreuses rencontres avec les émigrés et certaines personnalités étrangères, présenté comme « insupportable » la situation en Yougoslavie, affirmant que la pays serait « mûr » pour une nouvelle révolution. Lui, il donnerait le moment venu le signal d'un soulèvement armé.

Le tribunal déclare encore qu'en 1960 M. Dapčević se serait adressé à la conférence des partis communistes de Moscou pour demander son aide contre le parti yougoslave. Il affirme aussi que le condamné aurait participé à la tentative de création en 1974 d'un parti communiste « libéré » qui avait réuni à Ber, localité sur la côte sud de l'Adriatique un « congrès » qu'il aurait rencontré à Vienne et à Paris l'un de ses principaux organisateurs M. Mileta Perovitch (le *Monde* daté 23 septembre 1974). Comme cor-

respondant de M. Dapčević dans la capitale française, l'énoncé du verdict cite le nom de M. Bogdan Litchevitch, sans donner d'autre indication. Le verdict fait état à plusieurs reprises des contacts que l'accusé aurait eus avec les Albanais, notamment avec leur ambassade à Bucarest, qui lui aurait accordé, à une période qui n'a pas été précisée, une aide financière, et à laquelle il aurait remis des rapports sur la situation en Yougoslavie et un pamphlet contre la régime titiste. Il aurait même déclaré à une réunion de ses partisans que la Yougoslavie devrait céder à l'Albanie une partie de la région de Kosovo et de la République fédérée de Macédoine.

Après avoir écouté la lecture du verdict avec indifférence, l'accusé a protesté avec véhémence contre sa condamnation. « Tout est faussé, s'est-il écrié. C'est un procès criminel. Je ne suis pas coupable. Vous n'avez pas voulu entendre les témoins à décharge. Vous avez refusé d'écouter de quelle manière j'ai été amené en Yougoslavie. »

Commencé le 21 juin, le procès de M. Dapčević a duré quelques jours de plus que prévu. On en ignore le détail, le tribunal ayant ordonné le huis clos.

La presse ne reproduit ce mardi matin qu'une brève information sur la condamnation de M. Dapčević ; elle passe sous silence le nom des pays dans lesquels il avait déployé, au cours des dix-neuf dernières années, ses « activités criminelles ». Selon des rumeurs nombreuses et concordantes plusieurs services de sécurité et de renseignements étrangers seraient mêlés à cette affaire obscure. On parle même des services chinois. Le verdict insiste sur les contacts de l'accusé avec les Albanais et mentionne ses rapports avec les trotskistes belges, rapports qu'il aurait noués par l'entremise de l'ambassade albanaise à Bucarest.

PAUL YANKOVITCH.

مكتبة الأمل

EUROPE

LE « SOMMET » FRANCO-ALLEMAND

Mettre fin aux malentendus

(Suite de la première page.)

Comme le sujet n'était pas formellement à l'ordre du jour, M. Schmidt, au cours de son tête-à-tête avec le président de la République, a téléphoné à son ministre de l'Économie, M. Friedrich, pour lui dire de traiter la question avec le ministre français de l'Industrie, M. d'Ornano.

Le gouvernement de Bonn a fait d'abord remarquer que, dans cette affaire, il n'est pas directement concerné : il s'agit de tractations « privées », mais il comprend ce qui pousse les sidérurgistes à se grouper : l'acier est en crise, les cours ont beaucoup baissé en Europe, alors qu'ils restent stables sur les marchés américains. Les producteurs doivent également s'organiser en Europe. Le gouvernement français ne nie pas qu'un problème existe, mais, à ses yeux, il ne saurait être résolu par une entente ayant tous les caractères d'un cartel, et qui serait contraire à l'esprit, sinon à la lettre, des règles de la Communauté charbon-acier. C'est sur le plan européen — a déclaré M. d'Ornano — et par des initiatives communautaires qu'une solution doit être cherchée. La discussion devait, en principe, reprendre ce mardi.

LES RAPPORTS AVEC LE TIERS-MONDE

Cette question a été notamment discutée au cours du dîner de lundi et au cours de tête-à-tête des ministres des affaires étrangères, MM. Sauvagnargues et Genscher. Paris et Bonn ne sont pas sur la même longueur d'onde. Les divergences des ministres allemands, à l'exception de celle du Luxembourg, et pour cause puisque elle est précisément de six sièges.

LE BUDGET COMMUNAUTAIRE

Les deux ministres des finances, MM. Fournade et Apel, ont procédé à un premier examen du prochain budget de la Communauté. Les Allemands profitent toujours de cette circonstance pour lancer une offensive contre la politique agricole commune, grande mangeuse de crédits. M. Fournade a fait remarquer, comme d'habitude, que s'il ne demandait qu'à freiner les dépenses, il ne saurait être question de remettre en cause la politique agricole. Celle-ci d'ailleurs, dans le prochain budget, coûtera beaucoup moins à la Communauté puisque, du fait de la sécheresse, le financement des exportations agricoles ne présente guère de problèmes.

Les deux ministres ont envisagé une aide à l'Italie, mais s'ils y sont tous les deux favorables, ils veulent attendre, pour se prononcer, de connaître le programme du futur gouvernement de Rome.

LA COOPERATION DES MINISTRES DE L'INTERIEUR

MM. Poniatowski et Malhoter ont d'abord entériné trois accords conclus entre leurs services pour supprimer les trafics de stupéfiants, les trafics d'exploits et les vols de véhicules, ainsi qu'un accord sur les condamnés aériens. Ils ont fait le point des négociations entre les Neuf sur un modèle unique de passeport européen. La dernière question en suspens, celle des langues, est en voie de solution : le passeport serait rédigé en anglais, en français, puis, éventuellement, une troisième langue nationale, au choix de chacun des intéressés.

Les deux ministres de l'Intérieur ont examiné deux projets de convention de coopération entre les polices, l'une frontalière, et l'autre générale, et un projet d'accord pour l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'incident grave. Ils ont examiné les études comparées en cours sur les finances locales et envisagé enfin l'utilisation de l'union franco-allemande Transall pour combattre les incendies de forêts comme « le bombardier d'eau » canadien.

MAURICE DELARUE et DANIEL VERNET.

dialogue se poursuit « en principe » car, pour le moment, il ne s'y passe rien, et les pays industriels et le tiers-monde « se regardent en chiens de foin ». Ce blocage vient de ce que les Européens ne jouent pas leur rôle, la Communauté étant paralysée par ses divergences internes, et plus spécialement franco-allemandes.

Paris et Bonn partagent cette analyse, et ils se sont, semble-t-il, mis d'accord sur deux points : d'une part, le fait que la conférence de Paris est importante et reste le lieu d'élection (plutôt que l'ONU) du dialogue Nord-Sud ; d'autre part, le fait que les divergences franco-allemandes doivent être éliminées par des conversations d'experts, qui seront portées au niveau politique.

LES ELECTIONS EUROPEENNES

Comme après les entretiens de M. Clesard d'été à Londres, on se dit convaincu, de part et d'autre, qu'un pas décisif sera fait au prochain conseil européen, les 12 et 13 juin, à Bruxelles. Sur le point litigieux de la répartition nationale des sièges, on s'orienterait vers « le compromis allemand » : le nombre des sièges de l'assemblée européenne actuelle serait doublé au lieu d'être maintenu tel quel, comme le voudrait la France. Les représentations des petits pays seraient cependant amputées de six sièges, à l'exception de celle du Luxembourg, et pour cause puisque elle est précisément de six sièges.

IRLANDE DU NORD

M. CALLAGHAN FAIT UNE RAPIDE VISITE A BELFAST

(De notre correspondant.)

Belfast. — M. James Callaghan s'est rendu en Irlande du Nord le 5 juillet pour la première fois depuis qu'il avait démissionné en tant que chef du gouvernement britannique. M. Callaghan, en tant que ministre de l'Intérieur, avait fait plusieurs séjours en 1969 dans la province, après les émeutes du mois d'août. En 1973 — alors dans l'opposition — il était revenu à Belfast pour réaliser un film pour le R.B.C. afin de lancer son livre sur l'Ulster « House Divided ».

Malgré la brièveté de sa visite dans la capitale, M. Callaghan a rencontré des soldats dans une caserne barbare — malgré un rempart de gardes du corps — avec quelques passants et reçu les multiples déclarations des notabilités, des hommes d'affaires et des autorités ecclésiastiques. Il a, d'autre part, assisté à la conférence hebdomadaire sur la sécurité entre M. Merlyn Rees, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, et l'attaché des forces britanniques stationnées dans la province.

Dans un discours à Stormont Castle, siège de l'administration régionale, le leader travailliste a rappelé :

1) Qu'il n'y aurait pas de désengagement militaire ou politique en Ulster ;

2) Qu'un effort financier particulier allait être fait pour compenser les conséquences de la récession ;

3) Que Londres ne donnerait aucune solution politique, celle-ci devant venir de partis politiques locaux ;

4) Que l'administration directe de Westminster serait appliquée aussi longtemps que nécessaire.

La visite du Premier britannique a lieu à une période assez tendue. Les pourparlers entre le F.D.L.P., la principale formation de la minorité catholique, et le parti unioniste officiel n'ont pas encore abouti, et les attentats sont quotidiens. D'autre part, la saison des marches orangees est toujours redoutée par les forces de sécurité, car elles ont souvent donné lieu à de sérieux accrochages entre les deux communautés.

RICHARD DEUTSCH.

Les Français redécouvrent le cigare...

A côté des cigares de grande race recherchés par les connaisseurs traditionnels sont apparus des cigares légers, minces, longs, qui répondent aux aspirations nouvelles des hommes et des femmes. La nouvelle génération de cigares n'est pas destinée à l'immobilité du fumoir, mais à la vie, aux rencontres, aux moments d'égance auxquels ils ajoutent un certain goût de distinction et de subtile provocation. Tels sont les derniers-nés du SEITA : les cigares blonds ELEGANCE. Le nouveau cigare blond ELEGANCE créé par le SEITA doit son goût, son bouquet à la finesse des tabacs dont il est composé : la cape est une feuille claire du Connecticut importée des U.S.A. L'intérieur est un mélange de tabacs soigneusement sélectionnés de Java, des Philippines, du Brésil et de Havane. Vous trouverez ELEGANCE, cigare blond du SEITA chez tous les détaillants de tabac.

AMÉRIQUES

L'Amérique, bicentenaire et adolescente

III. — Le soleil se lève à l'Ouest

De notre envoyé spécial ALAIN-MARIE CARRON

Dans les deux premiers articles de cette série, Alain-Marie Carron a tenté de cerner quelques-uns des éléments qui donnent aux États-Unis leur cohésion et leur stabilité. Il décrit ici le spectaculaire développement de la moitié sud du pays, considérée par beaucoup comme « l'Amérique du futur ». (Le Monde - daté 4-5 et 6 juillet.)

Los Angeles (Californie). — La conquête de l'Ouest (du Sud-Ouest, surtout) a repris. Sur le plan démographique, le centre de gravité des États-Unis est en train de basculer du Nord vers le Sud. Une quinzaine d'États sont devenus les nouvelles terres de Canaan, grâce aux barrages hydrauliques et à une invention qui n'a rien de biblique : l'air climatisé. L'Arizona, le Nevada, le Nouveau-Mexique, le Texas, apparaissent comme le point de départ d'une nouvelle prospérité américaine. Il en va de même pour la Floride, la Géorgie, la Louisiane, les Carolines, le Tennessee.

Des industries « propres »

Pourquoi la ville de Houston accueille-t-elle chaque semaine mille nouveaux résidents (la proportion à Phoenix, Arizona, est comparable) ? Ce qu'on y trouve, en plus de la chaleur, est la qualité de la vie et y est pour beaucoup : l'air, d'une pureté merveilleuse, le soleil, la possibilité de vivre à l'extérieur et de faire de l'exercice physique. Le nouvel arrivant a l'impression d'avoir fui une Amérique congestionnée et polluée, pour retrouver les grands espaces où tout est encore possible. Il bénéficie immédiatement d'un avantage important : le coût du logement est beaucoup moins élevé à Houston, par exemple, qu'à New-York. Le coût du transport pour aller au travail ou en revenir est souvent moins important que dans le Nord-Est.

Mais l'attrait qui l'emporte sur tous les autres ou du moins les rend possibles est sans aucun doute d'ordre économique. La « ceinture de soleil » est une ceinture d'abondance. « Aujourd'hui », écrit Khrispatrick Sale, auteur d'un livre sur cette région (1), et le Southern Rim (frange sud) était une nation indépendante, il aurait un produit national brut plus important que celui qui n'importe que, entre

Au cours des dix dernières années, plus de huit millions de personnes se sont déplacées vers ce que les Américains appellent la « ceinture de soleil ». Alors que la moitié nord du pays voyait sa population augmenter de 32 % entre 1960 et 1970, celle-ci augmentait de 59,5 % au Sud. Si l'on part de 1945, date à laquelle le mouvement de population s'est amorcé, les chiffres, pour certains États, sont véritablement prodigieux. Le Texas a eu, durant cette période, de 100 % ; il est, aujourd'hui, le troisième État par la population : la Californie, de 200 %, devenant l'État le plus peuplé de toute l'Union. La Floride, elle, a vu sa population s'accroître de 400 % ; le Nevada et l'Arizona, de 450 %. Selon le bureau américain des statistiques, la moitié sud du pays croît trois fois plus vite que l'autre, et les plus prudentes projections suggèrent que cette région aura 83,7 millions d'habitants en 1990.

Le taux de chômage est moitié moins important au Texas que la moyenne nationale (6,9 %) et il en va sensiblement de même dans les autres États du Sud-Ouest. Est-ce à dire qu'ils sont vraiment ce qu'ils prétendent être : la concrétisation du « rêve américain » ? Il faudrait pouvoir s'entendre sur cette expression un peu trop vague, mais si l'on se réfère à la déclaration d'indépendance, qui accorde à tous les Américains le droit à la « poursuite du bonheur », on peut dire que pour beaucoup d'Américains vivant dans la « ceinture de soleil » la poursuite du rêve est longue. La ville de Houston a dépensé des fortunes pour avoir un des centres médicaux les plus modernes du monde, mais l'idée de médecine sociale paraît totalement étrangère à ses administrateurs.

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

main-d'œuvre a radicalement changé. « Durant les vingt dernières années, estime M. Sale, le nombre des employés du secteur tertiaire s'est accru de 70 % ; dans les villes de la moitié du Sud, contre 6 % dans les villes du Nord-Est. » L'activité économique se répartit sur les affaires immobilières et le secteur du bâtiment. La Floride est, dans ce domaine, à la première place. Sur la côte atlantique de cet État, les investissements dans la construction dépassaient en 1972 les deux milliards et demi de dollars, soit une progression de 70 % par rapport à l'année précédente.

Dernier atout et non des moindres de la « ceinture de soleil » : l'industrie du tourisme. La croissance dans ce secteur est tout aussi remarquable. Elle a été de 100 % dans les années 60, et les experts prévoient, récession ou pas, qu'elle sera de 100 % pour les années 70. Le tourisme est la première industrie du Nevada et de la Floride, la troisième en Louisiane et en Californie. La quatrième en Arizona et au Nouveau-Mexique. La Floride, à elle seule, reçoit 25 millions de visiteurs par an.

D'autre part, cette moitié sud ne cède en rien à l'autre dans le domaine de l'industrie des « variétés ». Avec Hollywood et Las Vegas, bien sûr, mais aussi Dallas, qui produit 65 % de toutes les émissions télévisées du pays ; Nashville (Tennessee), qui profite du boom du « country music » (250 millions de dollars

Deux points noirs, toutefois. L'un est le problème de l'eau. « Il n'y a pas », écrit Neal Pierce en va sensiblement de même dans cette région (2), un mètre carré du fleuve Colorado qui ne soit disputé par plusieurs États. Les sites de barrage ont presque tous été exploités depuis la création du Grand Coule Dam, en 1940, pour arracher la région à l'emprise du désert et développer ce qui, à bien des égards, est une « culture d'oasis ». Désormais, les réserves hydroélectriques potentielles se trouvent dans des sites farouchement défendus par les écologistes, ou disputés entre différentes régions des États-Unis. Les États situés au nord-est sur la côte pacifique, sont déjà partis en guerre contre un projet de dérivation des eaux du bassin de la rivière Columbia, qui hypothéquerait le développement futur de l'Orégon, de l'État de Washington et de l'Idaho. Certains projets prévoient de faire venir l'eau depuis le Canada ou même de l'Alaska.

Les conséquences de l'essor de la région elle-même sont-elles aussi préoccupantes ? Très bientôt sans doute le Sud et le Sud-Ouest seront confrontés aux mêmes problèmes humains que le Nord-Est : déjà les vieux « westerns » affirmant ne plus reconnaître leur région. Les « Yankées » du Nord, soucieux de fuir la criminalité des grandes villes de l'Ouest, pourraient s'apercevoir dans un proche avenir, que la situation n'est pas beaucoup plus agréable chez les « cow-boys » de l'Ouest.

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

par an de chiffre d'affaires et quarante-trois studios d'enregistrements) ; Los Angeles, qui est le premier centre de fabrication de disques du pays (deux fois plus d'emplois dans les usines de fabrication qu'à Newark (New-Jersey) et deux fois plus de studios qu'à New-York).

La « Nouvelle Amérique » peut-elle durer ? Les ressources énergétiques restent considérables. Aux champs pétroliers du golfe du Mexique s'ajoutent demain les ressources découvertes par les forages effectués sur un axe Nouveau-Mexique — Louisiane, l'utilisation de l'énergie géothermique disponible en Californie, le développement de l'énergie solaire dans le désert de Californie et d'Arizona, l'exploitation à ciel ouvert du charbon des Rocheuses. Les possibilités agricoles sont, elles aussi, importantes et sont liées au développement des capacités de transports par bateaux vers le golfe des récoltes de l'ensemble Texas, Oklahoma, Kansas. On prévoit notamment un accroissement de la production du soja dans le « Sud profond » et la vallée du Mississippi, le soja pourrait être dans les années 1980 la principale production agricole des États-Unis et un élément important de son commerce extérieur. La situation des fruits et des légumes de Californie et de Floride est tout aussi prospère. Il en va de même pour l'élevage dans la zone Texas-Oklahoma-Nouveau-Mexique, qui s'est accru de 40 % au cours des vingt dernières années et devrait, selon les prévisions, augmenter de 50 à 60 à 40 % dans la prochaine décennie.

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair : favorisé par la nature, mis en valeur par une population industrielle, le Sud et le Sud-Ouest du pays se considèrent comme l'Amérique du troisième siècle. Une Amérique pleine d'assurance et de vitalité. Mais une Amérique dure : « Pauvres et mal nourris, si vous n'êtes pas capables de vous en sortir dans le système tel qu'il est, passez votre chemin. »

Le message est clair

VOYAGES ET TRANSPORTS ALGÉRIENS

MIS à part le domaine aérien pour lequel les considérations de prestige l'emportent souvent sur les autres, peu de pays du tiers-monde se sont dotés d'une véritable politique des transports. Indépendamment des problèmes de développement dont il est un support essentiel, ce secteur varie et complexe est difficile. Il est vital, à organiser et à maîtriser sur tous les plans : prévisions, infrastructure, coordination, fonctionnement, gestion et formation du personnel.

Après une période de flottement, l'Algérie a défini une stratégie des transports dont les effets commencent à se faire sentir. La France lui avait, certes, laissé un capital appréciable et des atouts pour le faire fructifier, mais l'héritage était légal. Le réseau des aéroports, étendu pendant la guerre pour répondre aux besoins des militaires, était important, mais la flotte aérienne était des plus limitées. Le réseau routier, presque inexistant dans le Sud, en dehors des pistes et de quelques routes goudonnées, était dense et correct dans le Nord avant d'être soumis par les chars, les camions et le matériel lourd à une sorte d'agression permanente qui l'a prématurément dégradé. Le réseau ferroviaire, peu dense, était équipé d'un matériel usagé, amorti depuis longtemps, qui devait être renouvelé et modernisé. Si l'infrastructure portuaire était appréciable, en revanche, le legs dans le domaine de la navigation était quasiment nul.

Pour ce qui est de l'encadrement du personnel, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1962, il n'y avait pas un seul Algérien pilote de ligne, pas un cadre supérieur en aéronautique, pas un seul capitaine au long cours, ce qui était paradoxal pour un pays qui avait eu une belle tradition maritime jusqu'à la colonisation : sur les treize à quatorze mille employés de la S.N.C.F.A., huit mille Français étaient partis ; les transports routiers étaient assurés par une multitude de petits artisans, avec des véhicules vétustes, des conducteurs et des mécaniciens plus ou moins qualifiés. A tous égards, les transports s'étaient développés en fonction des besoins d'une économie de type colonial : la conception, l'encadrement et une partie de l'exécution étaient assurées par les Européens, les échanges se faisaient presque exclusivement avec la métropole en suivant des axes verticaux vers lesquels convergeaient les axes horizontaux.

Pendant les trois ou quatre années qui suivent l'indépendance, ce fut le règne de l'anarchie et du « bricolage ». Le ministère d'Etat chargé des transports, créé en septembre 1962, définit une stratégie et amorça une restructuration. Encore fallait-il attendre le pré-plan 1967-1969 pour que les décisions prises commencent à être appliquées et le premier plan quadriennal 1970-1973 pour percevoir des résultats tangibles. En outre, les planificateurs estimaient — contrairement aux ministères intéressés — que l'infrastructure laissée par

la France, bien que décriée officiellement, suffisait, moyennant quelques aménagements, à répondre aux besoins jusqu'en 1977. Ils n'avaient pas prévu que la politique de développement intensif, décidée par le régime, aurait des retombées aussi rapides et importantes. Ce n'est donc qu'à partir du deuxième plan 1974-1977 que les études sur les moyens de transports ont été menées de pair avec celles concernant les nouveaux projets d'industrialisation, de décentralisation et de mise en valeur des régions déshéritées.

Pays arabe, africain et méditerranéen, l'Algérie s'est assigné des objectifs en fonction de ces réalités géo-politiques et de ses options socialistes et non alignées. Sur le plan intérieur, elle s'efforce d'accélérer la formation, de contrôler entièrement ses moyens de transport et d'en faire un « réseau sanguin » qui désenclave les régions isolées, facilite le développement sur l'ensemble du territoire et favorise le sentiment de cohésion nationale.

Sur le plan régional, elle est partie d'une constatation : les Etats arabes et africains disposent de liaisons directes avec les anciens colonisateurs européens, mais ont entre eux des cloisons plus ou moins étanches. La coopération politique, économique et culturelle au niveau de la Ligue arabe et de l'O.U.A. demeure théorique tant que les peuples ne communiqueront pas directement. Alger a donc multiplié les lignes aériennes, maritimes et terrestres avec le continent noir. La transsaharienne ou route de l'Unité, dont l'achèvement est prévu pour 1978, mérite son nom à plus d'un titre : elle met le Sahara à la portée des autres points du territoire, relie l'Algérie à ses voisins du sud et permet à ses voisins maghrébins et européens — grâce à des « bretelles » routières ou maritimes — d'emprunter cette « avenue du désert » qui pénétrera au cœur de l'Afrique centrale.

Sur le plan international, enfin, l'Algérie étend progressivement ses liaisons avec le monde socialiste et les non-alignés pour contrebalancer le poids, encore dominant, de ses échanges avec l'Europe occidentale.

Le plan algérien des transports frappe par sa cohérence et ses ambitions. Sa mise en application, il y a moins d'une décennie, a dû surmonter de nombreuses obstacles. Bien qu'inégal, le bilan global paraît plus qu'honorable par rapport au point de départ et à ce qui a été réalisé sur le reste du continent.

PAUL BALTA.

Une stratégie orientée vers le développement

ALLER d'Alger à Tamanrasset en voiture relevait, il y a dix ans, de l'expédition ; en 1976, grâce à la Transsaharienne, ce n'est plus qu'une longue promenade. Il y a un an, trente-six heures de train étaient nécessaires pour gagner Tunis ; aujourd'hui, le Transmaghrébien a réduit ce temps de moitié. Longtemps, il a été impossible de se rendre en avion à Dakar, Lagos, Luanda ou Tripoli sans passer par Paris, Londres, Lisbonne ou Rome, alors que maintenant Alger est directement relié à ces capitales africaines et à plusieurs autres.

Pour juger le chemin parcouru par l'Algérie en matière de transports, il faut partir de l'héritage. En 1962, elle dispose de plus de 70 000 kilomètres de routes, dont 15 000 kilomètres environ de routes nationales. Le réseau ferroviaire comprend 3 087 kilomètres. Le secteur aérien : 3 773 kilomètres de voies simples et 173 kilomètres de voies doubles ; les voies normales représentent 2 667 kilomètres, les voies étroites 1 140 kilomètres et les voies étroites 144 kilomètres. De même que le réseau routier, le chemin de fer s'articule autour d'une rocade

est-ouest qui longe la côte et de trois axes verticaux qui pénètrent partiellement le sud à partir d'Annaba, d'Alger et d'Oran.

Sur ses 1 200 kilomètres de côtes, l'Algérie compte trois grands ports autonomes, Alger, Oran et Annaba ; des ports concédés aux chambres de commerce locales, comme Skikda, Bône et Mostaganem ; des ports à faible trafic, gérés directement, comme Collo et Bône-Saf ; enfin, de nombreux ports de pêche s'étirant d'El-Kala (La Calle) à Ghazouet, en passant par Dellys, Bou-lamail, Bou-Haroun, Tipasa, Cherchell, etc. Créée en 1963, la C.N.A.N. dispose de cette infrastructure, mais démarre avec un unique cargo de 12 000 tonnes offert par la Chine. Il navigue toujours.

Dans le domaine aérien, les aéroports forment un réseau étoilé que l'on s'est contenté d'améliorer. Mais, à l'époque, ils sont médiocrement desservis : créée par la France, l'Algérie, que l'Etat algérien contrôlait à 51 % en vertu des accords d'Evian, ne disposait, à l'indépendance, que de quelques avions et d'un personnel réduit, principalement étranger.

Maîtriser l'héritage

Pendant le premier lustre de son existence, le jeune Etat s'accommode de la pénurie, qu'il gère plus mal que bien. Avec l'élaboration du pré-plan triennal 1967-1969, il prend conscience que toute politique de développement suppose une stratégie des moyens de transport et des communications. Si le secteur des transports assure la provision et la coordination, la gestion, la fonctionne-

ment des différentes structures et la formation du personnel sont confiés au ministère d'Etat chargé des transports, tandis que l'infrastructure continue de relever du ministère des Travaux Publics.

Les autorités s'attachent avec obstination à acquiescer la maîtrise juridique et la maîtrise technique des instruments dont elles ont hérité, à forger ceux qui leur manquent et à développer l'ensemble.

C'est ainsi qu'en 1970 la S.N.C.F.A., devenue en mars 1976 la S.N.T.F., rachète les parts détenues par la S.N.C.F. et entreprend le rajeunissement de son matériel. Si elle importe entièrement les locomotives et les wagons de voyageurs, les wagons de marchandises lui sont en partie fournis par la S.N. Métal, qui les fabrique avec l'acier fourni par le complexe sidérurgique d'El-Hadjar, près d'Annaba. Ses besoins vont sans cesse croissant : en 1968, le trafic atteint le niveau d'avant l'indépendance, plus de 2 millions de tonnes de marchandises transportées, mais le cas des 10 millions est franchi en 1973-1974 et continue d'augmenter, ce qui ne va pas sans poser des problèmes.

De nouveaux besoins

Bien que sa fonction ne soit pas spectaculaire, la S.N.T.F. apparaît comme l'enfant chéri des autorités, sans doute parce qu'elle a été ordonnée à partir de zéro à la suite des ordonnances de 1967, réorganisant les transports terrestres, qu'elle a fait depuis un travail en profondeur, qu'elle maîtrise bien son secteur et joue un rôle économique majeur tant sur le plan intérieur que dans les échanges avec les pays voisins. A sa naissance, la société reçoit en dot les véhicules de trente-quatre entreprises autogérées ; à 83 %, elle est plus de dix ans. En 1971, 22 % du parc a plus de cinq ans. Aujourd'hui, la S.N.T.F. exploite en propre deux mille véhicules, dont 85 % ont moins de cinq ans, et elle en affecte mille autres appartenant à des artisans qui travaillent sous sa tutelle.

L'Etat ne pouvant tout faire en même temps et le problème du transport des voyageurs, plus ou moins bien assuré au niveau local,

Air Algérie, qui disposait du monopole sur les lignes intérieures, devient une société à 100 % algérienne en 1972. Quatre ans plus tard, elle échoue au rang de première compagnie africaine. Sa flotte s'étoffe en qualité et en quantité, son personnel s'algerianise, ses activités se diversifient et s'étendent à plusieurs secteurs : fret, charter, taxi, travail aérien agricole.

La C.N.A.N. a également opéré une progression spectaculaire : devenue la première compagnie maritime du continent, à l'exception des pavillons de complaisance, elle disposera en 1977 d'une flotte de 15 000 à 2 millions de tonnes comprenant des cargos à usage multiple, des cabilliers, des minéraliers et des pétroliers, secteur dans lequel l'Algérie a une action novatrice. A la suite d'accords passés avec une dizaine de pays, elle transporte aujourd'hui 25 à 30 % du fret algérien contre 1,5 à 2 % en 1966. Elle assure également le transport des voyageurs, le ramassage et la consignation, avec des équipages entièrement nationaux et des équipages à 70 % algériens, ce qui est une belle performance, compte tenu du point de départ.

L'Institut supérieur maritime devrait permettre d'ici quelques années une algerianisation totale des officiers, dont le nombre atteindra quelque deux mille à la fin du siècle. Il formera également les cadres d'un futur I.O.A.P., qui, depuis sa création en 1969, s'efforce de constituer une flotte moderne.

En effet, à l'indépendance, les pêcheurs européens étant partis avec leurs bateaux, la production était tombée de 31 300 tonnes en 1961 à 18 942 tonnes en 1963. Elle est remontée à 25 736 en 1970 et a depuis fait un bond à 40 000 en 1975, l'objectif étant d'atteindre 45 000 tonnes en 1977.

Pour répondre à différents besoins, dont ceux de l'aviation civile et de la marine, trois autres organismes ont été institués sous la tutelle du ministère des transports : l'ENEMA (l'ère ci-contre), le Centre régional de télécommunications et le C.M.R. (Centre météorologique régional), qui viennent d'être inaugurés à Oran. Le C.M.R., qui analyse sur ordinateur les données reçues de plusieurs points du monde, fera, dans un premier temps, des prévisions à quatorze heures. Il constitue l'ensemble le plus avancé techniquement d'Afrique dans le domaine de la météo.

paraissent moins urgents à résoudre, ce n'est qu'en 1971 que la S.M.T.R. a vu le jour. Elle a progressé depuis à pas de géant, et la couleur orange de ses cars filant à vive allure est devenue familière à tous ceux qui vivent en Algérie. Elle a cependant connu l'an dernier une série noire avec quelques accidents aussi spectaculaires que mortels. Des consignes plus strictes, la suppression de passages routiers dangereux, l'amélioration de la signalisation ont donné des résultats : depuis le début de l'année, il n'a pas été signalé d'accident grave.

La définition d'une politique des transports a découlé de l'élaboration des plans de développement. La réalisation de ces derniers provoque, à son tour, de nouveaux besoins, met en évidence les lacunes de l'infrastructure, les insuffisances de la coordination entre les secteurs intéressés. — P. B.

(Lire la suite page 11.)

DE TUNIS A ALGER

1000 kilomètres en 18 heures par le Transmaghrébien

MIDI trente : le soleil tape dur sur les petites baraques de bois qui abritent, au cœur d'un réseau de palissades, les contrôleurs de la Société nationale des chemins de fer tunisiens (S.N.C.F.T.). La nouvelle gare centrale, dont Tunis a tant besoin, est en chantier et le martèlement des marteaux pneumatiques se mêle souvent en une peu mélodieuse harmonie au halètement des diesels en manœuvre et au cliquetis des tampons. La casquette de travers sur un front brun, une moustache et la brasserie, un employé déboussonne me débrite un billet pour Alger. Il m'en coûte 14 dinars et 500 millimes (1), ce qui me donne le droit de voyager en première.

Sagement rangé le long du quai numéro un, le Transmaghrébien attend l'heure du départ. Les wagons en inox, ultramodernes — ils ont été livrés par Francorail M.T.E. à la fin du printemps 1975, étincellent, et la locomotive C.C. turquoise et roumaine, serrée dans sa cage, se dresse sur une voie proche, la célèbre Fieche bleue, orgueil de la S.N.C.F.T., qui réalise la liaison Tunis-Sfax, s'apprête elle aussi à partir.

13 h. 56 : le Transmaghrébien s'ébranle, tressaute un moment sur les aiguillages, prend de la vitesse. Si les deux wagons de seconde sont à moitié remplis, celui de première n'en compte que trois passagers : une femme sans âge, drapée dans son « safsari » et dont le regard semble fixer une fois pour toutes un horizon lointain et un jeune homme. Je ne tarderai pas à savoir que ce compagnon de voyage s'appelle Béji. Il est sculpteur sur plâtre.

Un gain de quinze heures

Nous repartons. Notre diesel à pris son rythme et roule à une allure soutenue, faisant mugir sa sirène presque sans interruption. Le vol n'est pas protégé et de nombreux passages à niveau sont dépourvus de barrières. Il est plus prudent d'annoncer sa venue. De chaque côté, s'étendent de molles ondulations couvertes de champs de blé ou d'autres céréales.

16 h. 08. Nous arrivons à Ghardimaou après avoir couvert 196 kilomètres. Nous avons une demi-heure de retard. Ghardimaou, qui abrita le P.C. du colonel Boumediène à la fin de la guerre de libération algérienne, marque la fin de notre trajet en territoire tunisien. Tandis que nous changeons de locomotive, douaniers et policiers algériens — ces derniers portent avec peine un lourd et encombrant fichier en bois — prennent place à bord du train.

Le convoi roule désormais au fond de la vallée de la Medjerda, dans un paysage accidenté et verdoyant, levé par la pluie qui s'est mise à tomber dès que nous avons passé la frontière. « Simple coïncidence » m'assure le douanier tunisien qui inspecte avec bonne humeur nos bagages. Les policiers algériens, froids et stricts, n'en sont pas moins courtois et efficaces. Les formalités ne prendront

et staffeur. Son père est tunisien, sa mère marocaine et il va chercher du travail à Alger. Il pourrait servir de symbole à ce Maghréb des peuples dont il est tant question depuis quelques mois.

Il est 13 h. 35 lorsque nous faisons un arrêt imprévu en gare de Tebourba, à une trentaine de kilomètres de Tunis. Le sol se fait sentir et c'est la rue sur la fontaine adossée au mur de la petite gare bien et blanc. Les bouches s'ouvrent largement sous le vieux robinet de fonte noire patiné par le frottement de milliers de mains, qui laisse échapper un filet d'eau pure et fraîche. Les minutes passent. Nous attendons le convoi venant d'Alger. Il a pris du retard. Le vole jusqu'à la frontière algérienne étant unique, les trains ne peuvent se croiser que dans les gares. Le voici enfin. Le lourd diesel à la carène vert foncé barbotte de rouge s'arrête à notre hauteur et le conducteur, le torse moulu dans un débardeur bleu, abandonne un moment sa machine. Il a remarqué une détérioration dans l'un des bogies de notre wagon. Après examen et concubinage avec le chef de gare coté d'un magnifique casque colonial, il est décidé de ne pas prendre de risque et d'abandonner la voiture de première en gare de Tebourba. Ses occupants sont invités à gagner les secondes et les chemins nous offrent l'hospitalité dans le compartiment qu'ils se sont réservés en tête du train. Nous y gagnerons de partager fraternellement un reste de café. « Nous n'avons pas de chance, me dit le chef de train. C'est la première fois qu'un train de ce type arrive sur la ligne depuis un an et il faut qu'un journaliste en soit le témoin. »

Le seul exploit de ce voyage sans histoire consistera à s'introduire dans une voiture couchette jalonement gardée par des contrôleurs qui multiplient les précautions pour empêcher toute sauterie. Les wagons sont mis en état de siège, portes extérieures verrouillées, accès intérieurs fermés par des chaînes cadenassées, fenêtres bloquées par des barres en bois. Il faut montrer patte blanche, en l'occurrence son billet et acquiescer le prix de la couchette — 20 dinars (2) en première — pour avoir le droit de pénétrer dans le sanctuaire. Le plus difficile est ensuite d'en sortir pour aller dîner, et ce n'est qu'après l'étape d'Annaba que les voyageurs affamés peuvent enfin se restaurer.

Avant d'aller se glisser dans les draps, alors que le train fonce dans la nuit vers l'antique Circe, une halte aux toilettes s'impose. Hélas ! les réservoirs d'eau sont désespérément vides — ont-ils été jamais remplis ? — et les sanitaires sont en piteux état. C'est là un mal endémique en Algérie, où les installations de ce type sont rarement respectées, mais dans un train de ce standing, avec un matériel ultra-moderne et encore neuf, il y a de quoi être surpris.

Dans le compartiment, mon compagnon de route, Béji, tourne distraitemment les pages d'un illustré. Il entreprend à mon retour de me faire un cours sur l'islam, tentant de me convaincre de la supériorité de cette religion. Il finit par me faire réclamer, mot par mot, après lui, la *chahada*, la profession de foi des croyants qui affirme que Dieu seul est Dieu et que Mahomet est son prophète. « Si tu prononces ces mots avec foi, cela suffit pour faire de toi un musulman, me dit-il, mais tu n'as pas la foi. » Le sommeil nous emporte.

DANIEL JUNQUA.

(Lire la suite page 9.)

(1) Un dinar tunisien = 11 F.
(2) Un dinar algérien = 120 F.

Quatorze sociétés nationales

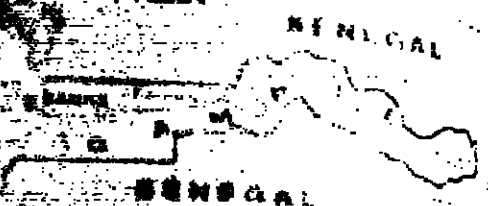
Voici la liste des sociétés nationales placées sous la tutelle du ministère d'Etat chargé des transports :

- A.A. (Air Algérie).
- C.N.A.N. : Compagnie nationale algérienne de navigation.
- ENEMA : Etablissement national pour l'exploitation météorologique et aéronautique.
- O.A.P. : Office algérien des pêches.
- O.N.P. : Office national des ports.
- S.N.T.F. (ex-S.N.C.F.A.) : Société nationale des transports ferroviaires.
- S.N.T.R. : Société nationale des transports routiers (marchandises).
- S.N.T.V. : Société nationale des transports de voyageurs.
- SOEDIO : Société de gestion et de distribution hôtelière aéronautique.
- SONAMA : Société nationale de maintenance.

Les sociétés nationales placées sous la tutelle du ministère des Travaux Publics sont :

- S.N.E.R.F. : Société nationale d'études et de réalisation de l'infrastructure ferroviaire.
- SONATIRA : Société nationale des travaux d'infrastructure et du bâtiment.
- SONATRAM : Société nationale des travaux maritimes.
- SONATRO : Société nationale des travaux routiers.

attendu à Paris en visite



Algérie
Méditerranée

Algérie
Méditerranée

Algérie
Méditerranée

Algérie
Méditerranée

Algérie
Méditerranée

Algérie
Méditerranée

Algérie
Méditerranée

Algérie
Méditerranée

الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE



Une grande compagnie parmi les plus jeunes

AIR ALGERIE est la première en Afrique et une des premières du tiers-monde en 1976. Sa progression spectaculaire enregistrée au cours de la décennie n'est pas une fin en soi : elle est liée au développement du pays tout entier auquel Air Algérie contribue chaque jour.

Pourtant, Air Algérie n'a pas échappé aux problèmes communs à la naissance de toutes les sociétés nationales algériennes : vie économique désorganisée, chute du trafic après l'indépendance sur un réseau conçu en fonction des échanges avec la France, manque d'entretien de cadres et de personnel navigant algériens, infrastructure et matériel insuffisant, mal-

gré les quatre Caravelle mises en service en 1960.

En 1963, l'Etat algérien ne contrôlait que 51 % de la compagnie ; en 1968, 83 % ; en 1972, 100 %. De bonnes fées qui ont nommé « volonté politique », « dynamisme », « sérieux », « aide à la croissance de la jeune société ».

Dès 1966, de nouvelles lignes sont ouvertes au départ d'Alger vers Rome, Madrid, Palma, Moscou, Belgrade, Sofia, Tripoli, Benghazi, Le Caire, Beyrouth, Strasbourg, Francfort. Deux ans plus tard, de nombreuses agences et délégations ont été ouvertes en Algérie, en Europe et au Proche-Orient.

tion d'un grand nombre de techniciens algériens dans la plupart des spécialités aéronautiques.

Gestion socialiste des entreprises

« Révolution dans le cadre de la Révolution », la gestion socialiste transforme le salarié en « producteur-gestionnaire ». Avec ses cinq commissions (économique et financière, affaires sociales et culturelles, personnel et formation, discipline, hygiène et sécurité), ses sept ATU (assemblées des travailleurs de l'unité) et son ATE (assemblée des travailleurs de l'entreprise), le personnel d'Air Algérie participe effectivement à

● Gain de temps pour la compagnie, économie de devises pour l'Algérie : les hangars techniques installés par Air Algérie à l'aéroport de Dar-el-Beïda et les spécialistes qu'elle a formés permettent la « grande visite » de tous les appareils. Les Boeing sont désormais entièrement révisés à Alger, par des Algériens ;

● Gain de temps encore pour le client et pour le personnel, avec la mise en service, en 1975, du

système de réservation électronique Aurès ;

● Rapidité et rationalisation : le centre informatique chargé de toute la gestion automatisée de la société entrera en service à la fin de cette année ;

● Recherche de la qualité : un commissariat hôtelier, qui fonctionnera à l'automne 1977, préparera les repas servis en vol.

Diversification des services rendus

Qui pense compagnie aérienne pense d'abord passagers. Mais Air Algérie a également pensé très tôt aux autres possibilités. Et c'est pourquoi, après l'intégration, en 1974, à Air Algérie, de l'ex-Société du travail aérien, l'activité de la compagnie nationale couvre aujourd'hui tous les secteurs du trafic aérien civil : fret, charter, taxi, travail aérien agricole ou travail aérien en général. Onze Grumman AG-Cat, treize Beechcraft 70/80, un King Air et deux Piper Chero-

kées (en commande, deux Beechcraft Queen Air 80) mènent la ronde pour porter secours, épandre les engrais ou les insecticides, emmener photographes, archéologues, hommes d'affaires ou techniciens pressés. Selon les besoins, Air Algérie met ses moyens à la disposition de la recherche scientifique, de la prospection géologique, de la révolution agricole, confirmant ainsi sa vocation d'outil au service du développement de tous les secteurs économiques du pays.

Relations avec les autres compagnies

Air Algérie est une société nationale : elle n'en a pas pour autant une conception étroite et figée du monopole. Elle entretient des relations de coopération avec plusieurs compagnies ; elle a conclu des accords de pool avec toutes celles qui relient Alger, et leur prête aide matérielle et assistance technique. Enfin, Air Algérie est agent de plus de trente compagnies.

En résumé, pour l'exercice 1976, Air Algérie, c'est :

— 648 886 997,78 D.A. de recettes ;

— 107 481 679,27 D.A. de bénéfices nets ;

— 77 932 708,5 D.A. de bénéfices nets ;

— 30 000 000 D.A. de contribution au budget de l'Etat.

C'est aussi :

— 584 945 000 D.A. d'investissements pour la période 1974-1977.

C'est encore :

Quatre mille quatre-vingt-huit agents au 30 avril 1976 et huit exercices bénéficiaires successifs.

Perspectives

La compagnie entend accentuer ses efforts au cours des années à venir par :

— l'accroissement et la modernisation de sa flotte. 1977 verra s'ajouter un Boeing 727-200 et trois Boeing 737-200 à la flotte existante, tandis que les avions de type conventionnel seront progressivement remplacés par des appareils de type « jet » adaptés à la nature du réseau intérieur ;

— l'amélioration de la qualité du service et de l'image de marque de la compagnie ;

— l'extension de l'infrastructure et des bâtiments ;

— le développement du fret ;

— le lancement d'un véritable réseau long-courrier ;

— le renforcement des structures commerciales ;

— la mise en route de nouvelles liaisons tant intérieures qu'internationales ;

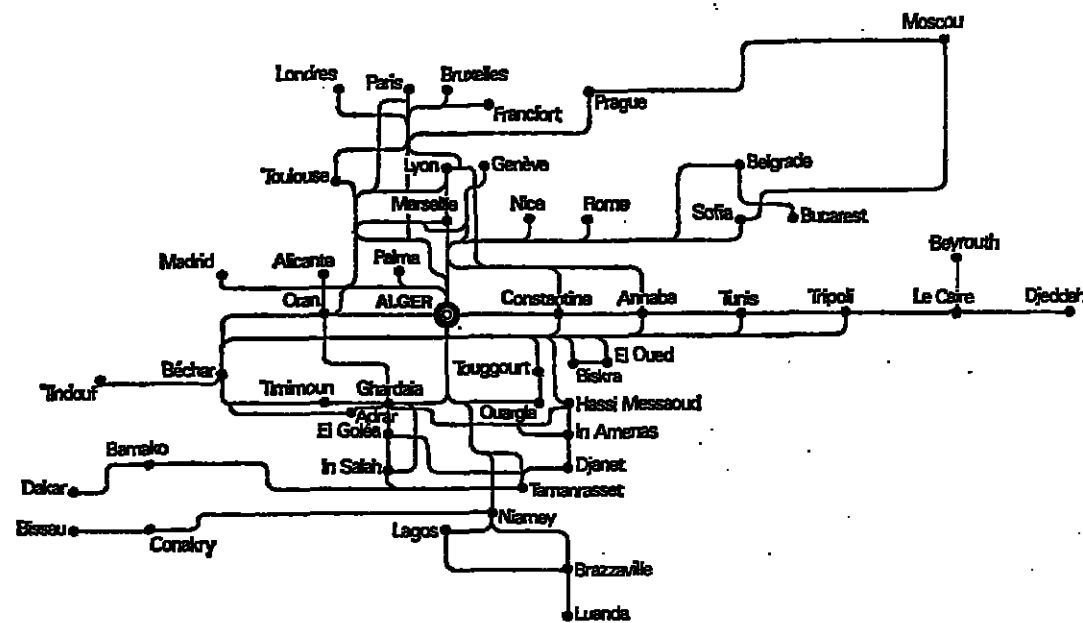
— la promotion de toutes les activités du travail aérien ;

— l'évaluation globale et continue de la qualification de tous les personnels ;

— l'amélioration de la situation matérielle et sociale des travailleurs, et leur participation accrue à la gestion de la compagnie conformément à la charge portant gestion socialiste des entreprises.

Membres de l'Association internationale du transport aérien, de l'Organisation internationale de l'aviation civile, de l'Association des compagnies aériennes africaines, de celle des compagnies aériennes arabes et de celle des transports aériens de la zone franc, Air Algérie affirme ainsi sa triple vocation : nationale, régionale et internationale.

Ses objectifs ambitieux sont à la mesure de sa volonté : œuvrer sans relâche au développement équilibré de toute l'Algérie.



Extension et diversification du réseau

L'Algérie est un grand pays, pourvu d'un Sud immense, désertique, dévorant, Tindouf et Tamanrasset sont plus loin d'Alger et de Constantine que Paris. Pas de chemin de fer ; le voyage par la route reste long et fatigant pour le conducteur, et ses passagers.

Air Algérie aide à rééquilibrer le pays, à faire sortir certaines régions de leur isolement, à lutter contre les disparités régionales. Elle a mis Adrar à quatre heures d'Alger, Tamanrasset à une heure vingt de Djinet, Chardala à deux heures d'Oran et les deux grandes métropoles de l'Est et de l'Ouest, Constantine et Oran, à cinquante minutes de la capitale.

Sur deux cent trente-sept services aériens hebdomadaires programmés en 1976 sur l'ensemble de son réseau, cent vingt-huit desservent l'intérieur. Air Algérie n'a pas voulu que l'avion soit réservé sur le territoire algérien aux privilégiés. Symbole du développement du pays et de l'accroissement des échanges, le

déplacement en avion doit être accessible au plus grand nombre.

INTERNATIONAL

Si le point fort du trafic passagers reste la France, en raison notamment de la forte émigration qui y est installée, Air Algérie n'entend pas se cantonner au seul franchissement sud-nord et retour de la Méditerranée.

Au fil des années, la compagnie ouvre de nouvelles lignes sur l'Europe de l'Ouest avec Londres, Bruxelles, et, tout récemment, Oran-Genève ; sur celle de l'Est avec Belgrade, Bucarest, Prague, Sofia, Moscou ; sur la Méditerranée orientale et le monde arabe : Tunis, Tripoli, Le Caire, Beyrouth et Djeddah, figurent au programme des vols réguliers d'Air Algérie.

Sur l'Afrique, avec laquelle l'Algérie intensifie et accroît ses échanges, la compagnie a consenti un effort particulier. Niamey, Lagos, Brazzaville, Luanda, Bamako, Dakar, Conakry, Bissau, peuvent être reliés directement à partir d'Alger. Ces efforts ont porté leurs fruits. Qu'en juge :

TRAFIC PASSAGERS	1974	1975
Réseau intérieur	472 576	591 327
Réseau international	739 696	1 098 173
TOTAL	1 212 272	1 689 500

Dans quatre ans, en 1980, Air Algérie prévoit de transporter un million cent cinquante mille passagers sur ses seules lignes inté-

rieures. Ce chiffre sera sans doute supérieur puisque, depuis plusieurs années, les réalisations dépassent régulièrement les prévisions !

Formation et algérianisation du personnel

En 1963, Air Algérie ne possédait pour ainsi dire pas de personnel technique et navigant qualifié.

Un plan de formation mis en route en 1968 lui permit de pouvoir constituer ses premiers équipages entièrement algériens dès 1971. L'effort humain et financier s'est poursuivi sans relâche ces dernières années. Au total, le second plan quadriennal (1974-1977) prévoit un investissement de 40 millions de dinars

pour la formation. Si Air Algérie fait encore appel à du personnel navigant étranger, elle dispose déjà de 31 commandants de bord, de 14 instructeurs, de 72 copilotages et de 29 mécaniciens navigants. Elle espère porter bientôt le taux de navigants nationaux à 75 %. Les stewards (148) et les hôtesses (76) sont depuis longtemps algériens.

Son centre d'instruction et de perfectionnement qui fonctionne à Dar-el-Beïda assure la forma-

la direction, à la gestion et à la bonne marche générale de son entreprise.

A Air Algérie, tout un chacun s'applique, dans son secteur, à améliorer les conditions de vie culturelles, sociales, matérielles des travailleurs. Les efforts s'exercent dans des domaines aussi variés que les pèlerinages à La Mecque, les soins médicaux, le logement, les colonies de vacances ou le club omnisport créé en octobre 1975... pour ne citer que ceux-là.

Modernisation des moyens

A trafic accru, appareils nouveaux.

Air Algérie, en juin 1976, est à la tête de cinq Boeing 727-200, de dix Boeing 737-200, de trois Caravelle SE 210, de quatre Conval 640 et de cinq Nord 262. Sa flotte s'augmentera d'un Boeing 727-200 et de trois 727-200 d'ici à la fin de l'année.

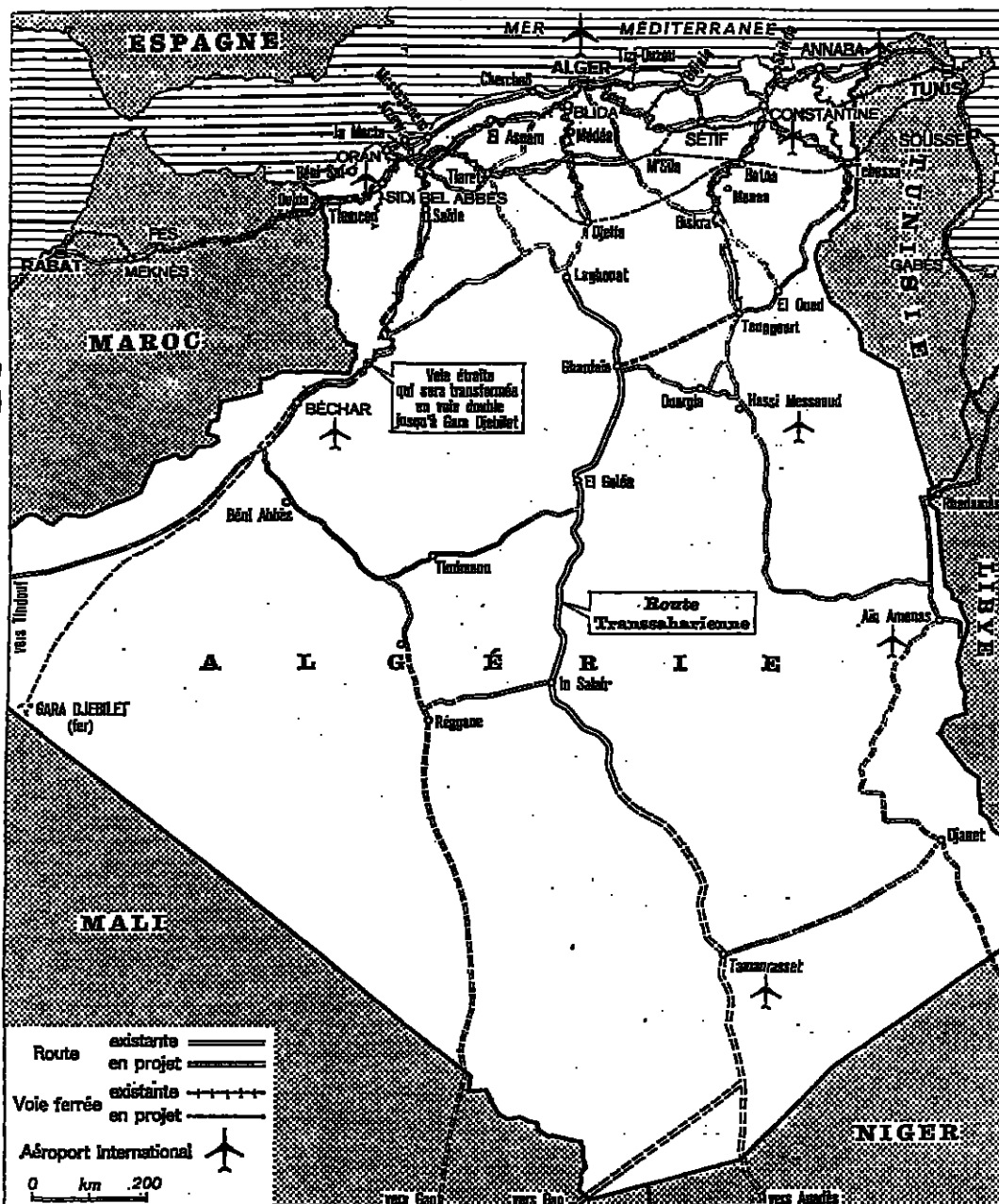
L'infrastructure au sol est l'objet des mêmes soins planifiés :

	PERSONNEL ALGERIEN technique et navigant	PARC AVION	PASSAGERS TRANSPORTES
1963		4 Caravelle 10 D.C. 4 3 D.C. 3	332 002
1971	4 commandants de bord 11 copilotages 3 mécaniciens navigants Pour la première fois, constitution d'équipages entièrement algériens.	4 Caravelle 4 Conval 1 D.C. 4 3 D.C. 3 2 Boeing 727-200	639 887
1976	21 commandants de bord 72 copilotages 14 instructeurs-pilotes 29 mécaniciens navigants	5 Boeing 727-200 10 Boeing 737-200 3 Caravelle SE 210 4 Conval 640 5 Nord 262 En commande : 1 Boeing 727-200 3 Boeing 737-200	1 689 500 (1975) 1 351 816 (prev. 1976)

الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE

مكثان الأصل

plus jeunes



Les aéroports ont dû faire face à un trafic de 3,8 millions de passagers en 1975

7 T-VCV : Pour les dirigeants de l'ENEMA (Etablissement national pour l'exploitation météorologique et aéronautique), organisme chargé de la gestion des aéroports algériens et de la sécurité de la navigation aérienne (1), cette immatriculation revêt la double valeur d'un défi et d'un symbole. Elle ornait les ailes et le fuselage d'un avion-laboratoire Beechcraft 100 utilisé pour les contrôles au sol des ballons radio et des installations permettant les atterrissages à l'aide des seuls instruments. Les deux équipages de cet avion, techniciens algériens, sont algériens. Ils se relaient pour assurer à l'appareil le maximum de rentabilité. La qualité de leur travail est telle qu'ils opèrent désormais pour le compte de nombreux pays africains et arabes et ne peuvent répondre à toutes les demandes. Ils sont d'autant plus appréciés qu'ils ne sont pas de simples techniciens, mais procèdent aux réglages nécessaires pour que le fonctionnement des instruments « calibrés » par leurs soins répondent aux normes extrêmement sévères définies par l'OACI (O.A.C.I.).

C'est là le résultat d'un pari lancé en 1967. A cette époque, toutes les questions relatives à la navigation aérienne relevaient

d'un établissement mixte franco-algérien fondé au lendemain de l'indépendance, l'Organisation de la sécurité aéronautique (OCSA). Les opérations de calibration qui doivent, en principe, se renouveler quatre fois par an, étaient réalisées par un avion français. Afin d'échapper à cette dépendance technologique, les dirigeants algériens décidèrent de « voler de leurs propres ailes » et l'actuel avion-laboratoire fut construit aux Etats-Unis sur la base d'un cahier des charges rigoureux. Le projet avait été lancé dans un cadre maghrébin, mais le Maroc et la Tunisie s'étant désistés, les Algériens se retournèrent seuls. En 1971, lorsque l'appareil, un bimoteur à turbopropulseurs, fut mis en service, il peut emporter une quinzaine de personnes et ses instruments, parmi lesquels un radar de bord, sont plus précis que ceux d'un Boeing-737.

Ses performances sont cependant jugées désormais trop limitées par les responsables de l'ENEMA. Ils envisagent de passer au stade des « jets » et de s'équiper de deux nouveaux « laboratoires volants » à réaction, plus perfectionnés. Ceux-ci pourront dépasser le plafond de 25.000 pieds, ce que ne peut faire l'actuel Beechcraft.

Priorité à la formation

Ce qui pouvait paraître à l'époque un défi est donc devenu une réalité qui sera prochainement dépassée. Ce titre d'avion-laboratoire 7 T-VCV constitue aussi le symbole de l'évolution d'un organisme qui s'est totalement professionnalisé en dix ans. Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il s'agit d'un secteur mettant en œuvre des techniques particulièrement délicates.

En 1967, le personnel de l'OCSA comptait trois Algériens pour quelque 900 coopérants. L'ENEMA, créé en 1969, emploie en 1975 environ deux mille personnes, dont 44 ingénieurs, 7 cadres administratifs, 500 techniciens supérieurs et 450 aides-techniciens. La plupart des mille agents restant ont également une qualification. Les assistants étrangers, pour la plupart des Français, volontaires du service national actif (V.S.N.A.) se comptent sur les doigts d'une main.

C'est là une situation exceptionnelle, ce que souligne volontiers le directeur général, M. Benamoun, un ingénieur diplômé de l'Ecole nationale de l'aviation civile de Paris. « Nombre de pays, indépendants depuis bien plus longtemps que nous, utilisent encore pour l'essentiel les services des coopérateurs étrangers », nous a-t-il dit. L'algérianisation de notre établissement est le fruit d'une politique persévérante et massive de formation. Aujourd'hui encore, c'est sur ce secteur que nous faisons porter nos efforts. En 1968, les dépenses de ce chapitre représentaient 8 % du budget salarial et 3,5 % du chiffre d'affaires. Ces pourcen-

tes sont passés en 1975 respectivement à 12 et 7,5 %.

L'ENEMA gère actuellement une trentaine d'aérodromes et environ trois cents terrains. Vingt et un aéroports sont exploités régulièrement et huit d'entre eux — Alger, Oran, Annaba, Constantine, Béchar, Hassi-Messaud, Tamarasset et In-Amenas — reçoivent des liaisons internationales. De 1965 à 1975, le trafic aérien global a augmenté de 133 % et la circulation des passagers a enregistré une croissance de 270 %. Elle a atteint 3,8 millions en 1975.

L'ENEMA doit donc faire face à une crise de croissance dont les effets se font particulièrement sentir à l'aéroport d'Alger, pièce maîtresse et plaque tournante de son dispositif. Le trafic de Dar-el-Beïda, qui a été de 1,8 million de passagers en 1975, doit atteindre 2 millions cette année. Il se caractérise par des pointes extrêmement importantes durant la saison estivale, au moment où les travailleurs émigrés en Europe rentrent prendre leurs vacances. L'aéroport, qui s'étend à l'ouest d'Alger, à 25 kilomètres environ de la capitale, dispose de deux pistes, une de 3.500 mètres de long et l'autre de 2.450 mètres. A partir de 1977, les atterrissages pourront avoir lieu avec une visibilité et un plafond égaux tous deux à zéro. Actuellement, ils sont possibles jusqu'à une visibilité de 1/4 de mile et un plafond de 15 mètres.

L'aérogare, construite avant l'indépendance, était prévue pour un trafic annuel de cinq cent mille passagers, sans formalités

L'aventure de la Transsaharienne

« Pour tous les gars de ma promotion, les premières semaines ont été très dures. La plupart affrontaient pour la première fois de leur existence la chaleur accablante du désert, les vents de sable, l'isolement dans ces régions arides... Peu à peu, des amitiés se sont nouées, et nous sommes parvenus à surmonter aussi bien la fatigue que l'isolement. Notre expérience aura servi à beaucoup d'autres, car nous étions les premiers et il nous a fallu inventer tous ces trucs qui donnent leur sel aux heures de repos. Pour ma part, je m'en suis sorti avec une vision toute nouvelle du Sahara. »

Maintenant qu'il a quitté son treillis vert olive après avoir passé des mois entre un ciel de plomb et du sable noir à perte de vue, au milieu des pelles mécaniques, des bulldozers et des niveleuses, ce « vétéran » de la Transsaharienne ne garde de son passage que d'honnêtes souvenirs qu'il égrenera encore sans doute devant ses petits-enfants. Mémoire sélective, car couvrir de bitume des centaines de kilomètres de désert est un travail proprement titanessque, épuisant. A la fin de chaque journée, avoue un autre, à peine mes souliers défaits, je tombais comme une masse.

Le choix des appels du service national pour la construction de la Transsaharienne (opération-test dont les conclusions ont été étendues à d'autres entreprises d'aménagement du territoire : programmes spéciaux, barrage vert, etc.) poursuit plusieurs objectifs liés à l'armée ayant payé le tribut du sang, les cadets doivent payer le tribut de la sueur. D'autre part, comme le rappelle le président Boumedienne : « La mobilisation des moyens maté-

riels ne peut suffire à elle seule à l'édification de notre pays. Elle doit s'accompagner nécessairement de la mobilisation de toutes nos ressources humaines et c'est pourquoi nous avons institué le service national. » En l'occurrence, les jeunes appelés font économiser de précieux moyens financiers qui restent disponibles pour d'autres travaux d'intérêt national. Troisième objectif, enfin : « Mettre côte à côte, sur un même terrain, pour une tâche commune, l'âne et le pâtre, le riche et le pauvre et le fils du riche, pour qu'ils cessent de vivre en étrangers l'un par rapport à l'autre et dans l'ignorance des grandes régions du pays. » A cet égard, beaucoup de ceux qui prennent part à la construction de la Transsaharienne n'ont qu'une va-

gue idée, à leur départ sur le chantier, de ce que peut être le désert, la hamada, voire une oasis : tout un autre monde qu'ils ont peine à imaginer.

Lorsque les premiers engins de l'Armée nationale populaire (A.N.P.) débarkèrent sur les lieux, à la fin de l'été 1971, l'idée d'une liaison transsaharienne n'était pas neuve. Sans remonter au transafricain Alger-Le Cap — qui date de 1912, il faut rappeler que les premières consultations entre riverains — datent de 1962. Deux ans plus tard, en 1964, un comité de liaison pour la Transsaharienne est créé. Il groupe la Tunisie, l'Algérie, le Niger et le Mali, alors qu'au départ, il y avait une dizaine de candidats.

La candidature du Nigeria

En 1968, il présente les résultats des premières recherches entreprises et, en 1969, une mission des Nations unies conclut à un taux de rentabilité de 12,5 % pour la voie. L'itinéraire Alger-Golfe-Tamanrasset, avec écartement en deux branches vers le Niger et le Mali, est retenu pour la route transsaharienne. En juin 1971, la P.N.U.D. accorde les crédits nécessaires au financement des études définitives du tracé, et le démarrage effectif des travaux commence en septembre de la même année. C'est le chef de l'Etat algérien qui ouvre symboliquement la voie aux dix cents appelés, et leur déclare : « Le nom de chacun de vous doit être lié à cette œuvre grandiose et historique. Chacun de vous doit être fier de pouvoir dire de Constantine et d'Oran : une fois cette œuvre terminée, j'ai fait partie des constructeurs de la grande route transsaharienne de la route de l'unité africaine, de la

route de la jeunesse révolutionnaire montante. » Les travaux progressent au rythme de 170 km/an, en moyenne, et le tronçon El-Golfe-Salah est terminé en 1973. Les djounoud (soldats) se trouvent désormais à quelque 400 kilomètres de Tamanrasset, seul chef-lieu des trente et une wilayas (départements) à ne pas être encore reliés au réseau national par une route goudronnée. Pour rattraper le retard pris en raison des difficultés rencontrées, un nouveau chantier sera ouvert à l'automne à partir de Tamanrasset pour que l'ouvrage puisse être terminé, comme prévu, en 1978.

Le projet ayant pris tournure, le Nigeria a officiellement posé sa candidature au comité de liaison : même lorsque le port de Lagos aura été agrandi et ne sera plus embouteillé, le pays — en particulier la région du nord — trouvera son compte à être raccordé à la Transsaharienne. Le Nigeria envisagerait d'ailleurs de contribuer au financement des travaux au Niger pour leur permettre de démarrer rapidement. En effet, alors que le prix moyen du kilomètre de route est de 250 000 à 300 000 F en Algérie grâce au service national, il est estimé par les entreprises de travaux publics entre 600 000 et 700 000 francs au Mali et au Niger. La Libye, qui a une politique dynamique à l'égard de l'Afrique noire, et la Haute-Volta, qui n'a pas de débouché sur la mer, s'intéresseraient au projet, de même que le Tchad, sans avoir pour autant posé jusqu'ici leur candidature.

Avec la Transsaharienne, l'Algérie disposera d'un réseau routier saharien assez dense. Hormis cette voie — « pénétrante » — totalisant 1.410 km et déjà construite de 1964 à 1970 : Abadla-Tindouf (700 km), Fom-el-Kenz-Adrar (200 km), Timimoun-El-Golfe (450 km) et Négma-El-Oued (60 km). Adrar doit être relié à Reggane à la fin de l'année et à In-Salah d'ici à 1980. Il est également prévu de relier In-Amenas, Djinet et Tamanrasset entre elles avec un prolongement vers la Libye. Tout ce réseau, espère-t-on, contribuera à engager une nouvelle dynamique d'échanges intra-africains. Le sujet sera de nouveau débattu en octobre prochain à Alger, à l'occasion des Journées techniques de la deuxième Foire commerciale panafricaine.

HASSAN ZENATI.

L'horizon 2000

Les installations ainsi étendues permettront d'attendre la mise en service d'un bâtiment qui devrait être opérationnel dans six ans, en 1982. Cette nouvelle aérogare sera l'œuvre d'un bimoteur international, tandis que l'ancienne serait uniquement consacrée aux lignes intérieures. Parallèlement, la piste secondaire actuelle sera allongée afin que les deux pistes puissent recevoir des appareils semblables et permettent simultanément un atterrissage et un décollage.

La bataille des ports

Il y a deux ans, la presse algérienne titrait : « Alger est malade de son port ». L'engorgement chronique des quais et des bassins, depuis 1970, était dû à un triple phénomène : une politique d'équipement massive, une extension par les planificateurs des infrastructures légères par le colmatage et une gestion bureaucratique qui freinait et paralysait les efforts. Ceux-ci ont été optimisés des marchandises. Des milliers de tonnes de fret stagnaient ainsi sur les quais : les aires de transit étaient devenues des aires de stockage encombrées pour plus d'une entreprise.

Le port d'Alger a, semble-t-il, été la première victime (mais pas la seule) du quasi-postulat des planificateurs jusqu'en 1974 : moyennant quelques aménagements, l'infrastructure tiendra. Pourtant, dès sa création, en 1966, le ministère d'Etat chargé des transports avait attiré à plusieurs reprises l'attention sur cette erreur d'appréciation et sur la nécessité de se préparer immédiatement à faire face à tous les effets d'une politique d'industrialisation accélérée. Il n'est pas grand succès, les planificateurs s'en tenant à un système de priorités rigide et impératif.

Aussi, à quelques aménagements près, le port d'Alger se présente-t-il encore tel que l'évolution historique l'a façonné depuis les Phéniciens jusqu'en 1962, en passant par Kheireddine Barberousse (entrepreneur, en 1529, de la jetée qui porte son nom, à la limite nord du port). Situé au fond de la baie, il dispose d'une surface d'eau abritée de 185 hectares divisée en trois bassins et d'une surface de terre-plein — y compris les voies d'accès aux quais — de 119 hec-

tares. 10 kilomètres de quais (maritimes, hydrocarbures, v.m.) permettent le traitement simultané d'une soixantaine de navires d'un poids maximum de 25.000 tonnes. Un port de pêche et un port de plaisance complètent ces installations.

Les problèmes techniques furent vite compliqués par des difficultés de gestion. Une première réforme intervint en 1967, confiant celle-ci à une « délégation administrative », confiée par un directeur général. En mai 1971 fut créé un Office national des ports chargé

Des mesures draconiennes

Les caisses s'accumulèrent donc sur les quais. Les raisons pour cela ne manquaient pas. Il y avait un volumineux « dossier » de formalités administratives à remplir, à valoir, à enlever toutes marchandises. Les utilisateurs faisaient souvent preuve d'une certaine « nonchalance » et ne paraissaient pas toujours pressés de prendre livraison de leurs commandes, d'autant plus que, comme certains le faisaient remarquer, non sans malice, « les aires de transit étaient bien gar-

de coordonner les activités portuaires à l'échelle nationale, tantôt qu'une nouvelle société nationale (la Sonatraf) s'attachait à la réorganisation du secteur annexé de la manutention.

Le nouvel office fit ses premières armes en pleine « tempête » d'importations massives de biens d'équipement avec le démarrage du premier plan quinquennal. Bien que ses responsabilités se soient efforcées de répartir les cargaisons entre les différents ports, celui d'Alger fut le plus sollicité (1).

Un nouveau « complexe portuaire industriel » est donc prévu qui viendra soulager les installations actuelles. Il sera essentiellement destiné aux organismes publics, mais sa construction ne sera entamée qu'à partir de 1980.

H. Z.

(1) Les motifs invoqués par plusieurs armateurs étrangers pour refuser l'accostage ailleurs qu'à Alger étaient : pas tout de nature technique. Le CRAM se charge parfois de le leur démontrer.

1000 kilomètres en 18 heures par le Transmaghrébin

(Suite de la page 7.)

6 h 30. — Le jour s'est levé. Le Transmaghrébin n'a pas rattrapé son retard. Nous approchons d'Alger. La voie longe des dépôts, des usines, des casernes désaffectées ou réutilisées par l'armée nationale populaire. Les couloirs

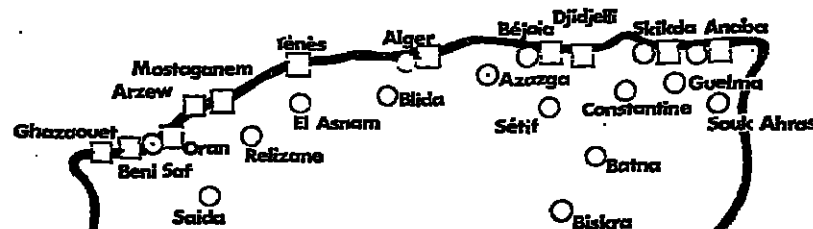
sont empiés de voyageurs debout, parmi lesquels les éternels bidasses de tous les trains du monde, revenant ou partant en permission. Les petites stations d'El Harrach (ex-Maison-Carrée), Hussein Dey, l'Agha, défilent et à 7 h 30, nous entrons en gare

d'Alger — toute bruyante d'appels et de sifflets, en bordure du port. Le soleil brille. Une chaude journée commence. Le Transmaghrébin va la consacrer au repos avant de s'élaner derechef à 18 heures pour un nouveau voyage.

DANIEL JUNQUA.

(PUBLICITÉ)

La C.N.A.N. : un armement d'envergure internationale



- **ACTIVITES.** — Transports maritimes frets, hydrocarbures et passages. Tramping. Consignation. Courtage maritime. Remorquage. Transit.
- **RESEAU.** — De quarante lignes régulières desservant quatre continents, cent départs par mois d'Algérie vers soixante-dix pays.
- **MOYENS.** — Quarante-deux navires toute propriété, modernes, variés et adaptés. Soixante navires affrétés en time charter et cent au voyage.
- **EQUIPEMENT.** — Vingt et un navires en construction dans le cadre du II^e Plan quadriennal. Vingt-neuf autres à acquérir dans le cadre du programme spécial.

L'ALGÉRIE ET LES BALÉARES AU DÉPART
DE MARSEILLE - AVEC VOTRE VOITURE ET VOTRE
CARAVANE - AVEC LES CARS FERRIES DE LA C.N.A.N.
L'ACCUEIL A BORD ET LE CONFORT SONT DEVENUS
UNE TRADITION.

□ Agence maritime

○ Agence de voyages

M ILLS deux cents kilomètres de côtes, une position privilégiée au sud de la Méditerranée, des projets de développement ambitieux — générateurs d'importations — des ressources naturelles, gaz et pétrole, à exporter, des devises à économiser et, par-dessus tout, la volonté de ne pas dépendre du bon vouloir des armements étrangers : toutes les conditions étaient réunies pour que l'Algérie veuille se doter d'une marine marchande indépendante.

C'est ainsi que naquit la Compagnie nationale algérienne de navigation, le 31 décembre 1963. Placée sous la tutelle du ministère d'Etat chargé des transports, la C.N.A.N. se vit chargée d'assurer le transport maritime en Algérie (cabotage national, remorquage, affrètement, consignation, etc.) et de favoriser le développement des échanges internationaux.

Débuts modestes mais prometteurs : si, en 1964, la Compagnie ne transporta que 200 000 des 35 millions de tonnes que représentaient alors les échanges extérieurs de l'Algérie, elle réussit dès cette même année son premier triplé : un contrat d'importance portant sur le transport et le transit de 125 000 tonnes de tubes destinés au troisième oléoduc, un autre d'affrètement et l'inauguration de la première ligne régulière à destination des ports français de la Méditerranée.

Il y avait beaucoup à faire. La C.N.A.N. devait consolider ses structures, ouvrir des agences, s'équiper en bâtiments, former des hommes, multiplier les liaisons, diversifier les services rendus, signer des accords au sein des différentes conférences maritimes pour arriver au partage 50/50 du fret ou, à tout le moins, 40/40,

principe recommandé par la CNUCED, les 20 % restants allant à d'autres pavillons.

Les moyens mis en œuvre pendant plus d'une décennie a permis à la C.N.A.N. d'atteindre progressivement sa « vitesse de croisière ».

● TRANSPORT DE MARCHANDISES DIVERSES.

Céréales, sucre, vin, ciment, bois ou fer, minerais et phosphates vont et viennent sur les quelques quarante lignes régulières qu'exploite aujourd'hui la Compagnie et qui lui permettent de desservir soixante-dix ports d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique. Pour assurer une centaine de départs par mois, la C.N.A.N. possède en propre quarante-deux unités ; elle en affrète une substantielle en « time charter » et deux cents autres environ « au voyage ».

C'est donc une centaine de navires que la C.N.A.N. exploite effectivement et en permanence. Elle arrive aujourd'hui à assurer 30 % du tonnage global opéré par le commerce extérieur, soit 3 millions de tonnes par an.

● TRANSPORT DES HYDROCARBURES.

Si l'Algérie a œuvré pour affirmer sa souveraineté sur l'exploitation de son pétrole et de son gaz, ce n'était pas pour se désintéresser de leur commercialisation. Aujourd'hui, la Compagnie gère une flotte pétrolière diversifiée jaugeant plus de 700 000 tonnes ; le transport du gaz liquéfié ouvrirait quant à lui un champ d'application quasiment neuf, aux perspectives prometteuses. L'Algérie entendait bien être partie prenante. Dès 1970, elle commanda le *Hass-R'Mel*, son premier méthanier, de 40 000 m3

de capacité. Depuis quatre ans déjà, le *Hass-R'Mel* fait la navette entre Skikda et Fos-sur-Mer. Il sera rejoint, en juillet de cette année, par une seconde unité de 125 000 m3, tandis que quatre autres seront livrés en 1977, 1978 et 1979.

● TRANSPORT DE PASSAGERS.

Deux cent cinquante mille voyageurs, accompagnés de cinquante mille voitures, traversent chaque année la Méditerranée entre l'Algérie et la France. Sur ces passagers, 90 % sont des Algériens émigrés en Europe : la C.N.A.N. pouvait-elle ignorer ces compatriotes, ne pas se préoccuper de leur transport, de leur accueil, de leur sécurité ? Si-Djezzir, le *Tassit*, le *Typhon*, le *Hoggar*, tous car-ferrys battant pavillon algérien, firent successivement leur apparition en Méditerranée. Grâce à eux, la Compagnie maîtrise aujourd'hui plus de 60 % du trafic passagers et 65 % du trafic véhicules entre l'Algérie et la France. Bien mieux, en rétablissant les liaisons Alger - Palma - Marseille et Oran-Alicante-Marseille, elle offre aux voyageurs européens et algériens la facilité de rejoindre l'Espagne avec voiture et caravane.

Parallèlement, la C.N.A.N. s'est préoccupée de la desserte des grandes villes de la côte algérienne : depuis 1974, un car-ferry fait la navette entre Oran, Alger et Annaba ; la réouverture du canal de Suez lui a permis, l'an dernier, d'acheminer à nouveau, jusqu'en Arabie Saoudite, les pèlerins à La Mecque, expérience que la Compagnie entend bien renouveler chaque année avec le même succès.

● ACTIVITES MARITIMES ANNEXES.

Elles sont nombreuses, surtout depuis que la Compagnie se vit confier le monopole sur la manutention, le courtage et la consignation. Ses efforts pour rationaliser le domaine de la manutention et améliorer les conditions de vie des dockers aboutirent finalement à la création d'une société indépendante qui s'occupe de ces seuls problèmes. Mais, dans le domaine de la consignation, la C.N.A.N. assure aujourd'hui la représentation de tous les armements qui desservent l'Algérie.

La Compagnie nationale dut aussi s'occuper des remorqueurs poussifs qui équipaient les ports algériens. Leur moyenne d'âge était de quarante ans ! La C.N.A.N. entreprit donc de renouveler entièrement le parc et de l'adapter aux exigences nouvelles du transport des hydrocarbures. Résultat en 1976 : vingt-deux remorqueurs de haute mer récemment construits, et dont la puissance varie de 1 000 à 3 000 ch.

● POLITIQUE INTERNATIONALE ET COOPERATION.

Il est évident que la C.N.A.N. compte bien améliorer son taux d'intervention sur le tonnage global opéré par le commerce extérieur. Pour atteindre cet objectif, la C.N.A.N. a conclu des accords de partage de fret avec la France, la Bulgarie, la R.D.A., l'Union soviétique, la Pologne, la Guinée, la Chine, le Brésil et les îles du Cap-Vert.

Par ailleurs, chaque fois qu'il est possible de le faire, la Compagnie entreprend des réalisations communes avec d'autres armements : elle participe et représente l'Algérie à la Société arabe

de transport maritime de pétrole, coopérant avec les armements de la Libye, de l'Égypte, de Koweït, de Qatar, de l'Arabie Saoudite, des Emirats arabes unis, d'Abou-Dhabi, de Bahreïn et d'Irak, pour créer un instrument capable d'assurer la promotion des hydrocarbures arabes. Avec la Libye, la Mauritanie et le Bénin, la C.N.A.N. a créé des sociétés mixtes de transports maritimes et, avec les pays les moins favorisés sur le plan des transports maritimes, elle partage l'expérience acquise et offre échange d'informations, stages de perfectionnement et envoi d'experts.

● FORMATION DES HOMMES.

Au fil des ans, l'armement algérien devient proprement national. La totalité des marins sont algériens. Eux, bâtiments ont leur état-major entièrement national. L'ouverture de l'Institut supérieur maritime permet de prévoir l'algérienisation des états-majors au rythme de dix unités par an à partir de cette année.

Hier, la C.N.A.N. c'était : 1968 : 5 navires — 25 000 tonnes de port en lourd.

Aujourd'hui, c'est : 1976 : 42 navires — 824 000 tonnes de port en lourd.

Demain, ce sera : 1977 : 63 navires — 1 500 000 tonnes de port en lourd, avec : 22 cargos, 13 rouliers, 7 vraqueurs, 17 transports d'hydrocarbures, 4 car-ferrys, plus un programme d'équipement spécial qui portera à la fin de 1977 la flotte à 92 unités et la portée en lourd à près de 2 000 000 de tonnes.

La première compagnie maritime africaine, à l'exception des pavillons de complaisance.

مكتبة النحل

DE L'AVION AU CHAMEAU

Les mille et une façons

« **L**ORSQU'IL pleut et que les bourgeois sont trop laids dans le ciel », on peut toujours, comme Théophile Gautier, traiter sa « grise malicieuse par de fortes doses d'azur », et donc partir pour l'Algérie. On a, sur les voyageurs du siècle dernier, d'incontestables avantages. Gautier avait en effet de nombreuses semaines pour gagner Marseille à partir de Paris, via Chalon-sur-Saône, Lyon, Arvignat et Beaune, en empruntant, après la diligence, le bateau, le vapeur sur le Rhône. Aujourd'hui, outre que l'aviation permet de rejoindre en trois heures au maximum n'importe quelle grande ville française à la côte algérienne, le bateau ne met plus guère qu'une journée, au lieu de deux, pour relier Marseille à Alger, à peine davantage pour Annaba ou Oran, via Palma ou Alicante. De plus, l'amateur de déplacement bien tempéré peut exporter son véhicule, voire sa maison roulante, avec lui.

Celui qui veut « avaler du kilomètre » en Algérie, pays qui se prête admirablement, vu son étendue, à la randonnée automobile, ne rencontrera pas de problème majeur, mais mieux vaut connaître quelques petites « trucs » avant le départ, permettant d'éviter des déboires inutiles. En l'absence de convention entre Paris et Alger, une extension de l'assurance conclue en France n'est pas possible. Il faut, en arrivant au port, prendre une assurance valable uniquement pour la durée du séjour en Algérie et se munir de la carte touristique (validité maximale : six mois). On ne risque pas d'oublier d'accomplir ces formalités, puisque le conducteur qui ne débarque pas lui-même sa voiture, se voit écarté du trafic aux douanes, ne peut la récupérer que sur présentation de ces deux documents. Si le voyageur vient en Algérie pour des raisons professionnelles et entend y rester plus de six mois, il aura intérêt à se renseigner sur les modalités d'importation de son véhicule auprès d'un consulat algérien en France.

Prévoyance, prudence...

Mieux vaut aussi savoir qu'il ne faut pas attendre la dernière minute pour faire le plein du réservoir : le super (1,47 dinar le litre et 1,39 dinar l'ordinaire) vient parfois, comme l'eau, à manquer. Les stations dans le Sud sont très éloignées l'une de l'autre et souvent fermées la nuit. Mieux vaut ne pas oublier non plus que la circulation dans le Grand Sud et sur certaines pistes est heureusement soumise à des règles très sévères (circulation en convoi de deux véhicules au minimum, réserves d'eau et de carburant obligatoires, pièces de rechange, plaques et pelles de déneigement, obligation de signaler son itinéraire au « darak el wakan » — la gendarmerie nationale, — etc.). Ne pas les négliger et les respecter scrupuleusement : l'inconscience de certains automobilistes qui quittent l'asphalte des villes pour les pistes du Grand Sud avec la même impréparation que certains citadins se lancent à l'assaut de la haute montagne frise la démesure.

Mieux vaut enfin se souvenir en permanence que, s'il n'y a pas de limitation de vitesse générale imposée sur les routes, les enfants, les nids-de-poule, les ânes, les moutons, les dromadaires, les plaques de sable et... la sagesse recommandent de s'imposer tout seul des seuils à ne pas dépasser.

...et vérifications

Le voyageur peut n'avoir pas de véhicule ou préférer en louer un à son arrivée. L'Agence touristique algérienne (1) lui en fournira un moyennant la production d'un permis de conduire datant de plus d'un an et d'une caution variant de 1 100 dinars (pour huit jours) à 3 900 (un mois) pour les petits modèles (RA), et de 1 750 à 6 300 dinars pour les plus gros (K70 VW). Mais attention : toutes les agences de l'ATA, sauf celle de l'aéroport de Dax-el-Beldja, sont fermées le dimanche et ne livrent pas de véhicule aux ports. Quelques loueurs privés dans la capitale et la plupart des grandes villes opèrent selon des critères assez proches. De toute façon, vérifier le niveau de la jauge avant d'appuyer sur l'accélérateur : le plein n'est pas toujours fait, et on risque de tomber en panne sèche 3 ou 4 kilomètres plus loin.

L'avion ou le car

Si l'on ne sait ou ne veut pas conduire, sans pour autant pouvoir s'offrir une location avec chauffeur ou vouloir s'incorporer à un voyage organisé, de multiples combinaisons sont possibles. Les lignes intérieures aériennes, tout d'abord, qui permettront d'aller loin et vite à des prix très raisonnables : Alger-Tamanrasset se fera en quatre heures vingt et pour 621 dinars, aller et retour, Alger-In-Amenas en trois heures et pour 585 dinars, Oran-Béchar (corde de la merveilleuse oasis de Taghit) en une heure et pour 213 dinars, Tamanrasset-Djanet en une heure vingt et pour 196 dinars, au lieu de 650 kilomètres de piste difficile ! Grâce à la lecture combinée d'un bon guide et de l'indicateur des horaires d'Air Algérie (2), le candidat au voyage pourra se composer de son fauteuil un tour aérien aussi complet que possible.

On peut ne pas aimer prendre l'avion et n'avoir pas assez de temps pour « tout faire ». Si l'on souhaite limiter les découvertes à la côte, en possédant quelques points à l'intérieur (Biskra ou Djelfa), le train suffira. Si le confort n'y est pas toujours de première classe, les prix sont peu élevés, et la liberté d'esprit qu'on gagne à se laisser conduire permet d'apprécier bien mieux qu'en voiture des paysages qui sollicitent sans cesse l'attention. L'intérieur étant mal desservi par le train, on a, dans bien des cas, intérêt à grimper dans les grands cars orange de la S.N.T.V. (3), qui sillonnent le pays à toute vitesse, dans tous les sens et à des prix défiant toute concurrence. La formule est particulièrement intéressante pour rayonner dans une région à partir d'un point fixe ou effectuer quelques « percées » dans le Sud à partir de la capitale : Alger-Ghardaïa vaut une cinquantaine de dinars, aller et retour.

Finalement, le voyageur aura à sa disposition une grande variété de moyens de locomotion. Si le dromadaire dans le Nord est aujourd'hui réservé à quelques promenades indolentes le long de la plage, il retrouve toute son utilité dans le Sud, où il faut faire appel à lui — par le truchement des syndicats d'initiative locaux — pour certaines excursions impossibles à réaliser sans son aide, notamment autour de Djinet et de Tamanrasset. Far contre, le taxi et le taxi collectif (Alger est depuis quelques mois dotée d'une coopérative de radio-taxis efficaces) font florès non seulement en ville, mais d'une agglomération à l'autre. Soumis à une législation rigoureuse, aisément reconnaissables, car tous bicolores et peints de couleurs différentes selon la ville à laquelle ils se rattachent, ils sont munis d'un compteur et la course ne se « marchande » pas. Les chauffeurs de taxi collectif indiquent avant le départ à combien se monte la quote-part de chaque passager. Si donc le conducteur d'une voiture particulière se propose à vous conduire pour un tarif qui vous paraît exorbitant, sachez qu'il s'agit d'un « taxi-pirate » qui cherche à abuser de la crédulité de nouveaux arrivants.

Une hospitalité toujours présente

Encore, dira-t-on, ne passe-t-on pas son temps à circuler. Il faut bien s'arrêter, se restaurer, se loger. L'Algérie a suffisamment construit d'hôtels (4) depuis l'indépendance pour n'avoir pas à craindre de coucher à la belle étoile, ce qui, au demeurant, n'a rien de désagréable à la belle saison dans le Nord et toute l'année dans le Sud. A condition d'être bien convert, car les nuits sont souvent fraîches.

Au total, l'Algérie est trop bien organisée pour qu'y voyager soit encore la « grande » aventure. Mais elle ne l'est pas tout à fait assez pour que « des » aventures soient exclues du voyage. Les routes sont bonnes, mais il ne faut pas imaginer des autoroutes avec borne téléphonique tous les 2 kilomètres et carburant tous les 50 kilomètres. Le désert est encore le vrai désert. Si les avions respectent les horaires, ils doivent aussi tenir compte des vents de sable. Il y a des garages mais les pièces de rechange y manquent parfois. Ce qui ne manquera jamais, en revanche, en Algérie, c'est un coup de main pour vous aider, un âne pour vous remorquer, un habitant pour vous désaltérer ou pour vous loger. Voyager en Algérie, ce n'est pas programmer un emploi du temps minutieusement réglé : c'est organiser un séjour en laissant sa part au rêve, à l'imprévu et en faisant confiance à l'hospitalité des habitants.

CLAUDINE RULLEAU.

- (1) ATA, Direction générale : 2, place Cheikh-Ben-Badia, Alger.
(2) Air Algérie, 1, place Maurice-Audin, Alger et 20, rue de France, Alger.
(3) S.N.T.V., direction générale, 2, rue de Bédier, Alger.
(4) Office national algérien du tourisme (ONAT) : 26, avenue de l'Opéra, Paris et 25-27, rue Khelil-Bou-Khalifa, Alger.

Une stratégie orientée vers le développement

(Suite de la page 7.)

Ainsi, le handicap que représentent les différents régimes des ports appaillés lors de l'exécution du pré-plan. La création de l'Office national des ports, en mai 1971, et la nouvelle réglementation permettant d'introduire une harmonisation dans l'organisation et la gestion, dont les effets se font momentanément sentir.

L'accroissement des exportations, conséquence du premier plan quadriennal, et les importations massives entraînant par le deuxième contingent d'autant plus à embouteiller les ports que d'autres problèmes se posent en amont et au aval : le développement du pays provoque une intensification de la circulation alors que le dispositif routier et ferroviaire n'a pas suivi dans le nord : l'extension du réseau routier dans le sud contribue aux embouteillages ; les sociétés nationales, grosses dévoreuses de marchandises, ont tendance à laisser le matériel dormir sur les quais, faute de disposer d'aires de stockage suffisantes. Les ports engorgés ont leurs propres difficultés : le matériel de manutention vétuste n'est plus adapté aux exigences du fret moderne ; les cargos, de plus en plus gros, doivent être déchargés de plus en plus vite. L'asphyxie du port d'Alger II y a deux ans est restée célèbre. (Lire ci-contre.)

Si la mise en place des sociétés et des structures des moyens de transport a été réalisée avec bonheur, les résultats au niveau des infrastructures, notamment route et rail, ont été moins brillants. Le deuxième plan a commencé à s'en préoccuper sérieusement, mais ce n'est qu'au cours du troisième (1978-1981) que d'importants projets verront le jour.

En 1974, le réseau routier comprenait 75 514 km de routes classées (14 d'autoroutes à l'entrée d'Oran, 18 500 de routes nationales, 21 500 de secondaires et 35 500 de voies communales) et 70 000 de routes non classées, goudonnées ou non. Il s'agit, entre autres, de voies cons-

EN AUTOCAR ET EN STOP

Les Aurès sac au dos

VOYAGER en Algérie comme on le fait en Angleterre ou en Allemagne, sac au dos : c'est l'expérience que quelques dizaines de touristes français ou d'autres pays européens ont vécue pendant deux semaines au mois de mars dernier. Le récit d'une telle « aventure » est source le plus souvent chez l'auditeur de surprise et d'interrogations inquiètes. Les vieux clichés, les stéréotypes sur les Arabes en général et les Algériens en particulier, ont la vie dure. A tout le moins on s'attire inévitablement la réflexion : « Un homme peut sans doute le faire, mais une femme, c'est autre chose... » J'ai pourtant discuté avec des jeunes filles qui avaient choisi de voyager par petits groupes dans le Sud, les Aurès et la Kabylie. Leur expérience semblait positive. Il y a, bien sûr, une façon de visiter certains pays qui doit être intériorisée par le voyageur. Il faut avoir la volonté de ne pas choquer, de ne pas afficher ostensiblement ses différences, mais au contraire de tenter de se fondre dans l'environnement humain et social. L'intérêt pour un peuple ne va pas sans une certaine discrétion.

Nous sommes deux cents environ à bord du charter d'Air Algérie. Les uns vont retrouver des parents ou des amis, d'autres répondent à l'invitation d'amis algériens connus en France ; d'autres encore, c'est mon cas, ne sont attendus par personne et veulent partir à la découverte d'un pays avec un budget modeste, mais suffisant pour voyager et vivre décemment (1).

Plusieurs d'entre nous ont décidé d'emprunter pour leurs déplacements les autocars de la Société nationale des transports de voyageurs (S.N.T.V.), modernes, rapides et confortables, qui sillonnent en permanence l'Algérie. Nous ne nous arrêtons pas dans la capitale. Le premier car pour le Sud part à 5 h. 30. Nous arrivons nos sacs à l'arrière du véhicule et prenons place à bord du Mercedes orange qui va nous emmener vers les oasis. Il ne nous en coûte que 42,50 dinars (2) pour plus de 600 kilomètres.

A Boutarik, célèbre village de la colonisation, le chauffeur, petit et alerte, claque son « il lui reste encore deux pièces : mazel zoudj ! » Il pratique une conduite décontractée, klaxonnant poliment tous les cinquante kilomètres. Radio-Alger, chaîne 3, fournit un accompagnement musical, chansons de Jacques Brel et de Sheila, et donne régulièrement des informations en français. Après deux heures de route, nous sommes à Médéa : cinq minutes d'arrêt. De jeunes garçons vendent des brioches, des sandwiches aux œufs durs et à la salade et des jus de fruits. Nous repartons. Le jour s'est levé et l'air est frais. Nous longeons le barrage de Bouzou, impressionnante étendue bleue sur laquelle planent paresseusement des oiseaux.

Chez l'habitant

A Ain-Oussara (ex Paul-Caselles), nous sommes à 680 mètres d'altitude. Une anagnelle, la *Confection du bonheur*, dans cette région si aride, provoque quelques sourires. Là commence la « mer d'alfa » où s'obtiennent à vivre quelques pastichiers. Deux tchells (cultivateurs) prennent place dans le car. Ils vont à Ain-El-Bell (« la Source des chameaux »). Ils vivent de peu, élevant des moutons et faisant pousser quelques légumes. En certains endroits, le sable déborde sur la route. Puis, brusquement, des tournants, des ravins. C'est la vallée du Mzab. Les cinq villes sont là, sous un ciel bas. Il fait très chaud. La palmeraie entoure de sa verdure et de son ombre les constructions éclatantes de blanc-bleu. Nous sommes à 500 mètres d'altitude et il est 14 h. 30. Alger semble déjà très loin en arrière. Ghardaïa (la grotte de Daïa, une femme solitaire)

est le centre de la Pentapole. L'achat d'un chapeau de paille pour trois dinars est nécessaire. La recherche d'un hôtel en cette période n'est pas facile, surtout quand on exclut le luxueux complexe des Rostémides — l'un des maillons de la chaîne touristique de la Sonatour (Société nationale de tourisme). Certains parmi nous choisissent le camping municipal, bien aménagé. Des Algériens nous aident dans notre recherche et bien vite nous offrons le pot de l'amitié. Nous avons laissé nos sacs en garde dans un restaurant où nous dînâmes pour un prix très abordable. Les coopérants n'étant pas en vacances, les hôtels, bien que pas assez nombreux, disposent encore de places dans leurs annexes. La visite du Mzab, de ses palmeraies, nous l'effectuons en stop ou en utilisant les « taxis collectifs » locaux, dont les tarifs sont très raisonnables. Nous retrouverons le car pour nous rendre dans le Souf. Nous ne restons que quelques heures à Tougourt, avant de gagner El-Oued où nous passerons deux jours, puis Biskra.

Nous décidons ensuite de quitter la route nationale pour pénétrer dans le massif de l'Aurès, dominé par la masse neigeuse du Djebel-Chéchia (le Bouclier). Un petit car, privé celui-là, nous emmène à M'Ghounèche, où nous avons décidé de passer la nuit. L'arrivée dans ce havre de verdure cerné de gorges rougeoyantes sous un ciel violet est indescriptible. La nuit approche et l'hôtel indiqué dans notre guide est fermé. Tout de suite on nous propose une chambre chez l'habitant. Nous y passerons la nuit. Mais, auparavant, nous ferons une veillée en compagnie de petits Auréliens. Ils n'ont pas connu le 1^{er} novembre 1954 ni même la fin de la guerre en 1962. Ils lisent pour nous les sourates du Coran sur des gravures défilées par la SNED (Société nationale d'édition et de diffusion) que nous avons achetées à Tougourt. Thé et café indispensables pour combattre le froid assez vif. A 6 h. 30, le lendemain, on frappe à la porte. L'un des enfants nous apporte un plateau avec lait et café. Il reviendra un peu plus tard avec une bassine d'eau chaude. Dans une région si démunie, l'hôte est reçu avec la noblesse que savent dispenser les humbles.

Un étudiant nous fait visiter les gorges. Il nous offre du café, de la galette, et nous allons voir sa mère qui file la laine. Elle ne sait pas un mot de français, que son fils parle couramment, comme il lit l'allemand et l'anglais. Etudiant, paysan, montagnard, il nous dit sa confiance dans le modèle de développement socialiste choisi par son pays tout en jugeant avec sévérité une certaine bureaucratie. Nous sommes loin des discussions de brasserie. Nous passerons une soirée dans un café bondé, silencieux, à Aris, grosse bourgade à 1 200 mètres d'altitude. La salle regarde une émission télévisée sur le Fort Polissario. « La maladie du Sahara », me souffle mon voisin, qui traduit les commentaires dits en arabe sur une musique d'Albin.

Au milieu des chèvres

Je poursuis ma route en stop. Nous nous retrouvons à cinq sur le plateau d'un canyon qui prend la route intérieure de l'Aurès vers Ménas. Les pentes, la long de la route, sont enneigées. Le camion s'arrête à un embranchement et nous continuons avec des Lyoullas venus visiter leur fils coopérants. Ils sont ravis de leur voyage et parlent avec enthousiasme du site grandiose du balcon de Rhoufi. Ils se dirigent vers Biskra. A Ménas (Les Vergers), ce sont des Toulousains qui nous acceptent à bord de leur voiture. Ils ont déjà traversé la Kabylie et sillonnent maintenant les Aurès, couchant le plus souvent sous la tente.

C'est une très vieille camionnette qui nous conduira à Timagad, l'ancienne cité romaine. Nous prenons place entre des caisses de savon et de sucre qui seront remplacées, quelques kilomètres plus loin, par des chèvres. Après la visite des ruines et du musée qui abrite de très belles mosaïques, nous dormirons dans la maison d'un vieil Aurélien qui nous présente sa nombreuse famille. Notre hôte a travaillé à Villers, il y a de cela bien longtemps. Sur le mur de sa chambre est accroché son vieux fusil de chasse entre des photos de Nasser, de Sadate et des inscriptions du Coran. Nous parlons de la guerre. Chaque famille ici a son combattant enterré dans ces vastes cimetières vides et blancs qui invitent à la sérénité plus qu'à l'arnement.

Batna sera notre prochaine étape, puis nous laisserons derrière nous le massif de l'Aurès pour nous rendre à Constantine, perchée sur son rocher. Retrouvailles avec la ville. Nous déjeunons de sandwiches aux merguez et de tête de mouton grillée tout en marchant dans les rues surprenantes de la vieille cité. Le soir, ce sera la rencontre d'un cadre de banque avec qui nous aurons un dialogue animé sur le socialisme algérien, l'islam, la femme... et la gauche en France. Ce sujet est très souvent abordé et nous sommes souvent surpris de l'intérêt que les Algériens lui portent et des nuances qu'ils savent mettre dans leurs jugements.

Les « ambassadeurs » d'une autre culture

La traversée de la Kabylie sera trop rapide. La route en zigzag qui nous conduit le long de la mer à Bejaia (Bougie) est sinueuse et les paysages découverts à chaque virage nous enchantent. Deux Kabyles rencontrés dans l'après-midi nous invitent au restaurant pour un dîner arrosé au vin d'Algérie. Nous avions appris à nous en passer. La plupart des petits restaurants algériens n'en vendent pas. Les relations mère-fils, le statut de la femme, le mariage, la culture berbère, le socialisme algérien : les sujets de conversation ne manquent pas. Nous nous inclinons ensuite à la musique arabe et kabyle. Nous écoutons le « tube » d'Idir, *Aya l'ouara*, mais aussi d'autres chanteurs comme El Anka, Tahar el Ferghani et Chérif Hadam. Nous découvrons de jeunes talents tels que Djamel Allam, Ali Missalene, Mazouni ; tous sont très connus en Algérie et en Europe, chez les immigrés. Ces « ambassadeurs » d'une autre culture sont le plus souvent ignorés des Français pour qui la « musique arabe » est tout au plus un sujet de plaisanterie.

La Grande-Kabylie, c'est un peu une Auvergne qui serait très peuplée. Les villages se suivent sur les crêtes. La femme kabyle, jamais voilée, participe activement aux travaux des champs. C'est, en grande partie, sur elle et sur les émigrés que repose l'économie de la région.

Nous arrivons à Tizi-Ouzou (le « col des genêts », titre d'un roman de Mourad Bourboune), cité animée et en plein essor. Puis, notre car longe la zone industrielle d'Alger. Les embouteillages de la capitale donnent un avant-goût de ceux de Paris, de Marseille ou de Nantes. Dans quelques heures, l'avion nous ramènera en France.

AUGUSTIN BARBARA-BERBERS.

- (1) J'ai dépensé au total, de Paris à Paris, 1 400 F.
(2) Un dinar = 1,20 F.

P. B.

SNIR

Le plus court chemin de la Méditerranée à l'Afrique centrale

L'AFRIQUE a des pays sans littoral : le Mali, le Niger, la Haute-Volta, et des pays, comme le Nigéria, où le trafic maritime ne suffit plus à assurer la totalité des échanges. Or l'avion ne peut pas tout emporter.

Le développement accéléré du continent africain exige cependant des transports lourds, sûrs et rapides. C'est pour répondre à ces besoins que la Société nationale des transports routiers algériens a adapté aux techniques modernes l'antique principe des caravanes transsahariennes. Véhicules lourds, remorques, semi-remorques, bennes, porte-engins, camions iso-frigo, fardiers, citernes à eau, à carburant, à vin, à acide, à bitume, ont remplacé le chameau et raccourci les distances :

Alger-Gao : 2 700 km en 6 jours ;
Alger-Niamey : 3 150 km en 8 jours ;
Alger-Kano : 3 500 km en 9 jours.

Au total, 700 véhicules spécialement conçus et aménagés pour les transports sahariens passent sur la hamada pierreuse, sur la piste en tôle ondulée, dans les zones de « reg » et de « fech-fech » aux crevasses traitresses.



Mais qu'est le véhicule sans l'homme ? A ces mastodontes qui traversent des régions redoutables, il faut des chauffeurs résistants, à l'œil exercé, au sens de l'orientation infailible. C'est pourquoi tous les chauffeurs de la S.N.T.R. qui conduisent ces convois sont originaires du Sud algérien. Comme les conducteurs de caravanes, autrefois, ils connaissent la topographie des lieux, les points d'eau, les pistes, les étoiles et, en plus... la mécanique. Car chaque convoi part avec ses pièces de rechange, ses tôles de désensablement, ses réserves d'eau et de carburant.

Un convoi de la S.N.T.R. ne doit pas rester en panne.

Et si, de Hambourg, de Bordeaux ou de Marseille, via Alger ou Oran, la S.N.T.R. peut emporter en Afrique tout ce que l'Europe lui fournit, elle peut aussi remonter d'Afrique sur tous les ports algériens ou européens les marchandises et les matières premières dont l'Europe a besoin.

Faire le plein de ses convois à l'aller comme au retour, tel est l'un des objectifs visés par la S.N.T.R. ; elle assurera ainsi une meilleure rentabilité de son matériel et une économie certaine à ses clients.

Mais le convoi transsaharien n'est pas la seule vocation de la Société nationale. Née en 1967, cette entreprise d'Etat s'est vu confier pour mission de développer, de coordonner et d'assurer les transports routiers sur l'ensemble du territoire algérien, à l'exception du transport des voyageurs, qui a été confié à une autre société.

Aujourd'hui, la S.N.T.R. exploite 2 000 véhicules moteurs lui appartenant en propre et en affrète un

millier d'autres, propriété d'artisans transporteurs qui travaillent sous sa tutelle.

Ayant hérité d'un secteur quelque peu anarchique, la S.N.T.R. s'est d'abord attelée à regrouper ses activités pour consolider ses structures. Elle a mis en place un système de gestion de stock et de centralisation des achats, a défini une politique de maintenance des véhicules, s'est attachée à la formation de son personnel, a rationalisé, développé et amélioré ses circuits.

POUR LES VÉHICULES :

● **Augmentation du parc exploité** : il a vu son volume tripler depuis 1969 et il atteint aujourd'hui près de 42 000 tonnes pour transporter annuellement 6 millions de tonnes.

● **Rajeunissement du matériel** : en 1967, 80 % du potentiel de la société avait une moyenne d'âge supérieure à dix ans. Au début de cette année, 78 % de ce potentiel a trois ans d'âge ou moins. Pour faciliter la maintenance, le nombre de marques a été réduit à trois.

● **Adaptation du matériel** : une partie des véhicules ont été modifiés pour répondre aux conditions de transport dans les régions désertiques (suspension renforcée, deux ou trois ponts moteurs) et aux exigences particulières de la recherche et de l'exploitation du pétrole et du gaz. Enfin, pour faire face aux besoins nés de l'implantation des grands complexes industriels, la société a constitué un parc conçu pour le transport de grandes masses indivisibles pouvant aller jusqu'à 400 tonnes.

● **Maintenance** : seize bases de réparation ont été réparties à travers le territoire, dont six pour le Sud : Hassi-Messaoud, Ghardaïa, El-Golea, In-Amenas et Tamanrasset. Elles sont munies de camions-ateliers qui permettent, dans les cas graves, d'aller dépanner sur place.

POUR LES HOMMES :

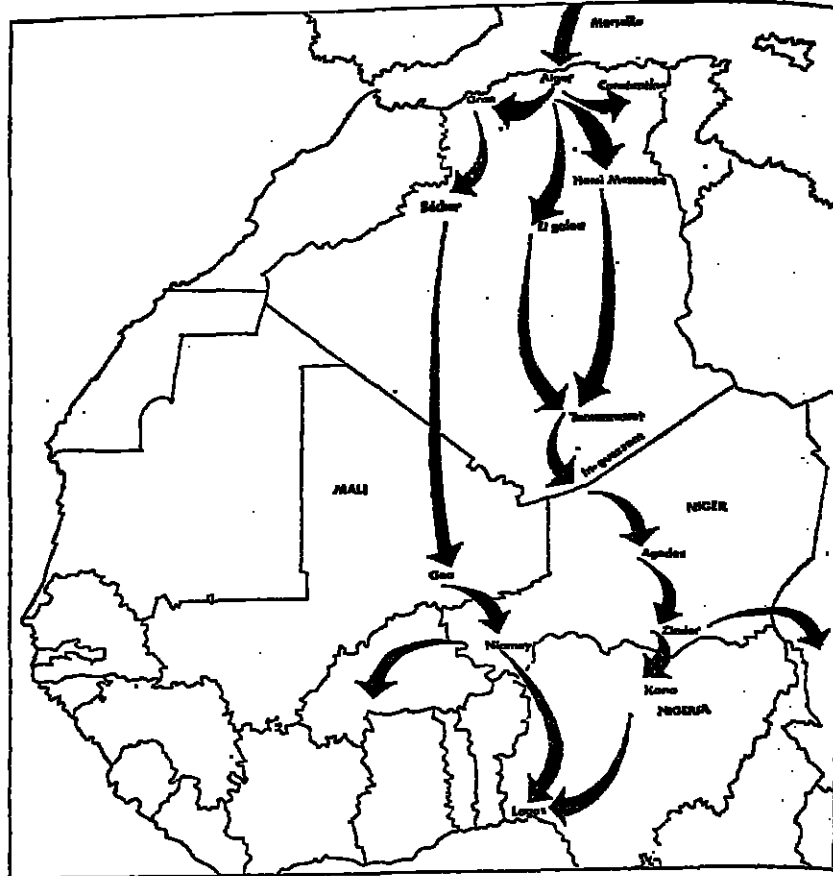
● **Augmentation du personnel** : de 2 670 agents en 1969, les effectifs sont passés à 4 500 en 1975, dont 2 900 sont des conducteurs.

● **Amélioration de la qualification** : le nombre des cadres supérieurs a été multiplié par six depuis la création de la société :

- plus de 600 agents ont suivi des stages de formation interne et d'adaptation au poste occupé ;
- plus d'un millier de conducteurs ont suivi un cycle de perfectionnement.

● **Gestion socialiste des entreprises** : le principe de la gestion socialiste est de transformer l'employé en véritable producteur responsable et cogestionnaire de son entreprise. Les travailleurs de la S.N.T.R. ont élu au cours de l'année 1975 les différentes A.T.U. (Assemblées des travailleurs de l'unité) et l'A.T.E. (Assemblée des travailleurs de l'entreprise) qui participent à la bonne marche de la société.

● **Œuvres sociales** : un centre médico-social fonctionne pour les agents de la S.N.T.R. et les membres de leur famille. En outre, des médecins et des assistantes sociales sont à pied d'œuvre dans les principales unités. Cet été, 2 800 enfants partiront en colonies de vacances organisées par la société.



PRODUCTION

En 1975, la production de la Société a dépassé 1 200 millions de tonnes/kilomètres alors qu'elle atteignait à peine 350 millions en 1969.

La productivité du matériel a connu un taux de croissance annuel moyen de 11 %.

Le chiffre d'affaires a sextuplé en sept ans, passant de 57 millions de dinars en 1968 à 300 millions en 1975.



PERSPECTIVES

Avec 1976, la S.N.T.R. a abordé une étape importante de son développement. Après avoir consolidé ses structures, elle amorce une décentralisation de ses activités pour doter les unités régionales nouvellement créées — Alger, Oran, Annaba et Tougourt — d'une large autonomie de gestion.

Chaque unité dispose des moyens nécessaires pour exploiter et entretenir son parc, dialoguer avec son personnel, traiter avec ses clients, tenir sa comptabilité. Elle comprend :

- des centres de transport,
- des centres de maintenance,
- des centres commerciaux.

Chacune d'elles sera prochainement pourvue d'un ordinateur qui, le débarrassant des travaux manuels, confectionnera ses plans de transport et réduira au minimum la circulation à vide de ses véhicules. Plusieurs centaines d'entre eux, tout neufs, seront d'ailleurs livrés d'ici à la fin de 1976 et au début de l'année prochaine.

En 1977, la S.N.T.R. comptera 3 000 véhicules de plus de 20 tonnes de charge utile.

La S.N.T.R., qui se charge pour ses clients de toutes les formalités administratives de franchissement de frontières, de douanes et d'assurances, espère équiper prochainement ses véhicules de convois sahariens d'émetteurs-récepteurs à l'instar des compagnies de taxis, pour parfaire la sûreté du transport et les services rendus à ses clients et à la collectivité.

S.N.T.R. —
Sécurité,
Nouveauté,
Tranquillité,
Rapidité,
+ ... Ponctualité.

Pour tous renseignements, adressez-vous à :
**LA SOCIÉTÉ NATIONALE
DES TRANSPORTS
ROUTIERS ALGÉRIENS**
27, rue des Trois-Frères-Bouadon
BIRMANDREIS - ALGER (Algérie)
Téléphone : 60-24-77 à 79
60-43-92 à 94
Télex : 52962

مكازم الأعمال

LA TRAN



Pen Duick VI est

LE MONDE — 7 juillet 1976 — Page 13



litre d'affaires a seulement en 1975
millions de dinars



...the fact that the *Journal of Management* is a leading journal in the field of management research, and that the *Journal of Management Studies* is a leading journal in the field of management education research.

... ..

Pen Duick VI est assuré par l'Union des Assurances de Paris.

POLITIQUE

APRÈS LE XXII^e CONGRÈS DU P.C.F.

La dictature du prolétariat «est le socialisme lui-même»

écrit M. Étienne Balibar

Lorsque, dans le cadre de la discussion ouverte à l'occasion du XXII^e congrès de son parti, M. Georges Marchais avait proposé l'abandon du concept de dictature du prolétariat, un disciple du philosophe Louis Althusser, M. Étienne Balibar, s'était élevé contre cette suggestion. Pour lui, répondant à la direction du P.C.F. avait mobilisé M. Guy Besse, membre du bureau politique. Le congrès avait tranché au début de février donnant raison au secrétaire général du parti.

Depuis cette décision, on assiste à un phénomène insolite : un important débat théorique se développe au sein même du P.C.F. sur le bien-fondé de la position prise par le congrès. Dans un ouvrage intitulé *Sur la dictature du prolétariat*, M. Étienne Balibar explique : « Pour peu que tous les communistes s'entendent pas la même chose par « dictature du prolétariat », il arrive précisément qu'une discussion qui semble avoir eu lieu n'a pas eu lieu du tout. Et pour peu que le concept de la dictature du prolétariat, présent dans la discussion ne correspond pas à ce qu'elle est objectivement, pour peu que, croyant parler de la dictature du prolétariat, on parle en fait d'autre chose, il arrivera que l'unité retrouvée en fait, tendanciellement, des interprétations et des pratiques divergentes. Non pas l'unité, mais la division ».

Les dirigeants du P.C.F. ont été amenés à dresser, tout au long du printemps, un constat amer : les options faites par le vingt-deuxième congrès — et voulues par M. Georges Marchais — n'ont pas, en dépit de l'apparence des scrutins de conscience, débarrassé l'unité du parti, mais ont, au contraire, suscité dans ses rangs un trouble réel. Ce trouble s'exprime chez les intellectuels par le débat autour de la dictature du prolétariat. Pour les militants, les questions se posent de manière plus sommaire : le parti doit-il prendre en compte la démocratie bourgeoise ? Est-il toujours doté d'un instrument scientifique d'analyse ? Qu'en est-il de son originalité passée ?

Si le P.C.F. a vivement réagi aux commentaires faits dans la presse ou par des hommes politiques sur le vingt-deuxième congrès, c'est parce que ces diverses remarques ont contribué à entretenir le trouble qui s'est manifesté dans ses propres rangs. M. Balibar estime que parvenu à ce point les communistes ne peuvent sortir de leurs difficultés réelles que par « un grand effort de réflexion collective » et « une large discussion collective ». Il s'y lance, pour sa part, et reprend au départ l'ensemble de la réflexion sur la dictature du prolétariat. Au départ, c'est-à-dire à l'origine même de ce concept, car il reproche au vingt-deuxième congrès d'avoir utilisé cette notion non dans son sens marxiste, mais dans la définition « que tend à imposer la pression constante de l'idéologie bourgeoise dominante ». Son objectif est de montrer que les trois idées simples qui ont motivé la décision du vingt-deuxième congrès, « si elles procèdent de causes historiques réelles, n'en sont pas moins insectes ». Il s'agit, selon lui, de « l'idée que la dictature du prolétariat est, dans ses traits essentiels, identique à la voie soviétique en Union soviétique. Deuxièmement, l'idée que la dictature du prolétariat représente un « régime politique » particulier, un ensemble d'institutions politiques qui assurent ou non — le pouvoir — à la classe ouvrière. Enfin, et c'est le point décisif sur le plan théorique, précisément, l'idée que la dictature du prolétariat est un moyen ou une « voie de passage » au socialisme ».

Il entend notamment répondre ainsi aux arguments développés par M. Jean Elléstein, qui appa-

rait de plus en plus comme l'idéologue de l'évolution actuelle du P.C.F.

Parmi les principaux reproches que M. Étienne Balibar adresse aux partisans de l'abandon de la dictature du prolétariat figure le fait qu'ils ne définissent cette notion que par rapport au « socialisme » et que, de ce fait, ils s'enferment dans une problématique bourgeoise. Il explique l'origine de cette déviation par le fait que cette conception de la dictature du prolétariat est depuis longtemps dominante dans le mouvement communiste international. La décision du XXII^e congrès, note-t-il, a elle-même un précédent historique « sans lequel elle resterait en partie incompréhensible ».

Staline en 1936...

En 1936, en effet, à l'occasion de l'établissement de la nouvelle constitution soviétique, Joseph Staline proclamait la fin de la lutte des classes en U.R.S.S. et donc l'abandon de la dictature du prolétariat. M. Balibar remarque qu'au même moment en Union soviétique se développaient pourtant une lutte des classes réelle que Staline cherchait à maîtriser au prix d'une « sanglante répression de masse ». Il ajoute : « Cet exemple n'a-t-il pas été l'un des plus importants de la révolution d'Octobre ? »

D'autre part, en fonction même de la définition marxiste qui justifie l'existence de l'État par l'antagonisme des classes, l'initiative de Staline aurait dû déboucher sur le dépassement de la structure étatique en U.R.S.S. Pourtant, au nom de la défense de l'expérience en cours, au nom de la théorie du socialisme dans un seul pays, Staline a justifié le maintien d'un puissant appareil d'État. M. Étienne Balibar voit dans cette déviation l'une des explications de l'évolution que vient de subir la pensée du P.C.F.

Les communistes français approuvent, selon lui, un type de raisonnement hérité de Staline. Simplement, au lieu de l'appliquer, comme les Soviétiques, au socialisme après la conquête du pouvoir, ils l'appliquent, avant cette conquête, au processus même du « passage au socialisme ». Or, l'une des tâches de la dictature du prolétariat n'est pas une simple « voie de passage » au socialisme, mais, explique-t-il, « le socialisme lui-même en tant que période historique de la révolution ininterrompue et d'approfondissement de la lutte des classes jusqu'au communisme ». D'autre part, dans les deux cas Soviétiques et Français apportent une révision fondamentale au concept marxiste de l'État, qui apparaît comme « n'étant pas seulement, n'étant pas toujours l'instrument de la lutte des classes ». M. Étienne Balibar compare longuement cette « déviation stalinienne » aux thèses de Lénine et estime que le mouvement ouvrier s'est laissé contaminer par l'idéologie bourgeoise qui dénie l'existence de l'État comme « l'organisation des intérêts publics et de la puissance publique par opposition aux intérêts privés des individus ou des groupes d'individus ». Il ajoute : « Dès qu'on admet que l'État dans telle ou telle de ses fonctions peut échapper à la détermination de la lutte des classes, à leur puissance publique, à leur caractère public » et représenter les intérêts de la société tout entière avant de représenter ceux de la classe dominante, autrement dit comme des intérêts historiques de la classe dominante, on est inévitablement conduit à admettre que la lutte des classes entre exploités et exploités a des limites, arrêtée à un certain point. On est conduit à admettre que les exploités et les exploités ont « aussi » certains intérêts historiques en commun (ceux de la « collectivité nationale » par exemple), que leur lutte ne détermine pas l'ensemble des rapports sociaux, qu'elle est circonscrite à une certaine sphère de la vie sociale ou qu'elle se situe dans certaines limites supérieures. Et le comble, c'est qu'on fait intervenir cette limitation (donc cet abandon) du point de vue de la classe précisément à propos du développement actuel de l'État, qui représente historiquement

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a déclaré, lundi 5 juillet, que le session parlementaire se termine sans que le gouvernement ait permis à l'Assemblée de discuter de la Sécurité sociale malgré les promesses faites ». Les députés communistes précisent qu'ils « poursuivront le débat devant le pays et continueront à dénoncer les causes réelles de la situation actuelle, dont les plus importantes sont les transferts de charges sociales et d'aide patronale, la politique de sous-emploi et de chômage, et la gestion antidémocratique ».

l'extension, le renforcement et la concentration du pouvoir de la classe dominante, à mesure du développement de l'impérialisme et de l'accentuation de ses contradictions ».

En faisant porter l'essentiel de sa critique sur le problème de l'État, M. Balibar peut mobiliser à son profit Lénine, qui a souvent expliqué que les déviations « opportunistes » s'expriment généralement sur ce point. Le chef de file de la révolution soviétique a en effet toujours insisté sur le fait que, pour qu'un pouvoir d'une classe sociale cesse d'être autre, il convient de détruire l'appareil d'État qui fonde la puissance de la première. C'est d'ailleurs cela le sens profond de la dictature du prolétariat. M. Balibar dénonce pour sa part deux types de raisonnements opportunistes. Celui qui consiste à admettre la nécessité de la conquête du pouvoir d'État sans parler de la nécessité de détruire l'appareil bourgeois. Celui qui tend à faire croire que l'appareil d'État peut être utilisé à volonté par telle ou telle classe sociale. La grande erreur de M. Balibar, c'est que le P.C.F. au lieu de s'insérer « comme le grain de sable » dans le système parlementaire et des partis, n'échappe pas au risque « de devenir le prisonnier de l'appareil d'État qu'il combat ».

Si M. Étienne Balibar plaide aussi fustigement pour un retour au léninisme, c'est parce qu'il voit la seule possibilité de mettre un terme à la déviation stalinienne. Il conclut d'ailleurs son analyse en écrivant : « Chacun de nous doit se demander, d'abord, en ouvrant les yeux sur le monde extérieur, que nous vivons une très grave crise historique du léninisme, comme forme d'organisation et d'unité du mouvement communiste international, donc comme forme de fusion de la théorie et de la pratique révolutionnaire. Cette crise historique affaiblit le mouvement ouvrier d'une façon dramatique, au moment où le système impérialiste entre dans une nouvelle période de crise générale et aiguë, qui ouvre des possibilités révolutionnaires et exige des solutions révolutionnaires (...). L'actualité de cette crise est telle qu'on peut difficilement imaginer quelle sera la forme des nouvelles formes d'organisation antérieures, aux modalités antérieures du travail politique et théorique. Il faut, chacun le ressent, réfléchir à ce que sera la nouvelle révolution. Tout l'effort, toute la pression ininterrompue de l'idéologie bourgeoise, tendent précisément à exaspérer cette crise pour faire apparaître le léninisme comme une gigantesque « erreur historique » du mouvement ouvrier, pour le liquider (et avec lui le marxisme) ». En particulier, pour liquider le léninisme, il faut, dit-il, « dans la dictature du prolétariat, en lui substituant l'idéologie du socialisme réformiste et technocratique, et accessoirement son sous-produit de toujours, l'anarchisme ».

THIERRY PFISTER.

* Étienne Balibar, « Sur la dictature du prolétariat », Ed Maspero, 299 p., 35 F.

M. SEGARD EST FAVORABLE AU « GRAND LILLE » MAIS APRÈS LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

(De notre correspondant.)

Lille. — « Je suis, j'ai toujours été, un partisan convaincu de l'idée du Grand-Lille ». Sans ambiguïté, lundi 5 juillet, au cours d'une conférence de presse, M. Norbert Segard, secrétaire d'État aux P.T.T. et candidat aux élections municipales de Lille, s'est montré lui aussi partisan de cette extension de Lille que le maire actuel de la ville, M. Pierre Mauroy, avait appelée de ses vœux lors d'une réunion de son conseil municipal.

Cependant, l'accord entre les deux hommes s'arrête sur la constatation que la métropole lilloise est une agglomération de la ville de Lille et son faubourg démographique dans la métropole justifiant l'élargissement de ses limites territoriales. Il a été convenu que le projet de loi n° 1077, qui prévoit la mise à l'ordre du jour de la loi de l'Union de la ville de Lille et de la ville de Roubaix, sera soumis à la commission des P.T.T. et des Travaux publics.

Le secrétaire d'État estime également que si seule la ville d'origine lilloise répond favorablement aux propositions d'association de M. Mauroy « ce ne sera pas en dépit des 300 hectares supplémentaires de la ville d'origine, mais en raison de la situation de la ville de Lille qui se construit le Grand-Lille ». Et si justement l'élargissement risque de ne pas être accepté, les propositions de M. Segard, c'est que, selon M. Segard, M. Mauroy « a prouvé avec les autres communes une absence d'information, d'insécurité, comme par exemple il voulait susciter leur refus ».

Persuadé que pour les élections de 1977 ce problème de l'agrandissement de la ville se trouvera au cœur de la campagne, M. Segard propose la création d'un Grand-Lille plus vaste : « Parce que je ne veux pas à priori que son développement soit limité par des frontières, j'estime, mais aussi un peu, vers Faches-Thimesnil et Wattignies, à l'ouest vers Lomme et Lomme, au nord vers Lamberville, Saint-Amand et Moulins ».

Mais alors que M. Mauroy propose une formule d'association aux villes, M. Segard suggère la constitution de syndicats à vocation simple ou multiple, voire de syndicats à vocation simple ou multiple de la communauté urbaine.

(Interim.)

N.D.L.R. — En vertu de la loi de 1971, les fusions de communes doivent être précédées de délibérations des conseils municipaux intéressés. Ceux-ci doivent approuver également une convention et ils peuvent — mais ce n'est pas une obligation — soumettre le projet à un référendum local. Ces documents sont ensuite transmis au préfet. Celui-ci, qui n'est pas contraint de statuer dans un délai déterminé, doit examiner l'opportunité de l'opération et vérifier — aux termes de la loi — que la fusion a bien une finalité administrative et non politique ou électorale.

AU SÉNAT

Adoption définitive du projet de zone économique maritime

Le Sénat a adopté, lundi 5 juillet, le projet de loi élargissant le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon en département français. Sur la proposition du rapporteur M. BAC (U.D.R., Yvelines), il est toutefois revenu au texte initial du gouvernement concernant les mesures transitoires ; texte que l'Assemblée nationale avait amendé (Le Monde du 2 juillet). Une commission mixte paritaire a donc été convoquée pour trouver, sur les dispositions litigieuses, une rédaction acceptable par les deux Chambres.

« Ce projet », a déclaré M. STIRIN, secrétaire d'État aux DOM-TOM, est un acte de droit interne, faisant de Saint-Pierre-et-Miquelon le centième département français, mais un acte de portée internationale. Le statut de TOM est de nos jours dépassé ; la France n'est plus une puissance coloniale, elle proclame que seul le principe intangible du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes conduit sa politique. Le statut départemental garantit la possibilité de la mise en œuvre de la solidarité internationale et les avantages de l'appartenance à la C.E.E. L'infrastructure administrative sera renforcée : le conseil général, comme dans tous les DOM, aura des pouvoirs décentralisés que n'ont pas les conseils généraux de la métropole ».

Un amendement de M. PEN (C.F.), portant sur le nouveau département, tendant à consulter la population sur le changement de statut administratif, a été repoussé par le Sénat.

Les sénateurs ont ensuite adopté, dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale, le projet relatif à la zone économique maritime. Par ce texte, a indiqué le rapporteur, M. PRORIOL (Ind., Haute-Loire), le gouvernement se propose de créer au large de nos côtes, entre 12 et 200 milles nautiques, une zone à l'intérieur de laquelle la France exercerait des droits souverains, non seulement sur le fond et le sous-sol marins mais encore sur les eaux surjacentes, c'est-à-dire la pêche. Ce texte, a souligné M. GAVAILLE, secrétaire d'État aux transports, adapte notre législation au nouveau droit international de la mer. Le Sénat a enfin commencé l'examen, qu'il poursuivra vendredi, de la loi relative au référendum sur l'indépendance.

On l'avait écrit : celle des URINÉS... Dans le contexte, sans en avoir l'air, ça ne manque pas d'importance.

travail. « Ce texte est dérisoire », a affirmé Mme GOUTMANN (P.C., Seine-Saint-Denis). Une journée de repos par semaine, par exemple, nous continuerons à lutter ».

« Mme Goutman estime ce projet dérisoire parce que peu de travailleurs en bénéficieront », a répondu M. Stoléru, secrétaire d'État à la condition des travailleurs manuels. Il concentre sur ceux qui font l'effort le plus important l'assurance, le plus grand des avantages de repos compensateur ; un jour de repos est atteint après quarante heures supplémentaires (treize semaines en 1976 ; dix-huit semaines en 1978). La politique sociale doit s'appliquer de façon sélective, pour donner un avantage important à ceux qui en ont le plus besoin, à ceux qui ont le plus de difficultés, mais de supprimer les divisions qui existent entre eux. Le repos compensateur disparaît quand l'indemnité sociale aura réduit la durée du travail pour les manuels à la même durée que pour tous les autres travailleurs.

A. G.

LE CADEAU DU SÉNAT FRANÇAIS AU SÉNAT AMÉRICAIN

A l'occasion du bicentenaire des États-Unis d'Amérique, M. Étienne Dailly, vice-président du Sénat et président du groupe d'amitié France-U.S.A., a remis, cette après-midi, au Sénat américain, au nom du Sénat français, deux documents exceptionnels : « Un exemplaire du Farewell Address de George Washington à la nation américaine, envoyé après sa mort à La Fayette par la famille de Washington. Ce document avait jamais quitté la demeure de La Fayette, le château de La Grange, depuis qu'il y était parvenu ».

« Une lettre manuscrite, datée du 19 avril 1783, rédigée en anglais et par laquelle La Fayette annonce à Washington la signature imminente du traité de Paris, qui doit mettre fin à la guerre d'indépendance. Ce second document avait été restitué à La Fayette, après la mort de Washington, par la fille de ce dernier. Les sénateurs américains recevront un coffret identique à celui qui avait été remis aux sénateurs français, en mai 1975, à l'occasion du centenaire du Sénat de la République. Ce coffret contient un certain nombre de souvenirs (médailles commémoratives, souvenirs philatéliques, affiche, livres, etc.) relatifs au Sénat français. Il y a été ajouté un présentoir gravé au nom de chaque sénateur américain ».

Une délégation de seize sénateurs français, représentant tous les groupes politiques, de la gauche à la droite, se rendra à Washington entre le 5 et le 13 septembre, pour apporter le salut du Sénat français et procéder à la remise de ces cadeaux.

CORRESPONDANCE

A PROPOS D'ANALYSES

Marc Oraison (« écologiste », mais ancien urologue), nous écrit :

Dans le Monde du 3 juillet, page 10, on est étonné que l'on ne fasse pas de l'analyse « qui soit valable si elle n'est pas « marxiste » (jusqu'à présent, celles des USINES restent indépendantes). On l'avait écrit : celle des URINÉS... Dans le contexte, sans en avoir l'air, ça ne manque pas d'importance.

Dans la presse hebdomadaire

De l'appel de M. Georges Marchais en direction des chrétiens, à celui d'une amplexueuse mobilisation de la gauche, le mouvement communiste, député socialiste de Belfort, en direction des gaullistes, la gauche recrute. Ses efforts ne suscitent pas de réactions de réprobation unanime au sein même de ses propres rangs. C'est ainsi qu'Yvan Graipeau dans Tribune socialiste, organe du P.S.U., affirme qu'aucune consigne ne convaincra les travailleurs de voter pour des gaullistes, « leurs vieux ennemis de la droite ». Il ajoute : « Les gaullistes le savent. Ils sont condamnés à rester sur le bateau qui prend l'eau. Les sirènes chantent en vain. Mais il est triste de voir qu'en France les camarades de la gauche socialiste, tourmentés par le prurit tricolore... »

Une opinion vivement contestée dans les colonnes de POLITIQUE JEBDO par M. Girault de Courzac. D'après lui, « la tendance majoritaire dans le mouvement gaulliste reste orthodoxe et nationale ». Ses intérêts de classe contredisent la logique de la transnationalisation du capital, explique-t-il. Son ancienne prédominance explique pour une large part la tolérance contrainte et forcée par la bourgeoisie de la politique étrangère du général, dont certains aspects étaient « progressistes » voire non alignés ».

Il n'en reste pas moins que, même au sein du P.S., l'initiative de M. Chevènement a suscité des réactions comme en témoignent les reproches que lui adresse M. Lénine Josip, membre du secrétariat, dans le dernier numéro de l'Unité (Le Monde du 3 juillet). Toutefois, selon André Lescaud, dans VALEURS ACTUELLES, la véritable discordance entre la ma-

rité et la minorité du P.S. reste l'Europe. Les minoritaires du C.E.R.E.S., explique-t-il, préconisent une stratégie d'union avec la droite. Yalta et Toulon, c'est-à-dire la portée du monde et la division du mouvement ouvrier. Elle repose sur l'établissement d'un « entente conflictuelle » avec les social-démocrates d'Europe du Nord, l'organisation de l'appui mutuel à l'échelle européenne, l'entrée dans la construction de la coexistence idéologique avec l'U.R.S.S. et surtout le refus d'être plus souvent dans la construction de l'Europe libérale. Ici prend tout son sens l'ouverture faite il y a trois semaines aux gaullistes par M. Jean-Pierre Chevènement : « Dans le D.E.M.O.C.R.A.T.I.E MO-DERNE, Annie Lombard ajoute que le « dialogue européen » interne au P.S. est exploité par les communistes qui « demandent des modifications du programme commun sans ce point ».

L'affrontement entre socialistes et communistes, Lucien Roux, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, l'a redécouvert à travers la vie syndicale des usines Fénestron. Cet hebdomadaire, dirigé par Marcel Dampier, premier secrétaire de la fédération du Doubs du P.S., lui déclare par exemple : « On se croirait revenu aux pires moments de la guerre froide. La C.G.T. s'est totalement alignée sur le P.C. Les socialistes qui y adhèrent ont senti très vite que ça n'allait pas ».

Un climat que compte exploiter les « sœurs de vote contre Mitterrand » dont parle LE REVENIR FRANÇAIS. Cet hebdomadaire affirme que, sous le contrôle personnel de M. Chirac, « une équipe étudie actuellement quelle circumscription pour chercher un candidat d'obédience socialiste (mais refusant l'alliance avec les

Quand la gauche recrute

communistes) capable de retarder sur son nom, ne serait-ce que quelques centaines ou dizaines de voix ». « But de l'opération, explique-t-il, est de faire passer la gauche en tête au premier tour au détriment du socialiste. Le second tour se réduisant en un maximum de deux tours, la gauche majoritaire-parti communiste ».

Des communistes qui, selon LA PRESSE FRANÇAISE connaissent eux aussi des problèmes internes. Jacques Pionard d'Assac note en effet : « Si l'on entre facilement au parti, il est difficile de rester dans la gauche de gauche. On en sort tout aussi facilement : quatre-vingt mille départs chaque année ! Probablement des gens qui pensaient y trouver autre chose que ce qu'ils ont découvert ».

Jacques Milhaud, dans FRANCE NOUVELLE, hebdomadaire centenaire du P.C.F., a bien sûr, une autre vision. Il souligne le renforcement du parti et le relèvement de l'appel aux chrétiens lancé à Lyon par M. Marchais. Il écrit notamment : « Nul ne pourra maintenir longtemps les barrières dressées à la hâte devant le débat amorcé à Lyon. Le mouvement communiste a suffisamment de forces et de ressources pour aller au dialogue et se réconcilier avec la question vivante du partage de notre diversité, de l'entente durable dans la conquête du bonheur que ne dédaignent que ceux qui, comme disait Brecht, ont le ventre bien rempli et le cœur vide ».

Ces chrétiens, il est vrai, sont loin de constituer un ensemble politique homogène et même lorsqu'ils sont engagés à gauche, leur démarche n'est pas toujours conforme à celle de l'union de la

gauche. Une nouvelle preuve en a été fournie par l'affaire des « réseaux d'aide aux terroristes », dénoncée la semaine dernière par LE POINT.

Claude Bourdet y revient dans TEMOIGNAGE CHRETIEN et s'étend de cette « violente attaque contre Henri Curjel et certains milieux religieux de gauche ». Il note :

« Il est certain que dans l'optique gouvernementale actuelle, les catholiques d'esprit démocratique peuvent représenter l'appoint qui permettra à la gauche de gagner les élections. Affoler tous les héraldants et leur démontrer que le rapprochement avec la gauche, c'est le rapprochement avec le terrorisme, c'est évidemment une opération alléchante pour le pouvoir ».

Dans REFORME, Bertrand de Luze ajoute cependant : « Il faut admettre que notre témoignage ne peut pratiquement jamais être pur et clair, il rend un son confus, du fait de notre réalité d'homme appartenant à un type de société, à une classe sociale, ou si l'on veut en raison de notre situation d'homme pécheur dans un monde mauvais. Il faut mieux le savoir si l'on veut chercher à voir l'étoile ».

Le dossier du POINT, en revanche, n'a pas surpris Gilles Mermoz qui, dans RIVAROL, souligne que les terroristes manipulent par Moscou, ce ne sont pas d'usuriers d'aujourd'hui » et invite M. Pionard à agir. Si on en croit Michel Conod, dans PARIS-MATIN, c'est chose faite puisqu'il annonce que « mille personnes sont sous surveillance à la suite de l'offensive de la police, des R.G. et de la D.S.T. ». Tous les milieux gauchistes pour démanteler les réseaux de soutien français au terrorisme international ».

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres. Cours général d'FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE, répartis en 9 modules, durée totale environ 9 mois, études à plein temps ou à temps partiel (sans d'enseignement par correspondance). Dilect de la prochaine session : 15 octobre 1976. Conditions d'admission (sur dossier) : en principe 21 ans minimum, études secondaires (baccalauréat ou équivalent). Langues de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des professeurs (docteurs, cadres ou ingénieurs). Contrôle continu et systématique des connaissances. L'E.C.L. organise également un « Cours supérieur de gestion » à la demande, réparti en 3 modules, durée totale environ 3 mois, études à plein temps ou à temps partiel (sans d'enseignement par correspondance). Dilect de la prochaine session : 15 octobre 1976. Conditions d'admission (sur dossier) : en principe 21 ans minimum, études secondaires (baccalauréat ou équivalent). Langues de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des professeurs (docteurs, cadres ou ingénieurs). Contrôle continu et systématique des connaissances. Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne E.C.L., chemin de Moudon 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 23 92, en précisant la référence MF 17.

مكتبة الشامل

Le Monde

DE LA MÉDECINE

AU SÉNAT

don définitive du projet
de loi économique maritime

Heurs et malheurs des voyages exotiques

COLIBACILLES ET DIARRHÉE MEXICAINE

CHIEN de Malte, vengeance de Montezuma (ou des pharaons), syndrome de Delhi, dans de Mexico, mal de Casablanca, turista, sans compter les expressions plus triviales... les mystères épidémiologiques des voyageurs, stimulés par l'imagination, frappent tout un chacun, se voient attribués tantôt au changement de climat, aux émotions, au soleil, aux nourritures exotiques ou au rythme de vie.

Les quinolones : une prévention inefficace et sans doute dangereuse

PRÈS de dix mille cas d'atteinte grave du système nerveux central et de troubles oculaires allant jusqu'à la cécité, affections ayant, chez près de mille malades, entraîné la mort, ont été identifiées au Japon, en quinze ans, et liées à l'absorption de médicaments « antidiarrhéiques » à base de quinolone (chloro-iodo-quinone française). Les firmes pharmaceutiques responsables (Chiba-Geigy, Takeda et Tanabe) viennent de proposer un dédommagement aux personnes lésées. Elles reconnaissent donc qu'il existe au Japon un lien de cause à effet entre ce syndrome neurologique baptisé « Smn » (neuropathie myélo-optique subaiguë) et les médicaments en question.

La loi qui peu de cas de Smn (dix en France) aient été signalés hors du Japon indique qu'un facteur adjuvant, racial ou d'environnement, pourrait être en cause également. La gravité de ces faits, que nous avons relatés dans le Monde des 7 et 8 juin 1972, est telle qu'un certain nombre de pays ont adopté à l'égard de ces médicaments des mesures de restriction d'autant plus nécessaires qu'elles faisaient l'objet d'une vaste publicité, et d'un large usage, à titre de « prévention » contre les diarrhées estivales.

La façon dont le moins anecdotique des cas, mesurés par les applications de la loi de consommation que la Fédération nationale des coopératives de consommation (F.N.C.C.) (le Monde du 12 juin). Après une enquête approfondie, dont chacun peut prendre connaissance par la lecture du dossier disponible sur simple demande au siège de la F.N.C.C. (27-33, rue Le Gall, 92100 Boulogne-sur-Seine), la Fédération demande que ces médicaments soient inscrits au tableau des substances vénéneuses (ils peuvent être obtenus actuellement sur simple prescription), et que l'attention du corps médical et du public soit énergiquement attirée sur les risques qu'ils présentent.

Elle demande également au ministre de la santé et au secrétaire d'État à la consommation que les spécialités en question soient strictement réservées à la cure sous contrôle médical de l'ambulance, et que leur usage préventif soit interdit.

Il semble en outre évident, à la lumière des enquêtes décrites, que de nouvelles études et des essais cliniques sérieux doivent être entrepris afin d'identifier, ou de confirmer, de façon formelle, et la valeur thérapeutique et la toxicité des dérivés de la quinolone, dont le plus grand nombre ont été retirés du marché américain dès 1972. — Dr E. L.

sees, de vomissements, de frissons ou de fièvre, et de fatigue intense. Le tout ne dure généralement qu'un à cinq jours et s'accompagne spontanément, qu'il y ait ou non tentative de traitement.

Les services spécialisés de l'hôpital Claude-Bernard, qui ont eu à examiner de tels cas, ne voient évidemment pas le « turista » tout venant.

Même dans cette situation particulière, les recherches pratiquées en milieu hospitalier n'avaient permis d'identifier un agent infectieux responsable que dans un cas sur deux : il s'agit essentiellement de salmonelles (fièvre typhoïde ou paratyphoïde), de shigelles, ou d'amibiase.

Mais, dans l'immense majorité des « turista », ces germes ou parasites ne sont manifestement pas en cause. Et le fait qu'un Européen ou un Américain sur deux présente de tels accidents au Mexique, alors que leur incidence est, à régime égal, exceptionnelle chez les voyageurs venant d'Amérique centrale ou du Sud, semble indiquer qu'il puisse exister, à l'égard de l'agent responsable, une certaine immunité.

Un colibacille vicieux
Cet agent, si l'on en croit toute une série de travaux américains et britanniques récents, est un colibacille (*Escherichia coli*) d'une espèce pathogène, sécrétant une toxine.

On sait, depuis quelques années, que certaines souches de colibacilles (germes qu'on trouve à l'état normal dans l'intestin grêle) peuvent sécréter des toxines, et coloniser le gros intestin qu'elles agressent. Les moyens bactériologiques, spécifiques et nouveaux, permettant de distinguer ces souches « sauvages » des souches normales ont été appliqués systématiquement lors d'épidémies de diarrhées chez des militaires ou des civils séjournant à Calcutta, au Vietnam, à Aden ou au Mexique. Dans tous ces cas, ce colibacille particulier a pu être mis en évi-

La diarrhée des voyageurs est un phénomène si banal que, bien qu'ignorant tout de ses causes, rares sont les touristes qui n'emportent pas avec eux toute une pharmacie ambulatoire plus ou moins pittoresque et plus ou moins toxique destinée tantôt à la prévention et tantôt à la guérison.

La vague des voyages exotiques et le spectre du choléra ont par ailleurs multiplié les admissions hospitalières

urgentes, dans les services français, de personnes souffrant de diarrhée aiguë survenue soit au loin, soit dans l'avion du retour, soit même à l'arrivée en France.

Certaines de ces diarrhées annoncent une infection paludique (malaria) qui eût été aisément évitée par la prise, pendant et après le séjour, de quinine; prise que devraient impérativement conseiller les agences de voyages et les responsables

des transports aériens, ce qui est malheureusement exceptionnel, en dépit des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé.

Des travaux récents ont pour leur part permis de jeter sur les causes, jusqu'à présent mystérieuses, de la diarrhée des voyageurs des lueurs nouvelles, et de démontrer que toutes les médications classiques, dites préventives, sont à ce propos non seulement inefficaces, mais souvent dangereuses.

Renforcer la protection contre le paludisme

M... part en groupe à Tahiti. Il ne court aucun risque de contracter sur place le paludisme et n'a donc pas à prendre de mesures préventives. A moins qu'il n'ait l'intention de faire une escale imprévue à l'aller ou au retour dans des zones impaludées. Auquel cas, il doit s'informer auprès de son agence de voyages.

Mme Y..., elle, va se rendre au Cameroun, au Zaïre, puis à l'Indonésie et en Haute-Volta, elle devra nécessairement entreprendre un traitement préventif. Son agent de voyages la préviendra.

M. Z... compte, pour sa part, partir avec quelques amis à Guatemala et au Mexique, mais il n'a pas encore tout à fait défini leur itinéraire. Dans ce cas, le traitement dépendra du voyage, car, au Guatemala et au Mexique, il n'y a pas de risque de paludisme en zone urbaine ni dans les hauts lieux touristiques. En revanche, au-dessous d'une certaine altitude et certains mois de l'année, il y a danger partout ailleurs. Il s'informera dans un office du tourisme.

Toutes les personnes qui vont entreprendre un voyage international doivent, en effet, savoir qu'un tiers de la planète présente encore des risques de paludisme; que cette maladie est gravement invalidante et peut être mortelle; qu'il existe un traitement préventif et peu coûteux; enfin, que l'échec de la campagne mondiale pour le D.D.T. (le Monde du 22 août 1975) fait courir de nouveaux risques dans des régions qui en avaient été, en partie, débarrassées, comme c'est le cas pour l'Inde notamment. C'est pourquoi il convient d'être à nouveau informé très précisément sur le risque paludéen.

Une piqûre de moustique

Pour répondre à cette attente, l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) vient de publier une brochure à l'usage des agences de voyages, des entreprises de transport et des offices de tourisme et autres organisations s'intéressant aux voyages.

Un tableau sur six colonnes et une carte permettent, avec la plus grande précision, de dire : 1) si le pays est exempt totalement de paludisme; 2) quelles sont dans un pays les zones sans risques; 3) pour les zones à risques : a) les mois à risques; b) l'altitude au-dessous de laquelle il y a un risque; c) les risques en zones urbaines.

On peut grossièrement en conclure que l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Asie du Nord, l'Australie sont totalement indemnes de paludisme. Les zones où la transmission du paludisme demeure un sérieux problème sont l'extrême sud du Mexique, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, jusqu'à la frontière sud du Brésil, toute l'Afrique subsaharienne au sud du Sahara, à l'exception de l'Afrique du Sud, enfin presque toute l'Asie du Sud et du Sud-Est.

L'O.M.S. rappelle que le paludisme est cause de décès et que les voyageurs, surtout quand ils séjournent peu de temps dans une région impaludée, ignorent qu'ils courent un risque et sous-estiment le danger d'une piqûre de moustique. D'autre part, le paludisme, notamment sous sa forme féroce, maligne, peut ressembler à d'autres maladies, et il arrive que le médecin pose le diagnostic tardivement et ne prescrive pas à temps le traitement approprié. Aussi, tout voyageur ayant des symptômes mal définis doit-il toujours penser à dire spontanément à son médecin dans quels pays il est allé récemment, sachant que les transports aériens permettent aux voyageurs de couvrir des

distances considérables pendant qu'ils incubent une maladie. « Les malades établis font rarement un rapport entre leur état et les voyages qu'ils ont faits et ne mentionnent leurs déplacements que si la question leur est posée expressément, alors qu'ils devraient en informer spontanément leur médecin », dit l'O.M.S.

La protection repose essentiellement sur la prophylaxie médicamenteuse dirigée contre le parasite du paludisme. Le voyageur doit donc prendre des antipaludiques prophylactiques à intervalles réguliers. Il devra commencer ce traitement avant

L'ESPOIR D'UN VACCIN

L'échec de la chimie, et en particulier du D.D.T. pour vaincre le paludisme, qui menace un milliard de personnes dans le monde, a conduit à diversifier les efforts de recherche et donné, malgré des difficultés persistantes, un nouvel essor aux travaux de ceux qui, depuis trente ans, espèrent mettre au point un vaccin.

Malgré l'annonce périodique de nouvelles découvertes dans ce domaine, il semble que la mise sur le marché d'un vaccin ne puisse se faire avant plusieurs années.

Signalons toutefois les travaux fort avancés de Sydney Cohen et Mitchell au St-Guy's Hospital de Londres, qui tentent de mettre au point un vaccin à partir de microzotes (forme animale de la phase extra-cellulaire du cycle péronaire) après des résultats encourageants obtenus chez le singe.

Pour sa part, le docteur Traub, du Rockefeller Institute, est parvenu à maintenir plus de cent jours en culture des plasmodium sur des globules rouges humains, ce qui pourrait être le prélude à la production massive et contrôlée de l'antigène nécessaire à la préparation d'un vaccin.

Enfin, lors de la semaine cancérologique qui s'est tenue à Villejuif, à la fin du mois de juin, le professeur Mathé, citant les travaux des Britanniques Cox et Allison (King's College de Londres) chez la souris, a laissé entrevoir la possibilité d'une utilisation du B.C.G. pour protéger un organisme contre le paludisme. Administré à des doses fortes et fréquemment répétées, le B.C.G. agit indirectement par la libération de médiateurs.

son départ, le poursuivre pendant toute la durée du séjour, dans une région impaludée, et le prolonger un certain temps après son retour. A elle seule, si elle est correctement prise, cette précaution prévient l'immense majorité des cas de paludisme à forme féroce maligne, mais elle n'empêche pas toujours l'apparition tardive d'épisodes de paludisme, généralement du type bénin, des semaines, voire des années après le retour du voyageur.

Des doses variables

La dose de médicament prophylactique conférant une protection contre le paludisme varie selon l'intensité de la transmission, le degré d'exposition à l'infection et le type de paludisme sévissant dans la zone visitée. Il est donc impossible d'établir une règle qui serait universellement valable, et il convient, en se référant aux normes de l'O.M.S. ou à la compétence du médecin, de pren-

dre selon les cas des doses faibles ou plus élevées. D'autre part, la teneur en principes actifs des comprimés (et d'autres préparations comme les sirops) varie beaucoup d'une marque à l'autre.

Quels que soient le médicament et la posologie, le produit n'est pleinement efficace que s'il est pris avec une régularité absolue : une seule omission, surtout s'il s'agit d'une dose hebdomadaire, interrompt l'effet protecteur. Comme une dose hebdomadaire s'oublie plus facilement qu'une dose quotidienne et que son omission peut avoir des conséquences graves, le rythme quotidien est préférable, d'autant plus que, dans les régions comme l'Afrique tropicale où le paludisme a fait pendant prédominant et où la transmission est intense, une dose hebdomadaire n'offre pas toujours une marge de sécurité suffisante. Il est donc recommandé d'adopter un rythme quotidien et de prendre soit du proguanil, à raison de 100 à 200 mg tous les jours (1 à 2 comprimés de 100 mg), soit de la chloroquine, à raison d'un comprimé de 100 mg base, tous les jours après un repas. Pour les enfants, on réduira les doses en proportion, suivant l'avis du médecin.

La grossesse n'est pas une contre-indication à l'usage des médicaments antipaludiques. « Ce qui peut vraiment menacer une grossesse », déclare l'O.M.S., « ce n'est pas la chimiothérapie antipaludique, mais bien le paludisme. »

Les doses administrées aux enfants doivent être adaptées à l'âge, au poids corporel et à l'état général. Pour les nourrissons et les jeunes enfants, la plupart des médicaments antipaludiques sont vendus sous forme de sirop ou d'édulcorant aromatisé. Si l'on ne dispose que de comprimés, on broiera la quantité correspondante à la dose prescrite et on la mélangera à du lait ou tout autre aliment. (La pyriméthamine n'a pas de goût amer). Si, aux doses prescrites, les médicaments antipaludiques sont généralement bien tolérés par les enfants, ils peuvent être dangereux à des doses supérieures.

Une fois quittées les zones impaludées, le traitement doit être prolongé quatre semaines au minimum et de préférence six à huit semaines.

Enfin, pendant le séjour dans un pays impaludé, l'O.M.S. recommande la prise de mesures pour éviter les piqûres de moustiques anophèles, vecteurs du parasite : placer des moustiquaires aux ouvertures des pièces si possible, sinon au-dessus des lits (des jeunes enfants notamment), recourir aux insecticides, porter après le coucher du soleil des vêtements mettant le plus possible le corps à l'abri des insectes (pantalons longs, manches longues) et enduire d'un insecticide comme le phtalate de diméthyle, les parties du corps non couvertes.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

La Cie Inter Fimo
ne fait rien d'autre que financer
les praticiens libéraux
et s'efforce de le faire bien...
... du leasing-auto
au crédit immobilier!
CIE INTER FIMO
213 bd Raspail - 75014 PARIS
Tél : 633.22.70 et 325.02.73
(près du carrefour Vavin)

MEDICINE PHARMACIE
Septembre
Recyclage Scientifique
Octobre - Juin
Encadrement annuel
parallèle à la Fac.
P.C.E.M. et Pharmacie
Année "O"
Cours par Prof. de Fac.
Groupes de 15 élèves par CHU
IPEC 46 Bd St Michel
633.81.23 033.45.87

PRÉPARATION AUX ÉTUDES MÉDICALES
sur place
ou par correspondance
• P.C.E.M. 1
• Pharmacie
IPEM 76, rue de la Pompe
75016 PARIS - Tél. 504-19-73

par XAVIER WEEGER



44 rue François I^{er}.
5 Place Victor-Hugo.

1. Einleitung
 2. Grundlagen der Informatik
 3. Algorithmen und Datenstrukturen
 4. Programmierung in C++
 5. Objektorientierte Programmierung
 6. Systemprogrammierung
 7. Netzwerke und Internet
 8. Sicherheit und Datenschutz
 9. Wahlverfahren
 10. Wahlrecht
 11. Wahlverfahren
 12. Wahlrecht
 13. Wahlverfahren
 14. Wahlrecht
 15. Wahlverfahren
 16. Wahlrecht
 17. Wahlverfahren
 18. Wahlrecht
 19. Wahlverfahren
 20. Wahlrecht
 21. Wahlverfahren
 22. Wahlrecht
 23. Wahlverfahren
 24. Wahlrecht
 25. Wahlverfahren
 26. Wahlrecht
 27. Wahlverfahren
 28. Wahlrecht
 29. Wahlverfahren
 30. Wahlrecht
 31. Wahlverfahren
 32. Wahlrecht
 33. Wahlverfahren
 34. Wahlrecht
 35. Wahlverfahren
 36. Wahlrecht
 37. Wahlverfahren
 38. Wahlrecht
 39. Wahlverfahren
 40. Wahlrecht
 41. Wahlverfahren
 42. Wahlrecht
 43. Wahlverfahren
 44. Wahlrecht
 45. Wahlverfahren
 46. Wahlrecht
 47. Wahlverfahren
 48. Wahlrecht
 49. Wahlverfahren
 50. Wahlrecht
 51. Wahlverfahren
 52. Wahlrecht
 53. Wahlverfahren
 54. Wahlrecht
 55. Wahlverfahren
 56. Wahlrecht
 57. Wahlverfahren
 58. Wahlrecht
 59. Wahlverfahren
 60. Wahlrecht
 61. Wahlverfahren
 62. Wahlrecht
 63. Wahlverfahren
 64. Wahlrecht
 65. Wahlverfahren
 66. Wahlrecht
 67. Wahlverfahren
 68. Wahlrecht
 69. Wahlverfahren
 70. Wahlrecht
 71. Wahlverfahren
 72. Wahlrecht
 73. Wahlverfahren
 74. Wahlrecht
 75. Wahlverfahren
 76. Wahlrecht
 77. Wahlverfahren
 78. Wahlrecht
 79. Wahlverfahren
 80. Wahlrecht
 81. Wahlverfahren
 82. Wahlrecht
 83. Wahlverfahren
 84. Wahlrecht
 85. Wahlverfahren
 86. Wahlrecht
 87. Wahlverfahren
 88. Wahlrecht
 89. Wahlverfahren
 90. Wahlrecht
 91. Wahlverfahren
 92. Wahlrecht
 93. Wahlverfahren
 94. Wahlrecht
 95. Wahlverfahren
 96. Wahlrecht
 97. Wahlverfahren
 98. Wahlrecht
 99. Wahlverfahren
 100. Wahlrecht

هكذا من الأحمق

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ENTREPRISE LIÉE À LA CHIMIE
Bien implantée sur ses marchés
Associée à l'industrie internationale
cherche pour

VILLEFRANCHE-SUR-SAONE
30 km NORD DE LYON

CHEF DE FABRICATION

Formation chimique et si possible mécanique.
Avec 30 personnes, il assure un C.A. de 25 millions
F.T., ce qui nécessite une bonne pratique du
commandement.

Connaissances de l'anglais nécessaires.

Envoyer cur. vitae et appointements actuels à :
HAYAS, n° 134, 69635 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE.

ADJOINT au DIRECTEUR
des FABRICATIONS

100.000 F +

Cette importante
société de produc-
tion (métallurgie)
disposant d'un outi-
l'industriel très per-
formant, qu'elle
complète actuellement par l'introduction d'une ges-
tion moderne. Des réorientations nouvelles de res-
ponsabilités en découlent. Ainsi, le Directeur des
fabrications recherche-t-il un ingénieur de
32 ans minimum, qui, en tant que chef d'une
section de montage d'abord, pourra devenir
à court terme son adjoint opérationnel.
une formation grande école, type
ECP, et quelques années
d'expérience des grandes séries,
surtout particulièrement appréciables.
Evolution ultérieure ouverte. Rép.
aux candidats retenus avant le
20 juillet. Adresser S/N° 610,
dossier complet avec réf. et
photo et
photo et

VILLE
LITTORAL

CEIP
Cognat d'Entreprises
La Cugnotte
58270 FLOREUR

Société Française fabricant biens de grande
consommation - 1.800 personnes - C.A. 180 millions
de France - 180 km Est de Paris

INGÉNIEUR

pour poste à créer.

Il aura à sa charge les études relatives à la recher-
che d'utilisations des matériels, matériaux, person-
nels, conduisant à une amélioration des opérations
et de leur coût (implantation, normalisation,
manutention, postes de travail).

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR de forma-
tion mécanique ayant une bonne expérience pra-
tique du travail en usine et le goût des
responsabilités.

Adresser C.V. très complet avec photo et l'indica-
tion de votre rémunération à HAYAS REIMS
N° 6.696, qui transmettra.

50.000 Systèmes de Gestion
Philips dans le monde

PHILIPS

recherche
pour son activité
Ordinateurs de Bureau
et Systèmes

INGÉNIEURS
COMMERCIAUX

possédant plusieurs années
d'expérience de la vente
d'ordinateurs de gestion

Pour la commercialisation
dans son réseau de vente
centres régionaux de :

PARIS - BORDEAUX - LILLE
NANTES

Formation complémentaire
assurée

Envoyer curriculum vitae et photo
sous référence 66376 à

PHILIPS
Division Machines et Equipement de Bureau
40, Avenue Hoche - 75008 PARIS
Tél : 227.05.24

 Data
Systems 



emplois internationaux emplois internationaux

GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT
SPÉCIALISTE DES OPÉRATIONS DE RESTAURATION
DE GRANDE ENVERGURE RECHERCHE D'URGENCE

UN CHEF de PROJET
(Réf. AS 01)

Ingénieur grande école ou équivalent. Capable de prendre en main un important projet logistique (transport, stockage, distribution...). Une formation d'officier IV^e Bureau ou école supérieure du Train serait appréciée.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS-14^e
Déplacements fréquents au Moyen-Orient.

UN ASSISTANT au CHEF de PROJET
(Réf. AS 02)

Ingénieur avec quelques années d'expérience, ayant déjà participé à la mise en œuvre de projets logistiques d'envergure.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS-14^e
Déplacements fréquents au Moyen-Orient.

UN CADRE EXPÉRIMENTÉ
(Réf. ASD)

Responsable sur le terrain de l'organisation et de l'animation des opérations de stockage, transport et distribution.

LIEU DE TRAVAIL : DJEDDAJ
en Arabie Séoudite.

**IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL CONS-
TRUCTEUR DE MOTEURS DIESEL ET ESSENCE -
LEADER DANS SA SPÉCIALITÉ - OFFRE UN
POSTE DE**

**RESPONSABLE
DE ZONE**

AFRIQUE DU NORD ET AFRIQUE FRANCOPHONE
(Côte-d'Ivoire, Bénégai...)

Ce poste implique :

- de poursuivre l'action d'implantation commerciale et de développer les ventes ;
- d'assurer les négociations et de constituer un réseau d'agents et d'importateurs

Le candidat devra disposer :

- d'une formation supérieure et d'une expérience dans ventes moteurs ou matériels industriels.

Résidence en Afrique souhaitable.

REMUNERATION 100.000 F +

Ecrire sous réf. P. 569 AM
4, rue Massenet 75016 PARIS
DISCRETION ABSOLUE



IMPORTANT BUREAU D'ETUDES NATIONAL
recherche pour Côte-d'Ivoire en vue démarrage
différentes études :

3 URBANISTES

- un urbaniste, économiste forma-
tion ingénieur,
3-4 ans d'expérience, libre au 1^{er} octobre 1976.
- un architecte urbaniste,
2 ans d'expérience, libre au 1^{er} janvier 1977.
- un économiste urbain,
5 à 10 ans d'expérience dans études socio-
économiques urbaines dans la zone-monde.
Libres décembre 1976.
- un ingénieur V.R.D.,
3 ans d'expérience dans études assainissement
des grandes zones. Disponible 15 août 1976.
- deux techniciens V.R.D.,
2 ans d'expérience. Disponibles 1^{er} septembre
1976.

Prendre contact ou écrire à M. PIERCE DU SNET,
20, rue Clément-Marot, 75008 PARIS - Tél. 225-77-08
Avant le 18-7-1976.

Recherchons

INGÉNIEUR
AGRICOLE

de préférence connaissant
culture tropicale

pour S.A. commerciale au CA-
MEROU pour diriger départe-
ment vente produits phyto-sani-
taires. Ecrire réf. 1.340 à P.
LICHOU S.A., 10, rue Louvois
75003 Paris Cedex 02 qui trans.

Vente de produits chimiques
industriels et agricoles
S.A. installée à NAKAR rech.

CHEF
DES VENTES

30 ans minimum, connaissant
cette activité ou ayant bonnes
connaissances commerciales.
Expérience africaine souhaitée.
Ecrire sous réf. 1.341 à :
P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois
75003 Paris Cedex 02, qui tr.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE
recherche pour son implantation
aux ANTILLES

**RESPONSABLE
INFORMATIQUE
ET ORGANISATION**

- Expérience sur ordinateur IBM 3 dixques.
- Expérience télétraitement souhaitée mais
non indispensable.
- Connaissance des problèmes bancaires.

Ecrire sous n° 25.997 à PUBLICITE BOGNER
BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris, qui
transmettra.

RIVOIRE & CARRET

recherche pour son USINE DE L'OISE

UN COLLABORATEUR

chargé de L'EXPLOITATION DU MAGASIN
(stockage) et de L'EXPEDITION des
produits finis.

Il devra avoir :

- une solide formation de base technique
(gestion des stocks - manutention)
- de réelles capacités d'organisation et de
méthode
- un sens aigu des relations humaines (l'ap-
titude au commandement étant indispensable :
25 personnes).

Ecrire en envoyant C.V. complet, photo et
prétentions à RIVOIRE & CARRET, relations
du travail, B.P. 518, 13219 Marseille Cedex 01.

TRAVAUX ROUTIERS

Importante Entreprise Lyonnaise
recherche pour son département Routes un


**RESPONSABLE DE LA GESTION
DU PERSONNEL**

ETAM et ouvrier, en position fonctionnelle, il
intervient comme conseil auprès des chefs d'éta-
blissement pour répondre aux questions quoti-
diennes (paies, classification, promotion, droit du
travail...). Il assiste la Direction dans la prépa-
ration des décisions d'orientation générale.

C'est un bon praticien de l'administration et de
la gestion du personnel.

Une expérience des travaux routiers ou des des
T.P. est très recommandée.

Ecrire sous réf. G. 6 à :
COMPETENCES - 66, rue de
la République 69002 LYON.



SI vous cherchez à changer d'environnement.

SI l'Afrique vous tente.

SI vous ne cherchez pas un « job » traditionnel.

SI vous êtes diplômé d'enseignement supérieur.

SI vous avez au moins 2 ans d'expérience pro-
fessionnelle.

SI vous êtes intéressés par la formation et l'in-
tervention en entreprises (relations humaines,
finances, contrôle de gestion).

Adresser votre C.V. manuscrit, accompagné
d'une photo à n° 385 522 M. REYRE-PÉRESSIE,
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e, qui transmettra.

Réponse assurée.

SOCIÉTÉ recherche pour
Afrique Noire Francophone

son CHEF de LABORATOIRE

Cet Ingénieur-Chimiste, responsable du labora-
toire de chimie analytique assurera le suivi
journalier de l'usine de traitement des minerais
par voie hydro-métallurgique.

Une expérience préliminaire de plusieurs années
au sein d'un laboratoire de chimie analytique
est souhaitée.

Une première expérience d'expatriation serait un
avantage, mais n'est pas indispensable.

Age mini. 30 ans. Formation complète, assurée.

Adr. C.V., photo et prêt. à n° 66.291 CONTESSÉ
Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}, qui transm.

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique
dans ses pages d'annonces le lundi et
le mardi.

Cette classification permet aux
sociétés nationales ou internationales
de faire publier pour leur siège ou leurs
établissements situés hors de France
leurs appels d'offres d'emplois.

MARSEILLE

DIRECTEUR TECHNIQUE

Ing. diplômé, formation électricité et mécanique.
Spécialisation industries thermiques
docteur ou docteur par l'entreprise.

Grandes capacités indispensables pour organiser,
animer et contrôler la gestion de plusieurs équipes
en France (avec bureau d'études et de recherches)
et assurer l'expansion de la société.

Cand. man., C.V. et prêt. à SUD MARKETING,
n° 12.100 - 248, av. E. Salengro, 13015 Marseille.

مكتبات الصحف

emplois régionaux

PHILIPS

recherche pour son activité
Ordinateurs de Bureau
et Systèmes

INGENIEURS COMMERCIAUX

possédant plusieurs années
d'expérience de la vente
d'ordinateurs de gestion

Pour la commercialisation
dans son réseau de vente
centres régionaux de :
PARIS - BORDEAUX - LILLE
NANTES

Formation complémentaire
assurée

RIVOIRE & CARRE

UN COLLABORATEUR

chargé de l'exploitation des
matériels et de l'entretien
des machines

TRAVAUX ROUTIERS

**RESPONSABLE DE LA GESTION
DU PERSONNEL**

MARSEILLE

DIRECTEUR TECHNIQUE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

LOCATEL
recherche pour son Siège à Levallois :
**UN ASSISTANT
DÉPARTEMENT ORGANISATION**

LE CANDIDAT :
deve posséder une solide expérience dans le domaine
de l'organisation administrative et une bonne connaissance
de l'informatique (âge minimum 25 ans).

QUALITÉS SOUHAITÉES :
- esprit d'analyse et de synthèse
- précision, ordre et logique
- bons contacts humains.

Envoyer C.V. et prétentions à : LOCATEL
Direction du Personnel
15, rue Barbès - 92304 LEVALLOIS.

**directeur
des ventes
matières plastiques**

130 000 F +
PARIS

La filiale française d'une société multinationale
spécialisée dans la production de matières plas-
tiques recherche un spécialiste du marketing et de la vente de ces produits pour lui
confier la Direction d'une équipe et le déve-
loppement d'une division en pleine croissance.
La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération
actuelle sous la réf. 2501/M (à mentionner sur
l'enveloppe) à Maryse PERCHE responsable
branche Industrielle.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

Chargé d'Études en Organisation

Pour faire face à son développement, une importante société industrielle
(groupe Bouffier Sud-Ouest) recherche un jeune cadre capable de concevoir
et de mettre en place des systèmes d'organisation.

De formation supérieure, le candidat retenu devra maîtriser des systèmes
de gestion et leurs procédures d'application dans tous les domaines.

2 ans d'expérience dans une fonction similaire assortie d'une connaissance
des outils informatiques et d'une connaissance de l'anglais constituent une
base de départ à toutes candidatures.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : n° 6346,
COFAP - 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmet.

**Société banlière Sud 650 personnes
recherche**

CHEF DU PERSONNEL

Expérience indispensable - vacances août assurées

Adm. C.V., photo et prétentions à N° 2129
Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris

digital

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Filiale du 1er Constructeur Mondial de Mini-ordinateurs,
recherche

**INGENIEURS
COMMERCIAUX**
POUR LE MARCHÉ DES LABORATOIRES ET
CENTRES DE RECHERCHE

Si vous êtes dynamique,
Si vous avez :

- UNE FORMATION TECHNIQUE EN ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE
- UNE EXPERIENCE DE VENTE de produits informatiques hardware et/ou software
- une pratique réelle de l'anglais,

Nous pouvons vous offrir :

- un travail intéressant au sein d'une équipe jeune et en crois-
sance rapide, après un stage aux Etats Unis,
- une formation : technique commerciale et de management
- une évolution de carrière à la mesure de vos capacités et de
votre ambition.

Adresser C.V. et photo sous référence LDP4 à :
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Direction du Personnel
18, rue Saurin - Centre SIII - Cliché L. 225 - 94533 RUNGIS
attn : Nelly DESSEIGNE

digital

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL
implanté à NICE**
recherche immédiatement

**CADRE DE GESTION
COMPTABLE**

30 ans minimum
Formation supérieure et comptable

Domains du poste :
Liaison avec les établissements décentralisés pour
la définition et la maintenance des procédures
comptables, le contrôle des opérations réalisées et
l'assistance technique.

Expérience comptable interne appréciée.
Possibilité d'évolution.
Rémunération annuelle de 65.000 F à 80.000 F selon
références.

Envoyer curriculum vitae et photo sous n° 64.309 à
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmet.

Très Important Groupe
International recherche pour
ses directions régionales de
LILLE réf. 832 NANCY réf. 833
STRASBOURG réf. 834
JEUNES DIPLOMES UNIVERSITÉS
Scientifiques, Economiques, Gestion
titulaires d'une MAÎTRISE
(HOMMES ou FEMMES)

ayant décidé de donner à leur carrière une large
ouverture en débutant par une activité de

conseiller de gestion

possédant à un haut degré les qualités suivantes :

- Esprit d'analyse
- Créativité
- Dons de conviction
- Ambition.

Ils ou elles seront chargés de faire évoluer les
moyens de gestion de nos clients.

Rémunération 1ère année : de 55 à 75 000 F
selon formation.
Rémunération 2ème année : de 75 à 125 000 F
selon performances personnelles.

Si vous avez ce profil et si votre proposition vous intéresse, appelez
le service

**Information Carrière
SVP.11.11**

INFORMATION-CARRIERE-
SVP.11.11,
de 9 heures à 18 heures,
il vous donnera personnellement
toutes les informations sur nos
activités et la fonction envisagée
et à convenir pour rencontrer
Préciser la référence choisie.
05, avenue de Valenciennes
75017 PARIS

comex

Leader mondial dans le domaine
des interventions sous-marines

2 300 personnes

Une des Sociétés du groupe souhaite étudier des
candidatures de cadres commerciaux diplômés
H.E.C. ou grandes écoles, parlant anglais, pour le
poste de :

**ADJOINT AU
DIRECTEUR COMMERCIAL**

Il sera chargé de la prospection et des négociations
auprès des sociétés internationales spécialisées dans
le domaine des travaux offshore.

Ca poste nécessite une expérience dans une société
d'exportation de produits industriels lourds.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous référence :
1.76/31 HP à :

COMEX
Service Recrutement
13275 MARSEILLE CEDEX 2

L'UN DES PREMIERS GROUPES
CHIMIQUES FRANÇAIS recherche
pour ses USINES et CENTRES de
RECHERCHES du NORD et du
PAS-DE-CALAIS

Ingénieur électricien

ayant impérativement de 4 à 5 années
d'expérience en entretien électromé-
canique ou en construction de gros
matériel. Diplômés Grandes Ecoles :
E.S.E. - I.E.G. - I.D.N. - A.M. ou
formations équivalentes.

Poste à pourvoir : Responsable du
Service Electrique (exploitation de
réseau, entretien courants forts et
courants faibles, entretien matériel élec-
tromécanique, et travaux courants).

Les conditions sont très intéressantes.
La taille de l'entreprise et son dévelop-
pement impliquant de très bonnes pos-
sibilités de carrière.

Envoyer C.V. et photo sous réf. CERA
(à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

MF

l'un des premiers constructeurs
mondiaux de matériel agricole
recherche pour son unité de production de
MARQUETTE-LEZ-LILLE
(3000 personnes)

**ingénieur
chef de service
ordonnancement**

Les responsabilités ?
- une équipe de 100 personnes à diriger,
une structure à faire vivre et à adapter à
l'évolution des systèmes de fabrication
et au lancement des nouveaux matériels ;
- un système de gestion de production inté-
gré à utiliser et à améliorer à moyen terme ;
- le montage et la fabrication des pièces
(mécanismes-batteries, presse-ramasseuses,
etc.) à assurer grâce à la coordination entre
les différents secteurs de l'usine.

L'homme ?
Un praticien d'usine qui possède une expérience
de plusieurs années dans l'ordonnancement -
lancement petites séries.

**RESPONSABLE
AGENCE DE LYON
+ 70.000 F/AN**

Un important fabricant français de biens d'équi-
pement, placé parmi les leaders de sa profession,
recherche :

**UN RESPONSABLE
POUR SON AGENCE DE LYON**

Ce poste conviendrait à un cadre commercial de
formation supérieure (B.S.C. ou similaire), ayant
quelques années d'expérience de la vente.

Il aura pour mission :

- de contribuer à l'élaboration du marché de la région ;
- d'assurer une équipe de vendeurs ;
- de développer la clientèle.

Les perspectives de développement de la profession,
de la Société et de l'Agence permettent d'envisager
un évolution intéressante de la fonction.

Adresser C.V. et photo à réf. 3322 à P. LICHOU S.A.,
10, rue Lavoisier, 75003 Paris Cedex 05, qui transmet.

**GROUPE
pêcheurs
de France**

2ème CONSERVEUR FRANÇAIS DE
POISSON
recherche dans le cadre du renforcement
de ses structures

**DIRECTEUR
DE PRODUCTION
ET SON ADJOINT**

chargés d'assurer la direction des usines méro-
politaines : programmation, ordonnancement,
suivi quantitatif et qualitatif des fabrications,
budgets, investissements.
Ils seront associés à la mise en place de la
nouvelle organisation.

Le 1er poste exige de très solides connaissances
techniques et 5 à 8 ans d'expérience de la
conservation de poisson.

Le 2ème poste pourrait convenir à un chef de
fabrication expérimenté.

RESIDENCE : CONCARNEAU.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et
prétentions à J. TROALEN -
PÊCHEURS DE FRANCE
B.P. 1 - 29128 TREGUNC.

contrôler

La filiale française d'un Groupe anglo-saxon crée
le poste de Contrôleur pour répondre aux besoins
de son expansion sur le marché de biens
durables de grande consommation.

La mission sera de développer les systèmes de
contrôle et d'analyser la Direction Générale dans
la gestion de la Société :
- comptabilité générale et d'analyse - Trésorerie
- Informations de gestion (Reporting).

Le poste s'adresse à un jeune diplômé d'Écon-
omie Supérieure, expérimenté en comptabilité in-
dustrielle et ayant assumé des responsabilités
fonctionnelles. L'expérience du Reporting est très
souhaitable ; l'anglais est indispensable.

La rémunération serait de l'ordre de 130 000 F.
Résidence région de Toulon.

Envoyer sous référence 4642/M à I.C.A. qui trans-
mettra à un Consultant garantissant réponse et
confidentialité.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

Massey Ferguson
Transmetteur CV dét. et prêt à P. BIARD
sous réf. PB/50, 22, avenue Galliéni,
92350-LE PLESSIS-ROBINSON.

**IMPORTANTES SOCIÉTÉS ÉLÉKINE EXPANSION
recherche**

DIRECTEURS RÉGIONAUX
120 - 150.000 F
NANCY - BORDEAUX - POITIERS - LYON

CHEFS D'AGENCE
150.000 F
CAEN - STRASBOURG - PAU

Expériences antérieures
- Commercial + Gestion ;
- Responsable ou Adjoint à Responsable d'une
Unité Autonome.

Cadre de travail :
- Responsabilité complète de la conduite
d'unité de Gestion : de 10 à 35 MP, de C.A.
- Rémunération fixe + Intéressement aux
résultats ;
- Participation à la définition de la Politique
de la Société ;
- Assistance Technique des Services du Siège ;
- Possibilité d'évolution intéressante.

COGEC Lettre et C.V. manuscrites + photo et
rémunération actuelle. Référence BP 1530
4, rue Porte-Basse - 33000 BORDEAUX

**directeur
administratif**

90 000
POITIERS

Société Industrielle, réalisant 2/3 de son chiffre
d'affaires à l'exportation étirée sa structure et
veut confier à un homme âgé de 30 ans minimum
les fonctions suivantes :

- organisation administrative,
- contrôle et coordination des services adminis-
tration des ventes, personnel, comptabilité et
achats.

Pour réussir, il faut une formation supérieure de
type DECS, la pratique de l'anglais et une ex-
périence similaire acquise dans une P.M.E.

Ce poste, appelé à grandir rapidement avec
l'entreprise nécessite une personnalité de premier
plan.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération
actuelle sous la référence 2599/M (à mentionner
sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

Nous prions
instantanément nos
annonceurs d'avoir
l'obligeance de ré-
pondre à toutes les
lettres qu'ils reçoivent
et de restituer
aux intéressés les
documents qui leur
ont été confiés.

**CADRE COMMERCIAL
DE HAUT NIVEAU**

qui saura intégrer dans une
équipe jeune, pour assurer notre
développement commercial.
A***EL, BP 151, 33004 Fougères.

**SOCIÉTÉ DE SERVICES
EN INFORMATIQUE**
recherche un jeune
INGÉNIEUR COMMERCIAL
diplômé Ecole de commerce,
expériences de négociateur indus-
triel de travail : LILLE
Champ d'activité national.
Ecrire SÉGIN, Zone Industrielle,
59113 SECLIN.

FIILALE STÉ U.S.
300 PERS. C.A. 100 MF

Cette société Industrielle en
développement rapide recher-
che pour son usine de
NORMANDIE
(100 km de PARIS)

**RESPONSABLE
Comptabilité
industrielle**

Dépendant du D.F. (Service
3 pers.) : COMPT. ANALYTI-
QUE (prix standards).
- Ordonnancement factures
- Suivi dépenses usines, com-
pta budgétaire.
- Suivi investissements-ama-
tissements.
- Mise en place traitement
informatique.

- Expérience comptabilité in-
dustrielle informatisée (2-3
ans) sinon préalable.
- ANGLAIS fluide, le cas
échéant à améliorer.

Lettre manuscrite, C.V. détaillée,
saletre et photo sa réf. 3335 à
SC sélection conseil
1, rue de la République - 92000 NANTERRE

offres d'emploi

Honeywell

HE NETWORK INFORMATION SERVICES
premier distributeur en Europe
de Services Time-Sharing
recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Chargés de la promotion et de la vente des services et des produits de la Société sur un marché en expansion.
De formation supérieure commerciale ou technique, ayant une bonne connaissance de la langue anglaise et l'expérience de la vente de services ou de l'informatique.
(Référence A)

INGÉNIEURS D'APPLICATIONS

Participent au développement des applications chez les utilisateurs de tous secteurs professionnels, en les consultant sur la conception et les assistant pour la réalisation.
De formation supérieure technique ou commerciale, ayant une bonne connaissance de la langue anglaise. L'expérience antérieure sera appréciée.

Les postes pour ces deux catégories sont à pourvoir le 1^{er} octobre 1976 tant à PARIS qu'en province. Un stage de formation aux services et techniques du Time-Sharing sera organisé dans les locaux de la Société.
(Référence B)

INGÉNIEUR INFORMATICIEN ou équivalent

Ayant une bonne expérience du TSO sous OS, connaissant TSO ainsi que les langages, les utilitaires et la gestion de fichier. Une bonne connaissance des applications serait appréciée.

La poste demande également :
— la goût des contacts en clientèle (comme consultant) ;
— des aptitudes pédagogiques ;
— la capacité de travailler dans une équipe pluridisciplinaire.
(Référence C)

RESPONSABLE TÉLÉ- COMMUNICATIONS

Connaissant les techniques et pratiques des problèmes liés aux transmissions de données et au télétraitement, ayant une bonne connaissance de l'anglais, un bon contact humain et le sens des responsabilités.
Ce poste nécessiterait quelques déplacements en province, conviendrait à un technicien confirmé ou à un ingénieur ayant 1 ou 2 années d'expérience.
(Référence D)

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à : M. R. NOBLE, Directeur du Personnel, France HS N.I.S., Tour Atlantique, Cedex 8, 92000 PARIS LA DÉFENSE.

offres d'emploi

ONO - PRÈS RAMBOUILLET

SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION DE MATIÈRES PLASTIQUES TRÈS DYNAMIQUE - FORTE EXPANSION DEPUIS SA CRÉATION - 240 PERSONNES - C.A. CONSOLIDE 100 MILLIONS ÉTOFFE SES STRUCTURES ET RECHERCHE

COLLABORATEUR COMMERCIAL HAUT NIVEAU

HEC, ESSEC ou équivalent, ayant au moins 5 ans d'expérience ventes produits industriels.

Connaissance approfondie de l'anglais et qualités d'animateur et d'esprit d'équipe. Rattaché au Directeur Commercial, il aura dans un premier temps, la responsabilité de la commercialisation des produits sur la France (participation à l'élaboration des objectifs, animation des ventes, administration des commandes, lancement des produits nouveaux).

La réussite dans cette fonction lui permettra de prendre dans un délai assez court la responsabilité de l'ensemble des services commerciaux.

Ecrire sous réf. RE 570 ADL
4, rue Massenet, 75006 PARIS.
DISCRETION ABSOLUE.

etap

CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES

L'UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS FRANÇAISES D'ENTREPRISE GÉNÉRALE

spécialisée dans la construction d'ensembles industriels à l'étranger, recherche, pour étoffer son service comptable des :

CADRES COMPTABLES

Basés à PARIS, ils devront assurer l'animation et la supervision des équipes comptables des chantiers.

On demande : Une formation supérieure (D.E.C.S. et certificat supérieur de révision) une expérience d'audit et une bonne pratique de l'anglais. Déplacements de courte durée.

Envoyer C.V., manuscrit Photo et prétentions sous réf. CO 53 à :

CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES
Service Recrutement des Cadres
TOUR GAN CEDEX 13
92082 PARIS LA DÉFENSE

offres d'emploi

NOUS SOMMES UN GROUPE INDUSTRIEL EXPLOITANT DES CARRIÈRES ET VENDANT DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION (siège à Paris). Notre Directeur général cherche pour l'assister un

ingénieur, chef de produit

A 28 ans minimum, sa formation, ingénieur ou école commerciale, et son expérience de gestionnaire et d'homme de chantiers acquise dans les mines, le bâtiment ou les TP, lui permettent :

- d'assister les chefs de région pour une meilleure exploitation : extraction, traitement, stockage, transport, etc. ;
- d'assurer la gestion centralisée, budgets et CE prévisionnels ;
- d'étudier et d'analyser la demande des clients et de proposer des diversifications ou des produits de remplacement.

Cette fonction est un tremplin vers un poste de directeur de région.

Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 3032 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

TRES IMPORTANT
GROUPE FRANCAIS
AYANT IMPLANTATIONS
INTERNATIONALES
recherche

INSPECTEURS COMPTABLES

FORMATION GRANDE ECOLE OU
DIPLOMES DECS
ayant déjà une première expérience professionnelle.

Ils seront responsables du contrôle comptable ainsi que de la définition et de la mise en place des procédures. Ils agiront en outre comme conseil en matière juridique, financière et fiscale auprès des différentes agences et filiales françaises du groupe.

Bureau Quartier Défense mais disponibilité indispensable pour déplacements de courte durée en France.

Adresser C.V. et prét.
sous réf. 122 F 007
30, rue de Mogador
75009 PARIS

Centre de
Psychologie
Appliquée

Cours privé enseignement secondaire et supérieur Paris nord, professeurs sciences physiques dont 2 niveaux CAPES pr 2^e cycle + 2 années classes préparatoires mathématiques supérieures, biologie, Agr. C.V. et prét. pr T 09012. Réta Presse, 85 bis, r. Réaumur, 2^e

offres d'emploi

III HARBRIDGE HOUSE

NOUS SOMMES UN CABINET DE CONSEIL INTERNATIONAL créé il y a vingt-cinq ans à Boston par des professeurs de la Harvard Business School. Le développement de nos activités en France nous amène à rechercher pour notre Bureau de Paris :

UN CONSULTANT SENIOR

- 35 ans environ.
- Formation supérieure française complétée par une business school européenne ou américaine.
- Spécialisation dans le domaine de la planification stratégique.
- Parfaite maîtrise de l'anglais et si possible une troisième langue européenne.

DEUX CONSULTANTS

- 30 ans environ.
- Formation supérieure française complétée par une business school européenne ou américaine.
- Spécialisation dans l'un des trois domaines suivants :
— Finance et contrôle de gestion.
— Perfectionnement des cadres de direction.
— Gestion des stocks et des approvisionnements.
- Parfaite maîtrise de l'anglais.

NOUS PROPOSONS :

- une intégration au sein d'une équipe de travail multinationale ;
- une excellente rémunération ;
- la possibilité de participer à l'expansion du groupe.

Adresser une lettre manuscrite et un curr. vitae, à :
Madame Weynen - Responsable du personnel,
HARBRIDGE HOUSE FRANCE,
28, avenue de Messine - 75008 PARIS.

— Vous êtes jeune, dynamique, minimum 25 ans.
— Vous connaissez le marketing et avez des notions de langue allemande.
Nous offrons SITUATION STABLE ET D'AVENIR.

ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

— Dans société française représentant FIRMES ÉTRANGÈRES 1^{er} PLAN en machines-outils-outils de coupe-appareils et machines de métrologie dimensionnelles.
— Organisation commerciale et technique couvrant la France entière.
Ecrire avec C.V. + photo sous réf. 3300 à :

31 Bd BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

DIRECTION DES ACHATS 120000

PRET A PORTER ACCESSOIRES HOMMES

Une prestigieuse Société, mondialement connue dans le domaine de la haute couture, recherche un acheteur qui aura la responsabilité de la collection prêt à porter masculin, vis à vis d'un grand couturier et sera chargé des relations avec les fabricants en ce qui concerne les achats, l'ordonnement, la qualité et la conformité des produits proposés à la clientèle.

Une expérience de plusieurs années, par exemple en centrale d'achats, dans un rayon prêt à porter homme ou dans une maison de couture est nécessaire.

Il est d'autre part indispensable d'avoir une connaissance technique approfondie des textiles acquise chez un fabricant de prêt à porter masculin.

La fait d'être bilingue français/anglais serait apprécié.

Le poste nécessite des déplacements en France et à l'étranger.

Pour de plus amples informations, nous vous prions d'adresser votre C.V. accompagné d'une photo à Gilles Cornabé - 15 rue Saint-Joseph 75002 Paris qui nous transmettra votre courrier.

BENDIX POIDS LOURDS

Division D.B.A.

recherche pour son usine de DRANCY (93)
(effectif 1.000 personnes)

DIRECTEUR D'USINE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE + GESTION

Dépendant du Directeur de Production qui assurait cette fonction, il sera chargé de la fabrication des équipements autos et poids lourds (mécanique, hydraulique, pneumatique), emboutissage, usinage mécanique, T.T. et T.S., montage de la production, de la gestion, du contrôle, de l'entretien général et du personnel.

Ecrire exclusivement à la Direction des Affaires Sociales de la Division B.P.L.-D.B.A., 126, route de Stalingrad, (93) DRANCY. Discretion absolue assurée.

ICL FRANCE
Filiale du principal constructeur britannique d'ORDINATEURS recrute

12 INSPECTEURS de MAINTENANCE

DEBUTANTS (niveau B.T. ou F.P.A.)

ou EXPERIMENTES sur grands systèmes.

— postes à pourvoir à Paris et en Province

— date de disponibilité 16 Août 1976

— anglais apprécié.

Adresser lettre précisant prétentions et lieu souhaité d'affectation avec curriculum-vitae à :

MARC DELOEP - ICL FRANCE
Division Maintenance
45bis, rue des Boulets - 75011 PARIS

ICL

CADRE ORGANISATION

pour notre

DÉPARTEMENT FINANCIER

chargé en particulier :

- de l'analyse des circuits d'information des procédures existantes ;
- de la conception et la mise en place de nouveaux systèmes de traitements (automatisés ou non) et méthodes de travail ;
- de la formation des utilisateurs.

Une expérience comptable ou d'organisation comptable de plusieurs années est nécessaire. Langue anglaise souhaitée.

Nous sommes filiale d'une puissante société industrielle internationale.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à : n° 6.847,
COFAP - 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

SECRETAIRE GENERAL

appelé à prendre d'autres responsabilités dans le Groupe.

Il assistera le Directeur composé de professionnels jeunes et opérationnels et sera particulièrement chargé :

- D'animer le contrôle de gestion et les procédures budgétaires ;
- De préparer et de mettre en œuvre la politique financière ;
- De coordonner le Groupe aux plans administratif et juridique ;
- De remplir des missions de développement pour le compte de la Direction du Groupe, telles que évaluation de sociétés, négociations.

Après deux ans consacrés à cette fonction, il poursuivra sa carrière au sein du Groupe et exercera des responsabilités accrues (marketing, direction de filiales...). Le candidat sera un homme jeune (25 ans minimum) de formation très solide, de type HEC, ESSEC, INRA, INSEAD, voire ingénieur + diplôme de gestion.

Il aura eu une première expérience d'au moins 3 ou 4 années dans les domaines administratif, comptable et financier. Il aura prouvé ses compétences à résoudre des problèmes nombreux, difficiles, parfois subalternes ou délicats, non pour les relations humaines et sa capacité à organiser son temps.

La rémunération sera en rapport avec les compétences et les qualités : elle comprendra un intéressement important. Nous devons nous décider rapidement. Le job est divers, formateur et passionnant. Vous serez reçu par votre prédécesseur.

Les dossiers de candidature comprennent curriculum vitae détaillé, prétentions et photo devront être adressés au : n° 6.888, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmettra.

directeur de département

PRET A PORTER ENFANT - PARIS

Notre marque jouit d'un grand prestige à l'échelle nationale et internationale. Nous avons la possibilité de créer un département destiné à l'enfant et recherchons l'homme capable de le diriger.

Sa mission : Définition de la politique commerciale en liaison avec la Direction, élaboration du plan de collection, recrutement et animation de la force de vente (France et Export), contrôle de l'administration des ventes.

Ce poste conviendrait à une personnalité de premier plan, connaissant bien le marché de l'enfant et justifiant déjà d'une expérience d'animation d'un département dans le secteur de l'habillement.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2600/M (à mentionner sur l'envoi).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

serete
L'un des meilleurs services français d'ingénierie, recherche et développement.

TRADUCTEUR TECHNIQUE français-anglais, à mi-temps

de langue maternelle anglaise, possédant une solide expérience de traduction en Génie Industriel, Génie Civil, Bâtiment, Etudes économiques.

Les candidats intéressés doivent adresser leur dossier sous référence : n° 1000, à : M. COMBY-SERETE, 75, rue de Valenciennes, 75015 PARIS CEDEX 12.

Compagnie Européenne de Publication recherche pour son département

ÉDITION DE LIVRES

en expansion, jeune collaborateur ayant très bonne connaissance de la langue française, et expert fabric livres (notation copie, maquettes, planning...)

Env. C.V. manuscrit, avec prétent. à : C.E.P. - M. VIGIER, 17, rue d'Uzès, 75002 PARIS.

مكثان الأهل

offres d'emploi

HARRIDGE HOUSE

UN CONSULTANT SENIOR

DEUX CONSULTANTS

ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

DES ACHATS 12000

POIDS LOURDS

TEUR D'USINE

GRANDE ÉVALUATION

SPECTEURS

NTENANCE

offres d'emploi

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT PUBLIC
Coordonnant l'activité de centres informatiques régionaux recherche un

INGENIEUR INFORMATICIEN

de formation grande école, âgé d'un mois 29 ans, ayant au minimum 5 années de pratique professionnelle.

Cet ingénieur sera chargé :

- de superviser la bonne utilisation des configurations (de constructeurs différents) implantées dans les centres régionaux
- de mener les études destinées à définir les configurations des nouveaux centres à implémenter
- de participer à des missions de contrôle portant sur l'efficacité globale de la mise en œuvre de l'informatique.

L'affectation sera PARIS avec de fréquents déplacements en Province.

Le candidat devra justifier d'une expérience adéquate au niveau de la direction de l'exploitation d'une configuration importante, d'une bonne connaissance des systèmes d'exploitation, et d'une pratique des choix de configuration en fonction des applications à traiter.

La participation éventuelle du candidat à des fonctions de chef de projet sera appréciée.

Il devra enfin, ce qui est essentiel, avoir d'excellentes qualités relationnelles, et ne jamais oublier que sa technique — et donc lui-même — sont au service des utilisateurs.

Rémunération minimale : 115.000 francs, selon diplômes et expérience antérieure. Possibilité de détachement pour commandement fonctionnaire.

adresser C.V. manuscrit n° 1536 à

PL. Pierre Lichon 10, rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra

offres d'emploi

responsable export

100 000 F / AN

Société française multinationale, leader de sa branche, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de fournitures de bureau, recherche un responsable export ayant une formation commerciale de base et une spécialisation dans le commerce extérieur complétée par une expérience d'environ 5 ans à l'exportation.

Agé d'au moins 30 ans, bilingue français - anglais (+ allemand ou espagnol si possible), ce cadre devra prendre en charge les marchés des pays africains et sud-américains pour répondre des affaires, étudier les opportunités d'implantation d'unités de production sur place et assurer la coordination entre le Siège et les Administrations autochtones.

Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2598/M (à mentionner sur l'enveloppe) Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue DANTON 75003 PARIS CÉDEX 03

offres d'emploi

FIRME FRANÇAISE MATÉRIELS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES PROFESSIONNELS PARIS RECHERCHE

DIRECTEUR COMMERCIAL

Il s'agit d'un poste important qui peut convenir à :

INGÉNIEUR DIPLOMÉ E.S.E., I.E.G. OU ÉCOLE MÊME NIVEAU, AYANT DIX ANS MINIMUM EXPÉRIENCE TECHNIQUE RÉSEAUX ET MACHINES HAUTE TENSION, ACQUISSE SERVICE SPÉCIALISÉ D'UN ENGINEERING OU D'UN CONSTRUCTEUR.

Dynamisme indispensable pour animer équipes technico-commerciales solidement structurées France et étranger. Langues anglaises.

LE TRAITEMENT NE SERA PAS INFÉRIEUR À 120.000 F.

Envoyer sous réf. DE 541 CM, 4, rue Massenet, 75006 PARIS. DISCRETION ABSOLUE.

etap

offres d'emploi

vallourec
1er transformateur d'acier en France

Economiste

de formation Sciences Economiques, option ECONOMETRIE, possédant au moins un an d'expérience dans un service de Prévisions. Des connaissances en informatique, en allemand et anglais seraient très appréciées.

Ce poste situé à Paris est rattaché au responsable du Service PREVISIONS ECONOMIQUES.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à Mme. Verrière réf. 20 - 76 B.

vallourec 7, Place du Chancelier Adenauer 75116 PARIS.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
recherche pour PARIS

UN CADRE
TECHNICO-COMMERCIAL

MISSION :

- Sous la direction du Chef du Service Commercial dans une zone géographique donnée, prévoir et conduire les actions nécessaires à l'obtention de commandes d'unités de produits chimiques et divers.

PROFIL :

- Ingénieur diplômé d'une École de Chimie ou Cadre Commercial diplômé ayant expérience dans ce domaine.
- Anglais courant indispensable.
- Espagnol apprécié.
- Expérience souhaitée dans la vente ou la réalisation de contrats d'ingénierie à l'exportation.

Adm. C.V. sous numéro 65394, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS - CEDEX 01.

offres d'emploi

jeune manager
PREMIER PLAN

Le Président d'une Société Industrielle détient une part importante de son marché en équipement pour automobile, cherche à s'adjointre une personnalité de premier plan intéressée par les problèmes de développement et ayant une expérience marketing à un niveau de Direction Générale.

Il prendra rapidement en main la politique commerciale et aura suffisamment d'autorité et de capacité pour envisager un développement important de sa carrière dans les 10 ans à venir.

Profil : Diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, Centrale, Mines, Sup'Aéro) et si possible école d'application (INSEAD, AGA...), ayant expérience d'application de quelques années.

Pour postuler, envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant préférences sous réf. M 511250 au :

CABINET ALAIN H. PRENANT
20, avenue Talma - 75002 Paris

offres d'emploi

AFFILIATED FM
INSURANCE COMPANY

Une importante compagnie d'assurances américaine, en rapide expansion, spécialisée dans les risques industriels, propose un poste d'

INGÉNIEUR
« BRIS DE MACHINES »

au sein du département engineering de sa succursale européenne, basée à PARIS

- Salaires intéressants.
- Voiture de société (utilisables pour les besoins personnels).
- Large possibilité de promotion.

Critères impératifs :

- Diplôme d'une école orientée vers la mécanique et l'électricité.
- Bonne expérience (5 à 10 ans) dans le domaine du matériel industriel (installation, entretien, réparation, etc.).

Très bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé.

— Entrée en fonction dès que possible.

Le candidat retenu recevra une formation complémentaire au cours de deux étapes : un à deux mois en Allemagne, et deux à trois mois aux U.S.A.

Adresser C.V. en anglais sous mention « personnel et confidentiel » au Directeur du Personnel AFFILIATED FM INSURANCE COMPANY, 70, rue de Mirusmil, 75006 PARIS, téléphone 52-91-50.

ROCHE

ROCHE BIOELECTRONIQUE
recherche

pour la réalisation de systèmes "temps réel" d'informatique médicale

JEUNE INGENIEUR

ISEP, ISEN ou équivalent

Adresser C.V. et rémunération souhaitée au Service du Personnel - 16/18 av. de l'Europe 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

MF

CONSTRUCTEUR MONDIAL DE MATERIEL AGRICOLE, leader sur le marché français (6400 personnes) recherche pour son

département informatique équipé d'un IBM 370/158 sous OS/VS

ingénieur-analyste

responsable de projets, chargé du développement des nouveaux systèmes.

L'HOMME ?

- Il est diplômé grandes écoles (Centrale, A et M, HEC ou équivalent).
- Il a une expérience d'au moins 3 ans dans la direction et la réalisation de projets informatiques importants.
- Il est capable d'encadrer sur le plan technique des analystes et programmeurs qui dépendront de lui.
- Une connaissance de l'anglais est souhaitable.

La dimension du groupe offre des perspectives de carrière intéressantes.

CENTI
recrute

INGÉNIEUR
ANALYSTES-PROGRAMMEURS

1 an d'expérience sur matériel MITRA 15

Rémunération intéressante

Lieu de travail : Proche banlieue OUEST

Libres rapidement

Adresser C.V. détaillé et prétentions CENTI, 128, rue de Reims, 75006 PARIS.

Il sera répondu à toutes les candidatures correspondant au profil retenu.

INGÉNIEUR ECP AM

À 35 ans, vous avez acquis LA DIMENSION INDUSTRIELLE LOURDE dans l'étude, la vente, la mise en route de biens d'équipements industriels, après un début de carrière en fabrication.

Vous pouvez vous intégrer à une équipe légère de direction comme

chef du département gros matériel

puis en cas de réussite, évoluer vers un poste de direction. Nous sommes à Paris (avec deux usines en province), un fabricant de matériel mécanique faisant environ 20 MF de CA.

Écrire à G. BARDOU sr réf. 3073 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE - PARIS - OFFRE A

INGÉNIEUR MINES, T.P.
SITUATION INTERESSANTE ET ÉVOLUTIVE DE

CHEF DE PRODUITS

CE POSTE IMPLIQUE :

- un rôle d'encadrement d'ingénieurs et techniciens assurant une activité de vente de services
- une fonction de chef de produits concernant le suivi et le développement de produits
- une expérience 5 ans minimum, branche T.P. ou Mines (conn. concurrentielles techniques appréciées).

TRAITEMENT 110.000 FRANCS.

Envoyer sous réf. FM 543 AM, 4, rue Massenet, 75006 PARIS. DISCRETION ABSOLUE.

etap

Massey Ferguson

Envoyer CV dét. et prêt. à Ph. BIARD sous réf. FBA/22, avenue Gellée, 92350-LE PLESSIS-ROBINSON.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE
RECHERCHE

Pour son service du contentieux

UN CADRE

LE CANDIDAT DEVRA :

- posséder une très bonne expérience dans le domaine de la procédure, notamment commerciale
- être licencié du Docteur en droit privé.

Une connaissance des techniques et opérations bancaires sera appréciée.

IL LUI SERA PROPOSÉ :

- de participer à la mise au point de dossiers contentieux importants
- d'assurer les relations avec les Directions de l'établissement et les organismes professionnels
- une rémunération en fonction de l'expérience acquise
- une situation stable offrant de réelles possibilités d'avancer.

Écrire avec C.V. et prêt. réf. 71714 B

17, rue du Docteur Lebel 92400 VINCENNES qui trans.

Importante Société de Travaux Publics recherche pour région parisienne, avec éventuelle affectation future à poste chantiers, agences ou filiales à l'étranger.

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Niveau ingénieur ou cadre administratif ayant bonne connaissance de la comptabilité.

Connaissances en anglais nécessaires.

Adresser C.V. et prêt. sous n° 66.833, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmettra.

Importante Société Alimentaire
recherche le

directeur
d'une de ses filiales de distribution

CA 150 millions

Le candidat âgé de 35 ans minimum, devra justifier d'une bonne expérience de la vente d'au moins 10 ans sur le terrain (même secteur ou produits de Grande Consommation).

Il devra en temps que Directeur participer à la mise au point des plans de vente annuels, assurer la charge de l'exploitation avec les contrôles nécessaires (chefs de vente, inspecteurs, livreurs).

Enthousiaste et d'un bon rayonnement, il sera l'élément moteur. En outre, il sera responsable de la rentabilité des opérations et des résultats.

Lieu de travail : région parisienne.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf. 502/M 25, rue du Renard - 75004 Paris

PROSSEL International
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

SOCIÉTÉ DE TRADING INTERNATIONAL
recherche

pour ses départements produits chimiques et plastiques

1 - INGÉNIEUR AGRONOME
Formation chimiste

2 - INGÉNIEUR MATIÈRES PLASTIQUES

Ayant plusieurs années d'expérience dans la vente ainsi qu'une excellente connaissance du marché.

Envoyer avec C.V. et prétentions, n° 7.053, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, Paris-8.

SOCIÉTÉ FABRIQUANT PRODUITS GRANDE CONSOMMATION
LEADER MARQUE COMMUNE

recherche pour son

SERVICES ÉTUDES COMMERCIALES
UN CHARGÉ D'ÉTUDES

Pour :

- Réaliser études de marchés de distribution et de concurrence
- effectuer travaux d'analyses statistiques et C.R. de synthèse
- Participer aux décisions d'exploitation de ces travaux
- Participer à l'élaboration des nouveaux produits et à leur modification.

Poste permet. évolut. au sein structure marketing H.B.O. - E.S.S.E.O. - E.S.C.

Minimum : 24 ans.

Ayant expérience études Marketing. Anglais nécessaire - Allemand souhaité. Région parisienne.

Env. C.V. manuscrit, photo et prêt. sous n° 423 à SWERTE, R.P. 200 - 75024 PARIS CEDEX 02.

Société appartenant à un groupe d'Engineering,

notre activité est orientée vers le pilotage et la coordination de chantiers dans le domaine du bâtiment, nous recherchons dans le cadre de notre développement et de l'implantation régionale notre

directeur

Paris 100.000 + +

Agé de 30 ans minimum, vous avez une formation Grande École (Centrale, T.P., Ponts), vous possédez une solide expérience technique et des introductions dans le milieu bâtiment. Nous vous confions la supervision des agences, la direction technique des chantiers qui coordonnent les chantiers, la Direction Commerciale comportant des contacts à haut niveau auprès des clients maîtres d'ouvrage. Si vous êtes intéressé, adressez CV + photo + rém. + réf. A/5007 à Mme. Sigot, réponse et discrétion assurées.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recrute

INGÉNIEUR-ANALYSTE

Pratique 370 en OS M.V.T. connaissances approfondies de TSO Assembleur Cobol

Adresser curr. vitas avec prétentions, n° 66.854, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, PARIS (1^{er}), qui tr.

CITIBANK N.A.
recherche pour l'une de ses filiales à Paris spécialisée dans le crédit IMMOBILIER

UN JEUNE CADRE DE GESTION

- Une formation enseignement supérieur (niveau DECS) :
- Une expérience confirmée (3 ans) en comptabilité ou audit de grande Société Multinationale
- Une très bonne connaissance de la langue anglaise constituant les critères de ce recrutement pour un poste qui recouvre :
 - la gestion comptable,
 - le contrôle interne de la société.

Lettre + curriculum vitae à Citibank/Personnel, 80, Champs-Élysées, PARIS (8^e).

RELIGION

Dans un livre-interview

Mgr Elchinger donne sa mesure de combattant de la foi

Les milieux ecclésiastiques ont souvent la dent dure : on y entend par exemple volontiers dire que l'épiscopat français manque de personnalité. Un tel jugement en tout cas ne saurait s'appliquer à Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg, qui donne depuis plusieurs années des preuves de caractère ou du moins d'indépendance d'esprit à l'égard de ses pairs et même de Rome.

Mgr Elchinger est difficile à classer et il semble mettre une certaine complaisance à dérouter. Alsacien de souche, il a un penchant pour l'autorité, il aime passionnément travailler et il éprouve une méfiance instinctive à l'égard de la souche et plus généralement de tous ceux qui tentent d'exploiter la religion à des fins politiques : ce qui, chacun le sait, est une arme à double tranchant.

Grâce au livre chaleureux, dense et suggestif, *La Liberté d'un évêque*, qui vient de paraître, le profil de Mgr Elchinger et ses multiples activités apparaissent dans tous leur relief. Non sans réticence — un brin de coquetterie — le prélat s'est laissé interviewer par Michèle Léonard, rédacteur en chef de l'*Echo de notre temps*. Ce n'est pas si souvent qu'un évêque confesse un évêque ! Service par ses connaissances, son amour du métier et son intuition féminine, celle-ci a su pousser la responsable du diocèse de Strasbourg dans ses retranchements, lui faisant ainsi dire des choses qu'il aurait volontiers tues. Mgr Elchinger est un évêque concordataire. Ce qui veut dire qu'il est nommé par le président de la République, qu'il touche un traitement de haut fonctionnaire et qu'il est tenu de prêter dans sa cathédrale pour la République et pour ceux qui

sont responsables — du bien commun —. Rien n'agace plus l'évêque de Strasbourg que si l'on insinue que sa liberté s'en trouve entravée. Il fournit aussitôt cent preuves du contraire et se donne beaucoup de mal pour convaincre son interlocuteur. Pourtant, il reconnaît volontiers : « Je ne peux admettre que des chrétiens soient, par principe, méfiants vis-à-vis des hommes responsables de l'Etat. »

Cela ne veut pas dire que l'évêque se sente solidaire des choix politiques du gouvernement. Georges Pompidou disait à lui : « C'est dommage qu'il ne partage pas nos options politiques. » Mgr Elchinger déplore la « marginalisation » de certains éléments de l'Eglise, il parle à ce sujet de « l'inculturation ». Mais il défend la formule des prêtres-ouvriers et appelle l'abbé Delpeyre un « saint ». Il redoute qu'un cléricalisme de gauche succède à un cléricalisme de droite, s'efforçant de rester sur la ligne du credo de l'Evangile. Il est beaucoup question de politique dans cet interview. Sur le plan historique notamment. L'un des chapitres les plus fournis donne quantité d'informations inédites sur le projet — avorté — autour des années 1958 d'un conciliarisme entre l'Eglise de France et l'Etat. L'enseignement religieux est une des préoccupations majeures de l'évêque qui tient à prendre, avec un vif intérêt, les nouvelles méthodes catéchétiques : « On en vient, écrit-il, à un subjectivisme, un individualisme et un sentimentalisme qui pourraient devenir une catastrophe. Ce qu'il y a de plus malade en France, c'est la philosophie. » L'éclectisme de l'enseignement religieux

lui semble très dommageable. « Voilà de nouveau une génération d'enfants qui est sacrifiée. » On n'enseigne plus, on discute. Les pédagogues veulent être dans la vérité. « Moi, je veux être dans la vérité. J'aurais envie d'écrire un catéchisme "régressif". Nous sommes en train de nous laisser tromper inconsciemment par le démon de la démolition. » Mgr Elchinger entend réhabiliter la morale, dit-il, c'est une erreur. « Il y a quelque chose de massacrée dans la pensée de Mgr Elchinger, son attachement à la désagrégation et à la dégradation des valeurs foncières » qui constituent un tissu communautaire solide. Le prélat est hanté par le souci de « penser juste ». Il se compare au « capitaine d'un vaisseau en perdition ». Il entend « détruire des digues », enlever la décadence de notre époque. Pour cela il ne recule pas devant les innovations, n'hésitant pas à compléter le Credo dont les formules peuvent apparaître trop statiques.

Tel est cet évêque, sûr de lui et passionné, dont Michèle Léonard a su dégager les traits dominants et les préoccupations pastorales. Un personnage attachant parce qu'il croit à la mission et en l'avenir de la foi, même s'il ne déborde pas de compréhension à l'égard de son temps. Un chrétien courageux en ce qu'il ne redoute pas de provoquer la contradiction. En définitive, un homme dont l'ardeur des convictions et l'impétuosité dissimulées peut-être une fragilité secrète.

HENRI FESQUET.

★ Michèle Léonard interviewe Mgr L. A. Elchinger : « La Liberté d'un évêque ». Edit. Le Centaure, 240 p., 32 F.

AUTOMOBILISME

Dans le Grand Prix d'Espagne

LA DISQUALIFICATION DE JAMES HUNT EST ANNULÉE

Le tribunal d'appel de la Fédération internationale de l'Automobile (F.I.A.) a rendu, lundi 5 juillet, sa décision à propos du Grand Prix d'Espagne (3 mai) au terme duquel la voiture du vainqueur, James Hunt (McLaren) et celle de Jacques Laffite (Ligier) avaient été disqualifiées par le collège des commissaires techniques. James Hunt a été réhabilité et la disqualification de Jacques Laffite a été annulée. La F.I.A. a décidé d'annuler la disqualification prononcée et de leur substituer une amende de 3 000 dollars. James Hunt redevient donc vainqueur du Grand Prix d'Espagne. Après cette décision, le classement du championnat du monde est le suivant : 1. Lauda, 53 pts ; 2. Scheckter, 49 pts ; 3. Hunt, 28 pts ; 4. Schenck, 24 pts ; 5. Regazzoni, 16 pts ; 6. Laffite et Mass, 10 pts. Le tribunal d'appel de la F.I.A. a probablement eu tort de ne pas confirmer la décision de la C.S.G. qui était équilibrée au regard des textes. Cette décision tendait à démontrer que dans ce sport, le respect des règlements constituait une priorité. Le fait que la C.S.G. ait été ainsi désemparée par la F.I.A. est une déception pour la communauté internationale de l'automobile, car elle avait vaincu son intransigence, en tous points positive.

En courrant le 5000 mètres lundi 5 juillet, à Stockholm, en 13 min. 13 sec. 10/100, le Néo-Zélandais Dick Quax a non seulement réalisé la meilleure performance mondiale de l'année (à un dixième de seconde du record

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

L'Izoard escamoté

De notre envoyé spécial

Montgenèvre. — Il faudra peut-être revoir la formule des épreuves de montagne du Tour de France, car si les arrivées en altitude continuent à sélectionner les meilleurs grimpeurs, en revanche l'accumulation des obstacles provoque dans la plupart des cas une course négative, et par conséquent ne se justifie plus. Lundi 5 juillet, au cours de la dixième étape Bourg-d'Oisans-Montgenèvre, gagnée comme celle de la veille par Joop Zoetemelk, douze coureurs ont franchi en groupe le col de l'Izoard (1), dont le nom est lié aux exploits de Fausto Coppi et de Louison Bobet. Les vieux suiveurs qui gardent le souvenir de parfois la neige au sommet de l'Izoard ont été surpris par la décision de la F.I.C. qui a décidé d'annuler la course. Les coureurs sont-ils coupables ? Ils pratiquent aujourd'hui un cyclisme différent, les grandes épreuves ont été remplacées par la prudence au panache et le colmatage à l'offensive. Le phénomène a été régulièrement observé depuis plusieurs années. Quand le peloton doit escalader trois cols au cours de la même journée il escamote par principe les deux premiers pour s'engager directement sur le troisième, le plus dur de la journée. C'est ce qui vient de se produire au cours de la dixième étape. Les favoris se sont neutralisés sur les pentes de l'Izoard parce qu'ils devaient ensuite gravir le Montgenèvre.

Athlétisme

du monde), mais il a aussi entraîné dans son sillage six autres coureurs qui ont fait moins de 13 min. 30 sec. Le record battu leur record national (le record de France établi par Michel Jazy depuis 1965 est de 13 min. 27 sec. 6/10).

Or, dans ce Tour de France qui se cherche, aucun des principaux leaders n'est véritablement sûr de sa force. On a l'impression que Van Impe regrette d'avoir pris le maillot jaune aussi loin de Paris et que ses adversaires directs retiennent leurs coups par crainte de s'exposer aux contres ou de commettre une erreur fatale. Au vrai, personne, en l'absence de Marckx, n'est disposé à supporter le poids de la course.

D'où cette compétition bloquée qui permet à un homme comme Foulds — en condition physique exceptionnelle pour un quadragénaire — de tirer astucieusement son épingle du jeu.

Troisième du classement général, premier Français, il a gagné une nouvelle bataille de la popularité.

JACQUES AUGENDRE.

(1) Le col de l'Izoard remplaçant celui du Collier rend impraticable par des éboulements.

Classement de l'étape Bourg-d'Oisans-Montgenèvre (158 km) : 1. Zoetemelk (P-B.), 5 h. 1 min. 20 sec. ; 2. Thirion (F.), 5 h. 1 min. 20 sec. ; 3. Van Impe (Bel.) et Galdos (Esp.), même temps ; 4. Bartoglio (It.), 5 h. 1 min. 20 sec. ; 5. Foulds (F.), même temps ; 6. Kuiper (P-B.), 5 h. 1 min. 20 sec. ; 7. Kuiper (P-B.), 5 h. 1 min. 20 sec. ; 8. Delisle (F.), 5 h. 1 min. 20 sec. ; 9. Foulds (F.), 5 h. 1 min. 20 sec. ; 10. Bergamo (It.), 5 h. 1 min. 20 sec., etc.

Classement général. — 1. Van Impe (Bel.), 54 h. 29 min. 33 sec. ; 2. Zoetemelk (P-B.), 54 h. 29 min. 33 sec. ; 3. Foulds (F.), 54 h. 29 min. 33 sec. ; 4. Thirion (F.), 54 h. 29 min. 33 sec. ; 5. Galdos (Esp.), 54 h. 29 min. 33 sec. ; 6. Bartoglio (It.), 54 h. 29 min. 33 sec. ; 7. Foulds (F.), 54 h. 29 min. 33 sec. ; 8. Delisle (F.), 54 h. 29 min. 33 sec. ; 9. Kuiper (P-B.), 54 h. 29 min. 33 sec. ; 10. Martin (F.), 54 h. 29 min. 33 sec., etc.

CAPITAUX ou proposez. com.

CAPITAL PRIVE

U.S. \$ 800.000

DISCRETION GARANTIE

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

REPRESENTANTS

ÉDUCATION

LE DÉROULEMENT DES CARRIÈRES UNIVERSITAIRES

Le Comité consultatif et la sélection des enseignants du supérieur

Deux affaires récentes, l'élection de M. Pierre Boutang au poste de maître de conférences de philosophie à l'université Paris-IV, puis la remise en cause, pour vice de forme, de cette élection (« le Monde » du 15 juin, des 1^{er} et 6 juillet) ainsi que le refus d'inscrire M. Louis Althusser, philosophe marxiste, docteur d'Etat, sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître de conférences (« le Monde » du 15 juin), ont mis en lumière le caractère souvent discutable, et parfois politique, des décisions prises par les instances qui président au déroulement des carrières universitaires.

Dans le cas de M. Althusser, c'est le Comité

consultatif des universités (C.C.U.), organisme national de cooptation qui ne siège que des universitaires, qui est en cause. Le C.C.U. est, en effet, chargé de proposer au secrétariat d'Etat aux universités, qui le suit presque toujours, les promotions des universitaires et leur inscription sur les différentes listes d'aptitude. Parfois comparé par certains à la Sainte Trinité, le tribunal secret du Moyen Âge germanique, ou même à l'Inquisition, le Comité consultatif a pourtant le mérite d'être une instance nationale, échappant en principe aux rivalités locales et au népotisme, et le privilège, dans la fonction publique, de faire dépendre du seul jugement de leurs pairs la carrière des universitaires.

L'Université a ses mystères. Pour beaucoup, c'est l'administration qui domine souverainement les enseignants du supérieur. En fait, si le secrétaire d'Etat aux universités a le pouvoir administratif de nommer, c'est le Comité consultatif des universités (C.C.U.) qui définit la clé des carrières. La tradition universitaire d'indépendance à l'égard du pouvoir politique est bien établie et a abouti à l'ordonnance du 2 novembre 1945 créant le C.C.U. Celui-ci a été profondément remanié par décret en 1968 avec la création de sections « plus nombreuses, mais son principe est demeuré le même : c'est aux spécialistes d'une discipline, et non à l'administration, qu'il appartient de juger de la valeur des candidats. Curieusement, alors que le C.C.U. rénové fonctionne depuis sept ans, l'Assemblée nationale n'a approuvé que tout récemment, le 23 juin, une proposition de loi tendant à valider les décisions qu'il a prises depuis 1968. Le Conseil d'Etat, en effet, n'avait pas été consulté à l'époque par le gouvernement.

Le C.C.U. est composé, pour les trois quarts, d'universitaires élus, et pour un quart d'universitaires nommés par le secrétariat d'Etat, celui-ci devant théoriquement compenser par ces nominations des inégalités géographiques ou des déséquilibres jugés trop voyants entre les différentes tendances politiques et idéologiques. Les membres élus sont, pour moitié, des professeurs et maîtres de conférences, et pour l'autre des maîtres-assistants. Comme les enseignants nommés sont obligatoirement professeurs, les universitaires les plus « gradés » (professeurs et maîtres de conférences) disposent au C.C.U. d'une confortable majorité de 75 %.

Avec environ mille cinq cents membres, répartis en cinquante-deux sections, le C.C.U. est actuellement un lourd organisme qui a du mal à accomplir au cours de ses trois sessions annuelles toutes les tâches qui lui sont imposées. Il doit proposer en février les promotions (changement d'échelon à l'intérieur d'une même corps, accession à la classe exceptionnelle, etc.) tout au long de l'année, les sessions de juin et de novembre, les plus importantes, les inscriptions sur les listes d'aptitude : LAFMA (liste d'aptitude aux fonctions de maître assistant), LAES (liste d'aptitude à l'enseignement supérieur, dite « liste

large ») et LAFM.C. (liste d'aptitude aux fonctions de maître de conférences, dite « liste restreinte »).

La carrière d'un universitaire, surtout depuis la diminution du nombre des postes offerts, s'apparente à une « course d'obstacles » (« le Monde » du 13 février 1973). La première étape est l'inscription sur la LAFMA, pour laquelle il faut être en principe, en lettres, soit agrégé, soit docteur de troisième cycle, soit assistant depuis trois ans. En fait, il est préférable aujourd'hui de cumuler ces qualités.

Le dossier du candidat comporte sa thèse, ses publications, le rapport de son directeur de recherche, le rapport pédagogique établi le plus souvent par le directeur de l'UER, dans laquelle il enseigne. Le secrétaire d'Etat fait parvenir ce dossier à la section du C.C.U. concernée qui, après l'intervention d'un rapporteur choisi en son sein et dont le nom reste secret, émet un avis favorable ou défavorable à l'inscription sur la liste d'aptitude. Le candidat ainsi proposé doit encore être nommé par le secrétariat d'Etat, puis trouver une université qui l'élise à un poste vacant. Le même processus se renouvelle pour la LAFM.C. avec, cette fois, l'obligation de la thèse d'Etat.

Le tabou du secret

Tous les rapports, y compris ceux de soutenance de thèse établis par le président du jury, sont en principe secrets. A l'exception de certaines thèses, accordées avec la seule mention « honorable », qui avait un caractère infamant, fermaient les portes de l'enseignement supérieur. Actuellement, toutes les thèses reçoivent la mention « très honorable », et le classement entre les candidats se fait au moyen de ces divers rapports qui ne leur sont pas communiqués. On a vu ainsi tel jury, après avoir accordé la mention « très honorable » à un candidat, suggérer dans son rapport qu'il ne devait pas être inscrit sur la liste d'aptitude. Certains directeurs de recherche, trop liés personnellement avec le candidat, pour lui parler ouvertement, mais peu convaincus de la valeur scientifique de ses travaux, se « libèrent » également dans des rapports sévères.

« Le secret des débats figure au nombre des rites et redoutables tabous de l'institution », explique M. Alain Roux, secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup, affilié à la FEN), nous les rendant parfois avec allégresse, mais même dans nos rangs tout le monde n'est pas d'accord pour le faire. Les élus au C.C.U. membres du SNE-Sup prennent en effet, souvent la liberté, dans les sections où ils sont majoritaires, de communiquer aux candidats la teneur des rapports et des débats. Le SNE-Sup préconise également que la proportion des professeurs et maîtres de conférences siégeant au C.C.U. soit réduite à 60 % et celle des maîtres-assistants à 40 %. Cette demande n'est pas totalement déraisonnable, puisque le SNE-Sup est majoritaire parmi les élus du collège des maîtres-assistants, dis que les syndicats autonomes, plus favorables aux traditions, sont surtout représentés dans celui des professeurs et maîtres de conférences où ils ont acquis une position dominante dans plusieurs disciplines : médecine, droit et sciences économiques, philologie, littérature française moderne et contemporaine, histoire et géographie.

Une politisation accrue

Les positions prises par le SNE-Sup et les syndicats autonomes entraînent, surtout depuis 1968, une politisation accrue dans le choix des candidatures retenues. « L'appartenance syndicale est en train de prendre une importance grandissante, explique M. René Rémond, ancien président de l'université de Nanterre (Paris-X) et membre nommé du C.C.U. dans la section d'histoire contemporaine. On

assiste en même temps à une « extrémisation » dans les deux camps, avec la multiplication, d'une part, des candidatures de l'UNU (Union nationale universitaire, droite) et, de l'autre, de ceux du parti communiste ».

Les nominations les plus récentes effectuées par le secrétariat d'Etat n'ont pas diminué cette politisation. Elles ont, au contraire, favorisé les éléments les plus conservateurs, au détriment de la gauche, représentée par le SNE-Sup, qu'à récompenser une réelle compétence dans une discipline.

Pour M. René Rémond, le mal est aussi à chercher dans l'intérêt trop exclusif porté par le C.C.U. à la valeur scientifique du candidat en matière de recherche, au détriment de ses qualités pédagogiques ou des responsabilités qu'il a pu prendre dans la vie de l'université. Le rapport pédagogique est souvent lu de manière incomplète. Parfois, il n'est même pas lu. M. André Miquel, professeur au C.C.U. par le secrétariat d'Etat, non seulement l'enseignant qui s'est chargé de l'animation d'un département ou d'une U.E.R. n'y trouve aucun bénéfice pour sa carrière, mais il a parfois l'impression d'avoir perdu son temps pendant que d'autres, se bornant à leur service d'enseignement, avancent leur thèse, multiplient les publications et attirent ainsi sur eux l'attention du C.C.U.

Sur l'utilité même de la thèse, les universitaires sont loin de s'accorder. Alors que certains révoient de la supériorité, la jeunesse, d'autres, défenseurs de la tradition, voient une grave déviation dans la possibilité accordée depuis 1969, de présenter une « thèse sur travaux », c'est-à-dire sur la base de textes divers, pas nécessairement universitaires, tels que des œuvres littéraires, des ouvrages de philosophie, etc.

La thèse d'Etat, avec ses délais, ses rites et ses pompes, reste le pilier du système qu'est chargé de faire fonctionner le C.C.U. L'éclatement de la thèse traditionnelle, depuis 1969, des thèses sur travaux, la définition de critères nouveaux, tout cela, en l'ouverture à des non-universitaires du C.C.U. lui-même, restent donc des conduites peu inévitables. Dans ce domaine, la volonté de changement n'est pas très répandue, même à gauche.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● *Vingt-cinq nouvelles sections sport-études* seront créées à la prochaine rentrée scolaire, annonce le secrétariat d'Etat à l'Education nationale. Ces créations porteront à cent trente et une le nombre de ces sections qui, dans des établissements de second degré, permettent à des jeunes de continuer leurs études tout en améliorant leur niveau sportif. En 1975-1976, cent six sections accueillent un peu moins de deux mille élèves dans vingt-deux disciplines sportives.

● *Les cours d'été d'Orbino.* Les cours d'été organisés depuis 1969 par le Centre d'études juridiques européennes d'Orbino (Italie) auront lieu du 16 au 29 août, à l'intention des étudiants et des praticiens du droit et de l'économie désirant s'initier aux problèmes du Marché commun. Renseignements sur les conditions d'inscription et de séjour à l'Association des amis de l'Université italienne, 22 rue Victor-Massé 75009 Paris. Tél. : 230-10-53 et 525-27-23.

● *L'université de Vincennes (Paris VIII)* organise, à partir du mois d'octobre 1976, des stages à l'intention des travailleurs privés d'emploi : initiation à l'informatique appliquée aux arts graphiques ; informatique théorique ; gestion d'entreprise ; informatique appliquée aux arts graphiques ; informatique appliquée aux mini-ordinateurs.

● *Service de la formation permanente.* Université Paris-VIII, rue de la Touraille, 75012 Paris Cedex 12, tél. 520-05-70, poste 389 ou 391.

PRÉPARATION A SCIENCES-P.O.
— Sur place (1-31 août)
— Par correspondance (15-7-31-8)

● Examen d'entrée en année préparatoire.
● Examen d'entrée directe en 2^e année.
● Seconde session fin d'année préparatoire.
● Recyclage d'anglais (seconde session fin d'A.P. et diplôme)

PSP 76, rue de la Pompe, 75016 PARIS - Tél. : 504-19-73

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

● Ecole normale supérieure de Saint-Clément (lettres).

MM. Lurbe, Ndiaye, Lutz, Rik, Barbara, Veillon, Montier, Josi Leand, L'écroux, Vigie, Piquet, Nour, Cies, Benoit, Boudier, J.-P. Joly, Taurin, Marc Dumont, Gérard, Daniel Baudry, Paulois, Achille, J.-M. Joubert, Gauthier, Riou, P. Wagner, Louys, Geyt, Bréval, Lécuyer, Vireux, Michel Charlot, Krowietz, Lambert, Messag, J.-C. Clerc, Norvan, Fauch, David, Oton, Corré, Maun, Camille, Stalder, Claudes, Jean-Christ, Martin, Gilles, Richard, P. Loutet, François Piazza, Lésain, Aurélien Conort, Marc Piaz, Verneil, François Bouche et Alain Roussignol.

● Ecole nationale des chartes.

M. Chassault ; Mlle Grivel ; MM. Kerautret, Joly, Bompain ; Mlle Isabelle Perrier ; MM. Jannie Durand, Nicolas Petit ; Mlle Elisabeth Lalou ; M. Berghs ; Mlle Rambler ; MM. Morille, P. et G. Marin, Philippe, Georges Richard ; Mlle Sylvie Clair ; MM. Riek, Dalphard, Even.

PCEM1

1^{er} STAGE
— du 1^{er} sept. au 4 octobre 76 : minipage et mise à niveau pour les bacs A, B, C et D en physique, chimie et mathématiques.

2^e STAGE
Préparations parallèles semestrielles ou annuelles
— du 3 nov. 76 à fin février 77 : de début à fin février 77 : inscription à l'annuaire ou à la notice

ISTH Institut privé des Sciences et Techniques Humaines

Enseignement sup. depuis 23 ans
CENTRE AUTOMAT. 6, av. Léon-Bouez - 75016 Paris
238-32-09 et 234-10-72
CENTRE TOLBIAC 63, avenue d'Italie 75013 Paris
533-63-25

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

Les travaux des associations de défense de la région parisienne

Combat sur l'eau

Au cours d'une conférence de presse, lundi 5 juillet, M. Garnier, expert, porte-parole du bureau de liaison des associations de défense de l'environnement de la région parisienne (1), a critiqué la politique de l'eau pratiquée dans la capitale et les départements périphériques. Il a rendu public un plan d'action tendant à une remise en ordre de la politique de l'eau en région parisienne.

L'eau qui coule des robinets parisiens vient pour les trois quarts de la Seine, de la Marne et de l'Oise, qui n'ont jamais été aussi polluées. Bien sûr, ce qui est ainsi pompé dans les cours d'eau est énergiquement traité avant d'être envoyé dans le réseau de distribution, et l'eau reste bien entendu potable. Mais le bureau de liaison des associations estime que ni les traitements effectués ni les conditions de distribution ne suffisent à lui assurer une qualité telle que les Parisiens soient encouragés à la boire.

En conséquence, il a élaboré une série de vingt-six propositions précises pour remettre un peu d'ordre dans la politique de l'eau en région parisienne. Parmi les mesures demandées figurent notamment : la fermeture des usines de traitement d'Ivry (Seine) et de Saint-Maur (Marne) trop vétustes ; l'attribution de crédits supplémentaires pour accroître l'efficacité des autres usines ; la diminution des prélèvements industriels dans les nappes souterraines (par exemple celle de Rueil dans la nappe d'Aubergenville) ; la mise à l'arrêt immédiate de la station de Valenton ; l'abandon du projet de centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine ; la participation des associations aux organismes gérant la distribution et l'assainissement ; l'instauration de rétroactions sur les pollutions thermiques, les rejets de métaux lourds et d'éléments fertilisants ; la réduction des réseaux de distribution qui perdent 30 % de liquide qu'ils véhiculent, etc. Le désordre constaté dans la gestion des eaux de la région parisienne justifie, selon le bureau de liaison, la création d'une commission d'enquête.

Sans aller aussi loin, les conseillers de la Cour des comptes ont, depuis plusieurs années déjà, critiqué l'organisation et la gestion des services d'assainissement et de distribution d'eau de la région parisienne. Cette année encore leur rapport attire l'attention sur plusieurs anomalies dont la plus

surprenante est qu'on ignore le coût de la production et de la distribution de l'eau à Paris. A la périphérie, les prix de revient ne sont pas non plus déterminés avec précision. La coordination des réseaux n'existe que sur le papier et les responsabilités restent par trop dispersées.

Cette concordance entre les critiques d'un groupe d'associations et les observations des magistrats ne doit pas surprendre. Le mouvement associatif est en train d'occuper le terrain que lui laissent les élus négligents. L'exemple du bureau de liaison est typique. Créé en mai 1974, à l'occasion des élections présidentielles, cet organisme, qui fédère — très simplement — une dizaine d'associations commença par poser des questions aux candidats sur leur conception de l'avenir de Paris. Chemin faisant, le bureau s'est renforcé et regroupe aujourd'hui plus de soixante-dix comités. Dans chaque département de la région parisienne il a désigné un responsable.

Lors des dernières élections cantonales, il a suscité un certain nombre de candidats qui, ici et là, n'ont pas manqué de succès. Aux élections municipales de 1977, cette tendance ne pourra que se renforcer. Car les préoccupations du bureau de liaison ne cessent de s'élargir. Après l'urbanisme, les espaces verts, les transports, elles touchent à présent, en le voit, la politique de l'eau. Et puisque les pouvoirs publics ne semblent pas en avoir, le bureau en propose une avec des échéances à court, moyen et long terme. Un véritable travail de bureau d'études ou... de parti politique.

Les associations ne prétendent être ni l'un ni l'autre, mais quand il s'agit de faire des idées, gratuitement et sans chercher à prendre le pouvoir.

MARC AMBEROISE-RENDU.

(1) Bureau de liaison des associations de défense de l'environnement de la région parisienne, 2, rue Boutarel, 75004 Paris, tél. 236-66-35.

TRANSPORTS

Les grèves perlées des pilotes italiens désorganisent le trafic aérien

De notre correspondant

Rome. — Une grande incertitude règne dans les aéroports italiens où, après une « trêve électorale » d'une semaine, les pilotes ont repris les grèves perlées. Ils réclament toujours le renouvellement de leur contrat de travail échü le 31 décembre 1974 et refusent d'être englobés dans le contrat unique des personnels du transport aérien.

En guise de riposte l'inter-syndicale — association des entreprises de participation d'Etat qui représente les compagnies ALITALIA, ATI et SAM — a fait savoir qu'elle étudierait la possibilité juridique de refuser des prestations aussi irrégulières. Il en résulterait une suspension de tous les vols internationaux.

« Si une telle mesure était prise, répond l'association nationale des pilotes de l'aviation commerciale (ANPAC), nous demanderions à notre association mondiale (IFALPA) de boycotter les aéroports de la péninsule. »

Fort de mille cinq cents membres, l'ANPAC représente près de 90 % des pilotes italiens. Les autres, qui appartiennent aux trois autres associations syndicales (C.G.I.L., C.I.S.L., U.I.L.) se sont prononcés en faveur du contrat unique. « Celui-ci, nous a déclaré M. Adalberto Pelligrino, président de l'ANPAC, est un non-sens juridique. Quant à l'accord conclu, le 15 avril, entre l'inter-syndicale et les pilotes des syndicats confédérés, il ne peut nous concerner, puisque nous ne l'avons pas signé. »

Les autres pilotes accusent l'ANPAC d'être « une petite minorité qui veut imposer au pays et au gouvernement son droit à maintenir des privilèges de caste ». Bien qu'annoncées douze heures à l'avance, les grèves sectorielles de l'ANPAC provoquent le chaos dans les aéroports, en une saison où les touristes sont particulièrement nombreux. « Mieux vaut suspendre tous les vols », estime le *Corriere della Sera*, qui a consacré deux éditoriaux très sévères à ce conflit en l'espace d'une semaine.

Dénonçant la campagne de propagande menée contre nous par la presse, de gauche comme de droite, M. Pelligrino n'exclut pas la grève générale. Mais il s'agit sans doute que les pilotes ne fassent pas trop longtemps et qu'ils se fassent bien mieux entendre en bloquant à tour de rôle les aéroports. « Nos moyens d'action peuvent changer, dit le président de l'ANPAC. Mais une chose est sûre : nous ne céderons pas et nous, s'il le faut, jusqu'au bout de notre lutte. »

ROBERT SOLÉ

LES I.U.T. REÇOIVENT

5 % DES ÉTUDIANTS

MAIS 33 % DES CRÉDITS

D'ÉQUIPEMENT

déclare Mme Saunier-Seïté

Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, a inauguré, lundi 5 juillet à Besançon, les nouveaux locaux de la faculté de médecine et de pharmacie.

A propos des instituts universitaires de technologie (I.U.T.), Mme Saunier-Seïté a déclaré : « Ceux-ci représentent 5 % des étudiants, 10 % du corps enseignant, 15 % des crédits de modernisation, 20 % de la superficie des locaux universitaires, 33 % des crédits d'équipement et 37 % des cours complémentaires. Si je rendais public certains dossiers d'I.U.T., a ajouté Mme Saunier-Seïté, ce serait très gênant pour ces établissements. Toutefois, s'en est précisée, le problème de la reconnaissance des diplômes est en voie de règlement. »

Le secrétaire d'Etat a, d'autre part, indiqué que des crédits supplémentaires seraient dégagés pour l'entretien des locaux universitaires dont certains construits il y a moins de dix ans, sont prématurément dégradés. Enfin la dotation budgétaire destinée à la recherche universitaire et plus spécialement à la recherche fondamentale sera augmentée de 10 % l'année prochaine, et la loi de finances, proposée en novembre, confirme les assurances que le secrétaire d'Etat a affirmé avoir reçues en conseil interministériel.

M. ANDRÉ MIQUEL

EST NOMMÉ PROFESSEUR

AU COLLÈGE DE FRANCE

M. André Miquel, professeur à l'université Paris-III (Sorbonne nouvelle), a été nommé professeur titulaire au Collège de France, à la chaire de langue et littérature arabes classiques, par décret du 26 juin 1976.

Né le 26 septembre 1928 à Maza (Maroc), M. André Miquel a été élève de l'Ecole normale supérieure. Agrégé de grammaire en 1953, docteur en lettres en 1957, il est secrétaire général de la mission archéologique française en Éthiopie en 1958, professeur au lycée Blaise Pascal de Clermont-Ferrand en 1960, puis, de 1967 à 1968, chargé du secteur Afrique-Asie au service de l'enseignement de la direction générale des affaires culturelles du ministère des affaires étrangères.

En 1961, il est chef de la mission universitaire française d'études de langue arabe unie. M. André Miquel fut détenu par les autorités égyptiennes du 24 mai 1961 au 15 juin 1961 et jugé avec plusieurs diplomates français accusés d'espionnage. Il fut remis en liberté au terme d'un procès. De 1962 à 1964, il est maître-assistant à Aix-en-Provence, et de 1964 à 1966 à Paris. Il est depuis 1970 professeur et directeur de l'Institut de langues et civilisations de l'Université de la Méditerranée de Marseille.

Il est l'auteur de divers ouvrages sur la littérature et la civilisation arabes, notamment *La Géographie humaine du monde musulman, l'islam et sa civilisation, la littérature et la culture de diverses traditions*. M. Miquel a, d'autre part, publié des romans.

L'élection à la Sorbonne

UN VICE DE FORME INAPPARENT

estime M. Pierre Boutang

Nord

Pas-de-Calais

LES SOCIALISTES

ET LES CENTRALES NUCLÉAIRES

Après notre compte rendu des manifestations antinucléaires à Dunkerque, intitulé « Les socialistes de Dunkerque refusent l'extension de la centrale de Gravelines » (« le Monde » du 25 juin), M. Albert Denvers, député socialiste du Nord, nous précise la position de la fédération du Nord du parti socialiste et celle du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais :

« Oui à l'énergie nucléaire, mais pas à n'importe quelles conditions et aussi pas n'importe où : non au programme électro-nucléaire de gouvernement, dans sa conception actuelle, trop important et trop rapide ; oui à la centrale de Gravelines en son état de première tranche, d'environ 5 000 mégawatts ; non à une extension d'une deuxième tranche d'égale importance sans une totale assurance quant à la sécurité et quant à la parfaite connaissance des effets produits sur la faune marine par les rejets d'eau chaude ; non à toute implantation nouvelle de centrales nucléaires sur la côte Nord-Pas-de-Calais. »

Conclusion : la commission qui s'est prononcée en faveur de la centrale de Gravelines n'a pas été suivie par le conseil restreint, dont la décision est souveraine. Son « vice de forme », s'il existe, (le fait qu'il implique que Claude Bruneau n'aurait pas eu le droit strict d'être candidat), n'a eu aucun effet sur le résultat. Ce serait un vice inapparent, de des juristes impartiaux déclarerai sans doute hors de la question.

محند المصطفى

37.1.11.11.11

Les régions

LILLE VEUT GARDER SES URBANISTES

L'aménagement de la métropole des Flandres est aussi une affaire d'État

LES Organisations d'étude d'aménagement d'aires métropolitaines (OREAM) sont nées, en 1966, dans la foulée des métropoles d'équilibre. Un comité interministériel leur avait confié la mission de travailler à la mise au point de schémas d'aménagement.

L'avenir des OREAM est à l'ordre du jour. La délégation à l'aménagement du territoire doit prochainement dresser le bilan d'activités de ces organisations, dont certains souhaitent, aujourd'hui, la disparition. « C'est très clair, il y a maintenant un coup de frein », dit un responsable d'un OREAM d'un chercheur de l'Institut national d'études démographiques.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, on s'est vite aperçu que l'« aire métropolitaine », en raison d'une urbanisation intense des deux départements, était trop étroite : dès 1968, la mission de l'OREAM fut étendue à toute la région. Ainsi fut créée l'OREAM la plus importante de France (une trentaine de chercheurs) qui, après avoir publié un Livre blanc, établit le schéma directeur régional, approuvé en 1971.

Ce fut la période faste de l'OREAM-Nord. On doit porter à son actif une action efficace auprès des élus et de la population. Les hommes de l'OREAM n'ont pas seulement tracé des plans et poussé des analyses. Ils ont su prendre leur bâton de pèlerin et aller de commune en commune plaider la cause d'un aménagement plus rationnel et plus humain du territoire. Aujourd'hui, en écoutant certains élus locaux, on se rend bien compte que toutes les leçons n'ont pas été oubliées. En ce sens, il est indéniable que l'OREAM-Nord a contribué à modifier la mentalité régionale.

Organisation à la croisée de plusieurs ministères, l'OREAM n'a pas agi sans soulever des réserves des services de l'équipement par exemple. On a pu dire que l'OREAM est une « organisation insolite dans l'administration française ». De là vient à la fois sa force et sa faiblesse. Forte en ce sens que, dépendant de la Délégation à l'aménagement du territoire, elle a pu faire preuve d'imagination. Faible en ce sens que sa position en marge des circuits classiques dérange beaucoup de monde et suscite des méfiances.

L'OREAM-Nord disposera l'an prochain, comme cette année, de 4,9 millions de francs, mais l'indépendance relative de ses moyens, mais aussi de définir les moyens, méthodes et actions propres à son application.

Quoi qu'il en soit, vue du Nord, il apparaît bien que l'OREAM soit une mine de matière grise dont la région ne saurait se passer. Dans le Nord-Pas-de-Calais, où se posent d'énormes problèmes de conversion et d'aménagement, où la sous-administration est flagrante, peut-on envisager de se priver d'une cellule d'études qui a fait ses preuves, possède une expérience régionale ?

DU TRAVAIL POUR M. SÉGARD

Le Nord-Pas-de-Calais lanterne rouge du téléphone

AU 31 DÉCEMBRE 1965 (1)	AU 31 DÉCEMBRE 1975 (1)
1 Région parisienne 12,5	1 Région parisienne 22,5
2 Provence - Côte d'Azur 7,3	2 Provence - Côte d'Azur 16,2
3 Corse 1,1	3 Corse 12,1
MOYENNE NATIONALE 6,1	MOYENNE NATIONALE 12,1
4 Rhône-Alpes 5,5	4 Rhône-Alpes 12,7
5 Aquitaine 4,9	5 Aquitaine 12,4
6 Haute-Normandie 4,9	6 Haute-Normandie 12,4
7 Centre 4,9	7 Centre 11,9
8 Bourgogne 4,9	8 Bourgogne 11,7
9 Auvergne 4,9	9 Auvergne 11,7
10 Limousin 4,9	10 Limousin 11,7
11 Champagne-Ardenne 4,9	11 Champagne-Ardenne 11,7
12 Alsace 4,9	12 Alsace 11,7
13 Picardie 4,9	13 Picardie 11,7
14 Languedoc-Roussillon 4,9	14 Languedoc-Roussillon 11,7
15 Basse-Normandie 4,9	15 Basse-Normandie 11,7
16 Midi-Pyrénées 4,9	16 Midi-Pyrénées 9,8
17 Bretagne 4,9	17 Bretagne 9,8
18 Pays de la Loire 4,9	18 Pays de la Loire 8,4
19 Franche-Comté 4,9	19 Franche-Comté 8,4
20 Lorraine 4,9	20 Lorraine 8,4
21 Nord-Pas-de-Calais 3,6	21 Nord-Pas-de-Calais 6,5
22 Bretagne 3,6	22 Bretagne 6,5

(1) Nombre d'abonnements téléphoniques pour cent habitants.

Au cours des dix dernières années, le réseau téléphonique français s'est peu à peu homogénéisé sur l'ensemble du territoire. Parmi les régions les plus favorisées figurent la Corse, dont la densité téléphonique passe de la douzième à la troisième place (4,3 abonnements téléphoniques pour cent habitants en 1965 à 13,2 en 1975) et la Bretagne, dont la densité augmente de 3,5 abonnements à 9,8.

Le déboîement du téléphone de rue de Brindas est dû à l'effort d'automatisation poursuivi depuis 1970 et à la demande téléphonique qui tend à se développer de façon exponentielle. La Bretagne, elle, a profité d'un effort financier particulier qui a été fourni par les P.T.T. par les collectivités locales et par le conseil régional.

Deux régions enregistrent une moindre progression de leur réseau téléphonique, la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais. M. Norbert Ségard, secrétaire d'État aux P.T.T., ancien député du Nord et candidat à la mairie de Lille, ne manquera pas d'essayer de remédier à cette pénurie. — A. F.

UN POS ANNULÉ AUX PORTES DE LYON

Le maire, agriculteur, avait oublié... les paysans

LA petite commune de Brindas, située en bordure ouest de la communauté urbaine de Lyon, devra refaire son plan d'occupation des sols (POS). L'arrêté préfectoral en date du 23 septembre 1975, qui officialisait le document préparé et voté par le conseil municipal, a, en effet, été annulé par un récent jugement du tribunal administratif de Lyon. Le POS de Brindas ne comportait aucune zone réservée à l'agriculture, alors que, actuellement, 60 %

du territoire communal sont cultivés. Cette affaire illustre le grand drame — mal connu — de l'agriculture française, peu à peu « chassée de ses terres » par la poussée des villes.

Pour annuler l'arrêté attaqué, le jugement retient une « erreur de droit » et déclare notamment : « La décision de principe qui a été prise de ne faire figurer aucune zone non constructible réservée à l'activité agricole motive de façon déterminante par la volonté de ne pas priver certains propriétaires fonciers de la possibilité de céder leurs terres au prix du terrain à bâtir, constitue un motif étranger aux préoccupations qui doivent présider à l'élaboration de ce document d'urbanisme. »

Sans doute, l'Association d'étude et d'information pour le développement harmonieux de Brindas et l'Union cantonale des syndicats d'exploitants agricoles de Vaugneray — dont seule, pour la seconde, une requête en intervention a été déclarée recevable — auraient souhaité, pour considérer leur victoire comme complète, que l'annulation soit prononcée, comme l'avait plaidé leur conseil, M. Jean Bonnard, pour « détournement de pouvoir ». Mais le commissaire du gouvernement, M. Chabenoit, tout en admettant qu'il y avait eu « de bonnes et de mauvaises intentions » dans l'élaboration du POS, s'était refusé à retenir une notion qui laisse supposer « les pires compromissions ».

Si l'affaire du POS de Brindas a fait et continue à faire grand bruit dans la région lyonnaise — un « référendum sauvage » avait même été organisé l'année dernière, — c'est en raison, pour une large part, de la personnalité du maire, M. Alexandre Bonjean, président de la Confédération nationale de la

coopérative, de la mutualité et du crédit agricole, et président de la Caisse régionale de réassurance mutuelle agricole du Sud-Est.

Comment un maire avait-il pu accepter de livrer pratiquement l'ensemble du territoire communal à une urbanisation contrôlée, certes, mais indéfectible en raison de la proximité de l'agglomération lyonnaise ? Comment un dirigeant agricole aussi engagé à supposer qu'il ait travaillé avec une certaine indépendance pour protéger les résidences principales avant tout intéressées par la défense d'un environnement privilégié — a-t-il pu faire fi des réactions des exploitants agricoles concernés par le maintien de leurs activités et, au premier chef, des observations présentées par la chambre d'agriculture du Rhône à l'occasion de l'enquête d'utilité publique ?

Etait-ce réellement, comme l'ont dit des conseillers, le souci d'établir une égalité entre tous les propriétaires fonciers lors des futures transactions immobilières ?

Entre la décision de la commission d'études du POS, classant en février 1973 le domaine des Hoteaux (propriété du maire) en « réserve d'urbanisme », et l'approbation définitive, en septembre 1975, d'un document d'urbanisme, M. Bonjean a, le 14 janvier 1974, vendu sa propriété à la Société lyonnaise de construction (S.L.C.) pour la somme de 6,290 millions de francs, somme portée quelques mois plus tard à 6,670 millions de francs. Le terrain en question devait, après l'établissement d'une convention de la ZAC, permettre à la S.L.C. de réaliser un lotissement de plusieurs centaines de logements. Or M. Bonjean, à titre personnel, et la Caisse centrale des prévoyances des mutualités agricoles, dont il

Été chaud au Larzac

« **P**APA Bruguère, le sous-préfet vous trompait ! » Cette apostrophe lancée au cours d'un meeting, le 1^{er} juillet à Millau, par un militant de la C.F.D.T. à Léon Bruguère, le doyen et le « sage » des « 102 », elle hantait depuis des semaines les paysans du Larzac.

« La contrainte levée », une ère de concertation pour une « solution de raison » (extension, modérée du camp et coexistence entre l'armée et les paysans) avait été ouverte le 27 mars entre le sous-préfet de Millau et les agriculteurs du plateau, qui en avaient accepté le principe (par 59 voix contre 22 et 21 abstentions) « pour ramener le paix dans la région ».

Mais le même Léon Bruguère, qui encore aujourd'hui maintient : « Je suis personnellement convaincu de la sincérité du prêt et du sous-prêt », s'indigne et accuse : « On nous disait d'être bien sages, et, pendant ce temps, l'armée faisait le « forcing » pour acheter des terres à des propriétaires non exploitants, avec des moyens illimités », et, ajoute-t-il, « opportuns », avant l'application de la loi sur les plus-values... : « Nous étions joués ! »

C'est pour « exiger l'arrêt de ces achats » que les paysans du Larzac, « accablés à cet acte de désespoir » et « très conscients des risques qu'ils prenaient », ont décidé le coup de main du lundi 28 juin contre les locaux du camp militaire, qui s'est soldé par l'arrestation des vingt-deux membres de leur commando et la condamnation à des peines de prison ferme pour dix-sept d'entre eux.

Ces incidents, brusque retour à une situation d'affrontement, ont relancé la mobilisation des défenseurs du Larzac. A Millau, ils ont

resserré les liens parlois un peu relâchés entre les « 102 » et le comité millavois de défense (à dominante socialiste) plus intransigeants, tandis que le P.C. et la C.G.T., réservés, considéraient que seule peut se justifier une solution politique.

D'autres, qui n'adoptent pas les méthodes d'action des paysans, notamment sur le chapitre de la « confiance » et de la non-violence, prônant une lutte plus vigoureuse. C'est le cas, par exemple, des viticulteurs du Midi languedocien venus promettre leur « solidarité concrète ».

« Il s'agit de savoir si vous êtes des gens qui se préparent à monter sur la croix ou des gens qui se préparent à se battre », dit encore l'écrivain occitan Yves Rouquette, qui s'interroge sur la solidarité effective des autres paysans avoyonnais, dont le soutien reste discret.

« La lutte a changé », admettent les « 102 », dont les principaux leaders sont neutralisés. Et on peut se demander dans quelle mesure en sera (ou n'en sera pas) entamée la force propre de la résistance paysanne qui depuis cinq ans — quelle aventure ! — entre non-violence et tentations de méthodes plus expéditives, tenait parfaitement la situation en main et restait maîtresse des décisions.

Il demeure cette profonde amertume de l'un des « 102 » : « Ceux qui nous reprochent d'avoir eu confiance... n'ont peut-être pas tort ! »

A Millau, et dans le Sud-Aveyron, une seule question se pose aujourd'hui : « Une solution de raison est-elle encore possible ? »

YVES MEYNIER.

Une lettre des vingt-deux inculpés

Nous avons reçu la lettre suivante signée par les vingt-deux personnes inculpées (1) après l'occupation le lundi 28 juin contre les locaux du camp militaire du Larzac :

Votre journal, en date du 30 juin 1976, relate, sous le titre : « Manifestants et contre-manifestants du Larzac », les événements dont nous avons été les acteurs le lundi 28 juin.

Ce ne sont pas « les installations militaires du plateau du Larzac, où se trouve l'antenne du génie et des domaines », mais bien les bureaux sédentaires de l'antenne du génie et des domaines que nous avons occupés.

Nous n'avons pas seulement tenté de détruire des documents mais parfaitement atteint notre objectif qui consistait à détruire tous les documents susceptibles de concerner les démarches et acquisitions de l'armée en vue de l'extension du camp du Larzac.

Quant aux propos du général Charles Dufour, commandant la 4^e division militaire, ils demandent une rectification : il ne s'agit pas d'un « groupe de personnes étrangères au Larzac » dont « six seulement habitent le plateau ». En réalité, sur les vingt-deux personnes, quatorze sont exploitants agricoles dans le périmètre d'extension du camp, la femme de l'un d'eux, et signataires du fameux serment des « 102 ». Parmi eux, six sont nés sur le plateau. Les huit autres personnes avec, parmi elles des objecteurs de conscience, habitent et travaillent officiellement dans le périmètre d'extension. Leur parfaite intégration et acceptation au sein de la population agricole du plateau ne fait aucun doute.

En outre, le communiqué d'origine militaire dont s'inspire vis-

iblement l'article veut faire croire que cette action a été réprimée par la population locale. « Les contre-manifestants » dont vous parlez étaient en fait quelques communistes et catholiques qui vivent de la présence du camp. Leur nombre était très loin de la cinquantaine.

Il est intéressant de constater que l'armée, pour les déloger, réagisse comme tels puisqu'ils sont désignés dans la première phrase comme « non-violents » et dans la dernière uniquement comme « habitants » du plateau.

TRECA EPEDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez :

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE

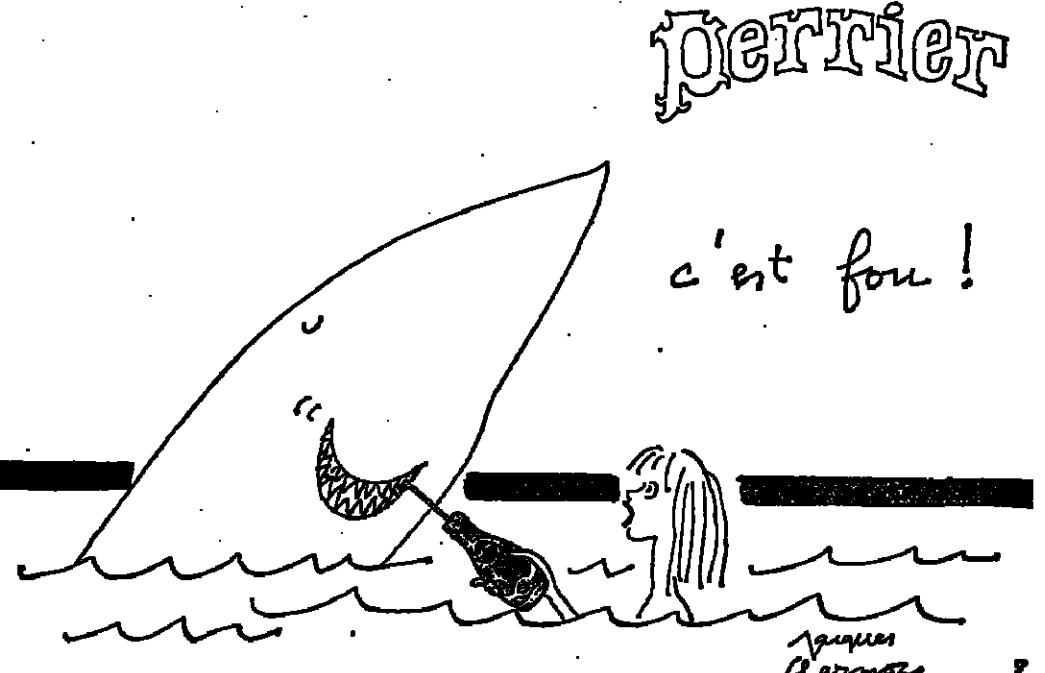
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE

PARIS 13^e M. TEL. 357.66.35

Métro : Parmentier

Perrier

c'est fou !



Perrier

DELHI et BOMBAY

Départ : 8 Juil. Retour : 24 Juil.

17 Juil. 7 Août

24 Juil. 14 Août

31 Juil. 22 Août

7 Août 28 Août

14 Août 4 Sept.

21 Août 11 Sept.

28 Août 18 Sept.

4 Sept. 25 Sept.

11 Sept. 2 Oct.

18 Sept. 2 Oct.

25 Sept. 2 Oct.

2 Oct. 2 Oct.

2.200 F et 2.400 F

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

bon

pour recevoir gratuitement notre brochure 76

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE

M. Bonnet : il ne sera pas facile de tenir les promesses faites aux agriculteurs

Poursuivant ses visites dans les départements touchés par la sécheresse, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, s'est rendu, lundi 5 juillet, dans la Vienne.

Les engagements pris par le président de la République pour maintenir le pouvoir d'achat des agriculteurs sont tenus, mais ce ne sera pas chose facile, a indiqué le ministre, qui a assuré en outre aux agriculteurs rencontrés : « Votre situation n'est guère enviable, et ce n'est pas une nouvelle distribution de « prêts calamités » qui résoudra le problème. Il faut éviter les abattements massifs, et il n'est pas impossible, comme il y a eu dans le passé la prime à la vache, que ce même critère soit retenu en septembre prochain pour déterminer les aides. Ceux qui voudraient leur détail maintenant seraient ainsi pénalisés. Il faut inciter les élus à garder leur détail. »

De leur côté, les organisations paysannes se concertent pour préparer des solutions concrètes aux problèmes posés par le manque d'eau. Le CAF (Conseil de l'agriculture française), qui regroupe la Fédération des exploitants, les Jeunes Agriculteurs et les organisations mutualistes et coopératives, doit se réunir ce mardi 6 juillet. Le bureau de la F.N.S.E.A. doit également faire le point le 7 juillet.

Dans ces milieux, on s'efforce de rassurer les agriculteurs pour qu'ils ne cèdent pas à la panique. C'est ainsi que l'Union des coopératives d'approvisionnement (U.N.C.A.A.) (1), du groupe MacMahon, vient d'éditer une plaquette réalisée en liaison avec l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) donnant des conseils aux éleveurs pour utiliser au mieux les aliments du bétail. L'U.N.C.A.A. recommande notamment de raccourcir la pé-

riode de lactation des vaches, d'utiliser les sous-produits de la brasserie, d'améliorer la valeur alimentaire de la paille en la mélangeant avec de la soude, de l'urée ou de la mélasse, de recourir aux produits azotés plutôt que d'acheter du foin, d'utiliser les fientes de volailles déshydratées (comme cela se pratique en Angleterre notamment). Les experts des coopératives d'approvisionnement préconisent en outre de prévoir des cultures dérobées, des semis tardifs de plantes fourragères et de retourner à l'automne les prairies.

En revanche, d'autres organisations multiplient les déclarations alarmistes. S'indignant de « l'absence de décision du conseil interministériel sur la sécheresse », le M.O.D.E.P. (Mouvement des exploitants familiaux) demande « encore une fois au gouvernement d'abandonner son comportement anti-paysan et de trouver immédiatement les sommes indispensables pour permettre le maintien du cheptel et de prendre des mesures permettant, entièrement ou partiellement, des reports d'échéances de crédits, d'impôts, de cotisations sociales. (...) Que le gouvernement ne se figure surtout pas qu'il va pouvoir endormir pendant longtemps encore la masse des sinistrés. Même la patience des paysans a des limites », conclut le M.O.D.E.P.

Dans une déclaration adressée au gouvernement le groupe communiste à l'Assemblée nationale propose pour sa part « que soit dérogé immédiatement sur le budget une première provision de 1 milliard de francs pouvant être augmentée par la suite en fonction des besoins ». Ce crédit pourrait être affecté aux actions suivantes : octroi d'une prime de conservation du cheptel ; recensement des disponibilités en eau et approvisionnement des villages ; prise en charge des annuités de crédits et indemnisation des dégâts dus à la sécheresse.

(1) U.N.C.A.A., 83-85, avenue de la Grande-Armée, 75012 Paris Cedex 16, tél. 301 54-15.

Les autorités portugaises, pour économiser l'énergie et pallier les conséquences de la sécheresse, ont décidé de couper l'électricité une heure et demie par jour. La CIP (Confédération de l'industrie portugaise) a adressé un télégramme au ministre de l'Industrie pour protester contre cette mesure « au moment où l'on prétend relancer l'activité économique ». — (A.F.P.)

APRÈS LA R.A.T.P.

Menace de grève dans les bureaux de poste parisiens

La chaleur étouffante se maintient, le ton commence à monter dans les syndicats et les débrayages ont tendance à se multiplier. De façon déconçue, il est vrai : à Paris, les employés des P.T.T. devraient prendre le relais des conducteurs d'autobus, où la reprise du travail se confirme.

À la R.A.T.P. (autobus), la grève s'annonce puisque mardi matin deux dépôts seulement étaient touchés, et inégalement, par les débrayages : 93 autobus en circulation sur 96 au dépôt de la Croix-Nivert et 17 sur 45 au dépôt Malherbes, desservant le nord-ouest de Paris (lignes 30, 31, 64, 55). Ailleurs, même au dépôt de Flandres, où le conflit a démarré, la circulation est normale. Mais dans les syndicats, notamment à la C.G.T., on indique que d'autres formes de lutte ont été adoptées. Les conducteurs d'autobus étant invités à prendre des pauses plus longues que celles prévues (5 à 10 minutes selon la durée du parcours).

DANS LES BUREAUX DE POSTE PARISIENS, F.O. a lancé un ordre de grève pour le jeudi

7 juillet. La consigne n'est pas nationale, indique-t-on à F.O., pour deux raisons : le secrétariat d'Etat aux P.T.T. devrait annoncer prochainement des mesures en vue de donner plus de liberté aux chefs de services pour aménager les horaires et faciliter la distribution de boîtes aux lettres ; mais à Paris ces initiatives, « trop tardives », sont « insuffisantes » en raison des conditions de travail plus défavorables qui existent dans de nombreux bureaux de poste. Outre des aménagements d'horaires, F.O. réclame des repos compensatoires pour le personnel afin de tenir compte de la fatigue engendrée par la chaleur qui règne dans la capitale depuis plusieurs semaines.

Dans le secteur privé, la C.G.T. et la C.F.D.T. font état de malaises de plus en plus fréquents et de débrayages « caillots ». La Confédération d'Edmond Maire devait tenir une conférence de presse sur ce sujet, mardi après-midi 6 juillet, et la C.G.T. devait consacrer une partie de sa réunion de bureau mercredi 7 juillet à ce problème.

PLUS-VALUES

Libres opinions

Le Sénat et le projet Fourcade

par BRIGITTE GROS (*)

La discussion sur le projet Fourcade à l'Assemblée nationale a pris l'allure d'un débat politique fort agité. Le Sénat, lui, aborde ce fameux projet dans la sérénité, la même sérénité qui a présidé aux travaux de sa commission des finances. Au Sénat, nous ne verrons pas comme au Palais-Bourbon certains amendements déposés par des membres de la majorité, en forme de flèches perfides lancées contre l'inspiration et l'autorité du projet.

Le Sénat — la 1^{re} République est d'ailleurs une assemblée accessible aux réformes et progressistes d'esprit. Il ne ressemble en rien au Sénat conservateur de la III^e République. C'est pourquoi les amendements qui y seront présentés auront essentiellement pour but de rendre le projet plus efficace sur trois plans :

D'abord celui de la justice fiscale ; ensuite celui de l'égalisation des revenus par l'impôt ; enfin celui de la protection du contribuable modeste.

Le débat au Parlement sur les plus-values est un débat qui fera date. Sans conteste, il incitera les Français à prendre une conscience plus claire de la société dans laquelle ils vivent. Cette société qui assigne aux pouvoirs publics — Etat, régions et collectivités locales — des tâches d'équipement, de sécurité et de gestion de plus en plus larges si l'on veut réduire à tous les niveaux les inégalités croissantes. C'est pourquoi l'impôt se place comme une pièce maîtresse, dans ce nouveau type de société, car il peut lui permettre de s'acheminer vers le progrès social. Il faut donc que l'impôt soit réparti plus largement, mais aussi le plus équitablement possible. Or la loi Fourcade, même si elle peut apparaître, aux yeux de certains, comme un modeste progrès vers un niveau de justice plus décent, il faut malgré tout reconnaître qu'elle est la première tentative de réforme fiscale courageuse qui ait été proposée au pays depuis vingt ans.

Ce projet peut être considéré dès maintenant comme une étape importante, qui marquera la longue histoire de l'impôt en France d'une pierre blanche. Mais l'imposition des plus-values n'est évidemment pas la solution à tous nos problèmes. L'impératif de justice exige que notre fiscalité soit remaniée plus profondément au-delà de la taxation des plus-values.

C'est pourquoi, à plus ou moins long terme, il faudra envisager deux autres réformes qui viendront compléter et renforcer le projet Fourcade, réformes d'ailleurs déjà accomplies dans la plupart des démocraties industrielles avancées.

La première, c'est l'institution d'une taxe modérée sur le capital qui permette de connaître les patrimoines et leur évolution. Des pays économiquement prospères comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Danemark ont complété leur système fiscal par l'existence d'une telle taxation.

La deuxième réforme, elle, s'inscrit dans la mise en œuvre d'une nouvelle politique familiale. Cette réforme, c'est celle de la protection de l'héritage familial porteur de traditions et de valeurs. Cet héritage familial devra bénéficier d'un seuil d'exonération très élevé. Ce seuil est aujourd'hui de 175 000 F. Il conviendrait de l'augmenter considérablement. Il pourrait être, par exemple, de 500 000 F, ce qui libérerait de tout impôt sur l'héritage 97 % des successions familiales françaises. Au-delà de ce seuil, il faudra procéder à une progressivité modérée des taux d'imposition pour parvenir à un taux très élevé pour les héritages très importants. Est-il juste, par exemple, que les droits de succession en ligne directe, quelle que soit l'importance de la fortune, soient limités à 20 %, alors que, dans les autres démocraties industrielles, les taux sont progressifs et peuvent atteindre jusqu'à 80 % ?

Cette nouvelle disposition ne toucherait d'ailleurs que 3 % du nombre des successions en France, soit une infime minorité. Le projet Fourcade est en réalité la deuxième grande œuvre réformatrice de l'ère gauchienne. Chacun le reconnaît. Cette deuxième grande réforme poursuit d'ailleurs le même but que la première : il s'agit d'introduire dans notre société, encore par trop inégalitaire, plus de justice et plus d'égalité des chances entre les différentes catégories sociales. Comme la première, cette deuxième grande réforme restera comme l'une des réformes-clés du septennat. La première grande réforme, la loi Simone Veil, était une affaire morale, mais elle était aussi une affaire de justice. La loi Fourcade, comme la loi Simone Veil, est aussi une affaire morale et une œuvre de justice.

La loi Fourcade et la loi Simone Veil ont démontré que le gouvernement de la France n'est pas celui des privilégiés, mais bien celui de tous les Français.

C'est pourquoi nous attendons avec impatience le nouveau train de réformes que le président de la République a annoncé pour la prochaine rentrée. Mais il faudra encore beaucoup de lois Fourcade et beaucoup de lois Simone Veil pour gagner en France la bataille du progrès économique, de l'inflation et du plein emploi dans la liberté et la démocratie.

Il faudra qu'à partir d'octobre le gouvernement qui sera en place et le Parlement soient capables d'offrir à la France une chance nouvelle dans le cadre d'une stratégie réformatrice à court terme, parce que le temps est compté et qu'il faut faire vite si l'on veut éviter que le scepticisme ne s'empare, à partir de la rentrée, du corps social.

(*) Sénateur non-inscrit des Yvelines.



Octobre 76. Service direct au départ du Havre

Non à l'aventure dans les Iles Caraïbes

En Automne 1976, la Compagnie Générale Maritime ouvre un service entièrement conteneurisé entre la France et les Caraïbes : le service "Carol".

"Carol", ce sont des hommes chercheurs de solutions, prêts à vous assister pour résoudre vos problèmes d'expédition et à maîtriser vos coûts "rendu domicile".

Rompus aux techniques modernes du transport maritime, ils ont su les adapter aux secteurs d'activité économique français et aux caractéristiques des Caraïbes et du Centre Amérique.

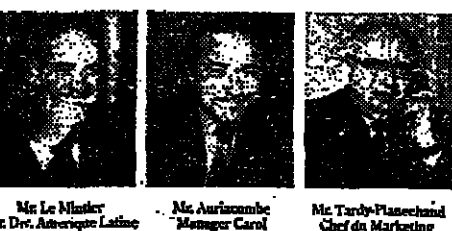
Les hommes du service "Carol" vous aident ainsi à tirer le meilleur parti de la flotte "Carol" : des porte-conteneurs ultra-modernes naviguant à grande vitesse, avec des pontiques-conteneurs sur rails, une centrale de réfrigération intégrée.

Et une documentation simplifiée...

Avec notre organisation et nos navires, ouvrez un nouveau front dans votre bataille de l'exportation. Avec une meilleure chance de gagner. Départ chaque semaine.

CGM CAROL

Une équipe efficace, un transporteur sûr.



Mr Le Mûler
Dir. Asie-Pacifique Latine

Mr Auriant
Manager Carol

Mr Turby-Francois
Chef de Marketing

Cie Cie Maritime - Tour Winterthur - 92085 Paris-La Défense - Tél. 776.70.00 - Télex 630 337

AGRICULTURE

M. LARDINOIS DEMANDE UNE DÉVALUATION DE LA « LIVRE VERTE »

Londres. — M. Pierre Lardinois, commissaire européen chargé des problèmes agricoles, a réclamé, lundi 5 juillet, une dévaluation urgente de la livre verte au cours de son discours d'ouverture d'une exposition agricole dans le Warwickshire.

M. Pierre Lardinois a indiqué que la révision du taux de change du sterling fixe pour les produits agricoles, par rapport à l'unité de compte européenne, qui est actuellement supérieure de 21 % au taux courant, constituait la principale solution au problème posé par l'excès des stocks de poudre de lait dans la Communauté européenne. — (A.F.P.)

CONFLITS ET REVENDEICATIONS

● **LICENCIEMENTS ET GREVE A RHONE-POULENC TEXTILE, à Péage-de-Roussillon.** — Pour s'opposer aux quatre cent vingt et un licenciements décidés par la direction de l'usine de textile Rhône-Poulenc, à Péage-de-Roussillon (Isère), les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont déclenché une grève le 5 juillet. Depuis le début de l'année, les syndicats ont organisé diverses manifestations, la dernière remontant au 22 mai, pour faire obstacle aux compressions de personnel.

● **LE CONFLIT** qui avait éclaté le 22 juin 1976 aux Nouvelles Galeries de Bron (850 salariés), dans la banlieue lyonnaise, s'est terminé par un accord, le 5 juillet, entre la direction et les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. Ceux-ci réclamaient la parité des salaires entre le magasin de Bron et les Nouvelles Galeries de Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes), qui appartiennent à la même société. Dans ce dernier établissement, après dix-sept jours de grève, les employés avaient obtenu une sensible augmentation de salaires.

le telex est
PAR SIMPLE ABONNEMENT
ITESER
387 97 00
PRESTATIONS : telex, courriel, fax, etc.
Abonnements : telex, courriel, fax, etc.
19, rue Clapeyron - 75008 Paris

مكتبة الأمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

En Italie

A la recherche d'un pacte social

Moins d'un an après avoir changé de gouverneur — M. Paolo Baffi succédait en août 1975 à M. Guido Carli — la Banque d'Italie est sur le point de remplacer son directeur général. M. Rinaldo Ossola, soixante-trois ans, qui occupe ce poste depuis que M. Baffi l'a quitté, envisage de s'en aller. A la demande du président du conseil, il s'est néanmoins résigné à rester en place quelques mois encore, le temps de conclure des tractations financières internationales que l'Italie a engagées.

M. Ossola n'a tout d'abord eu de cesse que de mener à bien la décision « est essentiellement motivée par le désir de contribuer au renouvellement de la direction ». A demi-mot, il a souligné que ce renouvellement se traduira par la nomination d'un jeune cadre de la banque et non d'une personnalité extérieure dont le choix serait fortement « politisé ».

L'annonce du départ de M. Ossola coïncide avec le dénouement d'un conflit à la tête de l'IRI (Institut de la reconstruction industrielle), qui était à la recherche d'un nouveau directeur général. Pour remplacer M. Leopoldo Meduglio, démissionnaire, le conseil d'administration avait choisi, dès le 1^{er} juin, M. Alberto Boyer, cinquante-cinq ans, administrateur délégué de la Finmeccanica, la société financière qui regroupe les industries mécaniques contrôlées par l'IRI. Les socialistes s'y opposaient. Ils ont finalement cédé et M. Boyer a reçu sa nomination officielle la semaine dernière.

De notre correspondant

Rome. — Du « sommet » économique de Porto-Rico, les Italiens ont surtout retenu une idée, brutalement formulée par M. William S. Sater, secrétaire américain au Trésor : « Prêter aujourd'hui de l'argent à l'Italie reviendrait à le jeter par les fenêtres ». Pour bénéficier de l'aide des autres pays occidentaux, le gouvernement de Rome devrait d'abord « mettre de l'ordre dans sa maison ».

Ce langage direct, bien plus parlant que le communiqué final de la conférence, n'a pas provoqué ici de réactions indignées. Au contraire, tout le monde a semblé le comprendre et même l'approuver. L'Italie est, en fait, très contente de demeurer dans le club des grands pays occidentaux, malgré ses déboires économiques ; elle ne se sent pas trahie par ceux qui ne sont pas prêts à l'aider, en dépit du caractère très vague de leurs promesses. Enfin elle est convaincue de la nécessité de se reprendre en main, tout en sachant que cela ne sera pas facile : il faudra d'abord lever des obstacles politiques, puis accepter des sacrifices.

Un consensus peu habituel se manifeste dans la péninsule au lendemain d'élections législatives qui n'ont rien résolu. On le constate aussi bien parmi les partis politiques que chez les partenaires sociaux. Cette unité de vue est d'autant plus frappante qu'elle existe non seulement sur le diagnostic de la crise, mais sur la remède à administrer. Schématiquement, l'inflation est considérée de toutes parts comme le problème numéro un. Si l'Italie veut profiter de la reprise déjà en cours dans d'autres pays et se maintenir dans le peloton des « Sept », elle doit suivre leur rythme. Or, malgré un net ralentissement en mai (+ 1,7 %) dû à la stabilité artificielle de la lire, le coût de la vie — c'est-à-dire la consommation pour les familles d'ouvriers et d'employés — augmente trop vite : 1,7 % en février, 2,1 % en mars, 3 % en avril.

Aider les entreprises

Pour freiner cette inflation, la mesure la plus urgente paraît être la limitation du déficit public. Il a représenté 14 % du produit national brut en 1975, soit une proportion deux fois plus grande qu'en Allemagne fédérale et presque sept fois plus grande qu'en France. On peut limiter le déficit en réduisant les dépenses de l'Etat et des collectivités locales qui vivent au-dessus de leurs moyens, mais aussi et surtout en augmentant leurs recettes notoirement insuffisantes.

Deuxième mesure jugée indispensable avant de recevoir une

aide de l'étranger : améliorer la situation des entreprises. Elles sont courvées de dettes et subissent trop fortement l'augmentation du coût du travail. D'où une carence des investissements qui empêche de résorber le chômage. Jusqu'ici, patronat et syndicats sont à peu près d'accord. Par la bouche de son président, M. Giovanni Agnelli, la Confindustria réclame néanmoins un blocage de l'échelle mobile pour les plus hauts salaires et l'extension de certains biens accessoires du coût de l'indice du coût de la vie. Les syndicats, eux, soulignent que le prix de l'argent, qui a atteint 20 %, est bien plus nocif pour les entreprises que le coût du travail. Ils n'acceptent pas pour autant un blocage des gros salaires, mais fixent un plafond plus haut que celui du patronat.

M. Agnelli ne se contente pas de proposer des mesures techniques. Il faut, selon lui, établir un plan d'urgence qui implique l'investissement des sacrifices et une politique d'austérité. Puis en discuter avec le parti communiste. Quand un accord aura été trouvé entre majorité et opposition, on pourra alors réclamer une aide à l'étranger.

Ce serait un pacte social en bonne et due forme, puisque patronat et syndicats y seraient naturellement associés.

La crise économique est donc suspendue, aujourd'hui comme hier, à une solution politique. La démocratie chrétienne cherche la solution des communistes, en les maintenant dans l'opposition ; et les communistes ne tiennent pas à subir les inconvénients du pouvoir sans y participer.

L'accord entre les deux parties risque de demander du temps. L'économie ne peut attendre. En début du mois d'août, l'Italie sera en principe obligée de supprimer le dépôt obligatoire (de trois mois) pour les achats de devises et les importations. Une ruée risquerait alors de se manifester tant de la part des cambistes que des industriels qui ont provisoirement suspendu leurs achats de matières premières. Et la lire s'écroulerait à nouveau.

Pour le moment, la reprise continue : après avoir légèrement diminué en janvier, la production industrielle a augmenté de 3,6 % en février, 15 % en mars et 7,1 % en avril. C'est cependant une reprise précaire. On craint que des facteurs financiers (la levée du dépôt obligatoire, mais aussi les restrictions du crédit et le manque de liquidité) ne se fassent durablement sentir au début de l'automne. L'Italie aura-t-elle en le temps, d'ici là, de prendre quelques mesures économiques cohérentes ?

ROBERT SOLÉ

En Allemagne fédérale

L'économie après la reprise et avant les élections

II. — UNE COOPÉRATION CONFLICTUELLE

De notre correspondant DANIEL VERNET

L'Allemagne fédérale se présente comme le modèle des économies occidentales, en ce sens que la politique s'y fonde plus facilement qu'ailleurs aux exigences de l'économie (« Le Monde » du 6 juillet). Le parti du chancelier Schmidt (social-démocrate) au pouvoir avec les libéraux fait de ce caractère exemplaire son principal slogan électoral : « Modèle d'Allemagne ». Cependant, l'actuelle coopération des syndicats à une politique qui vise à reconstruire la capacité bénéficiaire des entreprises est subordonnée au maintien d'une inflation ne dépassant pas 5 %.

Bonn. — « Nous savons aussi rendre hommage à la présence du président de l'association fédérale des employeurs M. Hans Martin Schleyer. » Un seul député au dernier congrès de la centrale syndicale D.G.B. s'est permis de siffler quand Victor, président des syndicats, remercia ainsi le « patron des patrons » assis au premier rang des personnalités. Cet accueil illustre bien la nature des relations entre employeurs et salariés en République fédérale d'Allemagne. On se parle, on se rencontre, on négocie. On ne se considère pas comme des ennemis potentiels, mais comme les représentants d'intérêts particuliers différents.

On discute comme les négociateurs d'un contrat dont chacun espère tirer le meilleur parti pour lui-même, sans chercher à remettre en cause les règles du jeu.

Un récent congrès des syndicats des services publics, M. Helmut Schmidt a célébré la forte position des syndicats unitaires conscients de leur responsabilité qui a permis les succès économiques de l'après-guerre ainsi que le développement des années « grises ». A quel prix ? Les organisations d'employeurs et les syndicats ouvriers sont prêts à faire leur jugement du chancelier. Et il est vrai que les syndicats par tactique ou par idéologie, respectent scrupuleusement les règles de l'économie de marché, acceptent au nom de l'« intérêt général » tel qu'il est présenté par le gouvernement, une politique salariale qui aboutira cette année, pour la première fois depuis 1949, à une stagnation et même à une diminution du pouvoir d'achat. Est-ce parce que les syndicats et les ouvriers allemands sont plus au fait des « réalités économiques » que leurs collègues européens, comme on le voit parfois ? Est-ce parce qu'ils ont conscience que les travailleurs, plus disciplinés, plus consciencieux ?

A l'aise dans le système

Les clichés ont la vie dure. Mais ils empêchent de reconnaître les raisons historiques et institutionnelles qui expliquent pourquoi « les travailleurs allemands se sentent parfaitement bien dans le système », comme l'écrivait l'année dernière *Welt der Arbeit*, le magazine du D.G.B.

L'Allemagne fédérale offre une image paisible et ordonnée, sans grandes crises ni troubles sociaux, les qualités « naturelles » supposées des Allemands ne sont pas seules en cause. S'il y a un niveau des salaires et des entreprises, des professions et un niveau national des instances de participation et de concertation, ce n'est pas dû seulement à la

clairvoyance d'un patronat progressiste. Pour comprendre, il est nécessaire de considérer les conditions particulières du développement de la République fédérale après la guerre. La coopération paritaire dans les entreprises minières et sidérurgiques, par exemple, a d'abord été imposée par les Britanniques dans leur zone d'occupation en échange de l'arrêt des « démonstrations ». Les destructions massives et les impératifs de la reconstruction ont développé, dans les années de l'immédiat après-guerre, un sentiment de solidarité entre patrons et salariés. L'efflux des réfugiés des territoires de l'Est puis de la République démocratique allemande, qui avaient en général tout perdu et étaient prêts à tous les sacrifices pour avoir du travail, a pesé lourdement sur le marché de l'emploi. La classe ouvrière allemande a d'autant plus facilement accepté des conditions très dures (des salaires ont été bloqués pratiquement de 1933 au début des années 50) que le national-socialisme avait imposé physiquement et moralement dans oublier l'anti-communisme des premières années du régime d'Adenauer, pour lui l'existence d'un second Etat allemand, qui offrait un modèle de socialisme faisant plutôt fonction d'épouvantail.

C'est dans ces conditions politiques et sociales particulières que s'est développé un syndicalisme pratiquement unitaire (1), fort et cohérent, qui a apporté une contribution essentielle à l'intégration de la classe ouvrière dans le système capitaliste que les Allemands ont rebaptisé « économie sociale de marché ».

La centrale syndicale D.G.B. compte 12 millions d'adhérents, répartis en seize fédérations dont la plus puissante est celle de la métallurgie, IG Metall (2,5 millions de membres). Le taux de syndicalisation est d'environ 38 %. Des cotisations élevées (l'équivalent d'une heure de travail par semaine) et les activités industrielles, bancaires et commerciales exercées par les syndicats et les institutions annexes assurent au D.G.B. une puissance financière, inconnue des autres organisations européennes de salariés. Joignant le jeu de la concertation et de la participation, les syndicats n'aiment pas que des troubles-fête cherchent à verser du sable dans les rouages. Aux décisions du pouvoir, les syndicats élisent des représentants dans les entreprises, les quelques succès très localisés de listes dissidentes ont montré qu'un réel mécontentement existait parfois à la base mais qu'il n'était pas nécessaire de s'en préoccuper.

Quant aux mécanismes de concertation ils sont tels qu'ils obligent, à un moment ou un autre, les représentants des salariés et le patronat à s'entendre, notamment à l'occasion des négociations de salaires. La loi qui régit les rapports entre employeurs et employés au sein des entreprises (Betriebsverfassungsgesetz), adoptée en 1972, accorde des pouvoirs étendus aux conseils d'entreprises — où on s'entend que des élus des salariés — sur les conditions de travail, les cadences, la

(1) A côté des syndicats fédéraux, il y a encore le Syndicat des travailleurs chrétiens (180 000 adhérents), le Syndicat des employés (48 000) et la Confédération des fonctionnaires allemands (715 000).

qualification et la rémunération des postes, l'embauche et le licenciement. La concertation avec la direction a lieu dans les commissions mixtes. Les deux parties sont condamnées à s'entendre. Quand elles n'y parviennent pas, c'est un arbitre « neutre » extérieur à l'entreprise qui tranche. La coopération paritaire dans les entreprises minières et sidérurgiques, la présence de représentants du personnel dans les conseils de surveillance des grandes entreprises (dans la proportion d'un tiers, deux tiers) ont incontestablement contribué à « intégrer » les syndicats et à leur conférer un pouvoir qui sera encore renforcé à partir du 1^{er} juillet prochain par l'extension d'une co-gestion quasi-paritaire à toutes les entreprises employant plus de deux mille salariés.

Dans les négociations salariales, où en principe l'Etat n'intervient pas, tous les moyens d'arriver à un accord sont autorisés. Les syndicats ont le droit de recourir à la grève. Celle-ci doit, pour être légale, être votée par plus de 75 % des adhérents du syndicat. Le travail ne reprend qu'après un autre vote où plus de 25 % des syndiqués acceptent les conditions patronales ou le compromis négocié. Les statuts des syndicats les obligent, en cas de « grève sauvage », à tout faire pour que le travail reprenne.

Au niveau national, l'action concertée, inventée au moment de la crise de 1966-1967 par M. Karl Schiller, alors ministre de l'économie et des finances, permet au gouvernement, au patronat et au syndicat d'échanger leurs impressions sur la conjoncture et la politique économiques.

La frontière de l'acceptable

Ce n'est « ni une terne harmonie d'intérêts, ni une coopération indifférente ni du cynisme politique », explique l'association patronale, mais un « conflit limité de plein gré » à une coopération conflictuelle. Cette coopération conflictuelle n'est pas toujours aussi idyllique qu'on le croit de l'étranger. Le patronat estime avoir payé cher la relative paix sociale qui règne en R.F.A. Certains employeurs pensent même qu'ils l'ont payé trop cher. Ils ne seraient pas mécontents de revenir à la faveur de la crise sur quelques-uns des avantages acquis. Le « réseau de sécurité sociale » (assurance-maladie, retraite, assurance-chômage), qui a, dans une large mesure, adouci les effets individuels de la crise économique, est coûteux. Le patronat estime à 60 % du salaire le montant global des charges sociales. Au cours des dernières années, les salaires réels ont constamment augmenté. Depuis 1950, ils ont été multipliés par quatre ; les conditions de travail ont été améliorées ; les possibilités de concertation et de participation, élargies.

En période d'expansion, le patronat pouvait, sans entamer ni ses profits ni son pouvoir, satisfaire les revendications des syndicats. En période de crise c'est plus difficile. Pour les employeurs, la stabilité du système de coopération est fondée sur l'équilibre entre les pouvoirs des employeurs et ceux des syndicats. Depuis 1966, la coalition libérale, socialiste et au pouvoir le patronat estime que l'équilibre a été plusieurs fois rompu. Mais à chaque fois il a été

rétabli à un autre niveau. La frontière de l'acceptable a sans cesse été repoussée. Il y a quelques mois, l'extension de la co-gestion dans les grandes entreprises était considérée comme une atteinte au pouvoir du patronat. Maintenant que la loi est votée, c'est la co-gestion, parfaitement paritaire ou le contrôle des investissements réclamés par les syndicats qui constituent pour le patronat la « limite ultime » au-delà de laquelle le système économique « basculera ». Ce report constant de la « limite » ne signifie pas que le patronat allemand soit prêt à tout accepter, mais qu'il a su s'adapter à une évolution marquée par un accroissement des pouvoirs des syndicats.

Cette puissance syndicale a un double effet. Le syndicat unitaire est si fort que le patronat hésite à l'affronter. Ainsi la menace de grève suffit-elle le plus souvent à imposer des revendications. « Il y a eu peu de grèves en Allemagne depuis la fin de la guerre, et presque pas de grèves perdues », nous faisait remarquer un observateur attentif de la politique syndicale. Mais, d'autre part, le syndicat est si fort qu'il hésite à mettre sa force en question dans les conflits douloureux. Une grève coûte cher aux syndicats qui paient jusqu'à 80 % de leurs salaires aux grévistes à jour de leur cotisation.

Relativement peu nombreuses, les grèves sont généralement dures. Le patronat réagit brutalement. Depuis la fin de la guerre, il y a eu trois grands « lock-out » en 1953 et en 1971, dans la métallurgie du Bade-Wurtemberg et cette année dans l'imprimerie. A un arrêt de travail qui touchait quinze mille imprimeurs, le patronat a répondu par un lock-out généralisé frappant cent quarante mille employés.

La crise de 1974-1975 a été marquée par un durcissement aussi bien du côté patronal, où M. Schiller a réuni dans sa présidence de l'association des employeurs et celle de l'association de l'industrie pour imposer une politique plus stricte au patronat, que du côté syndical, où les ouvriers du livre ont brisé le consensus accepté tacitement par le gouvernement, le patronat et les responsables syndicaux. L'augmentation nominale des salaires ne devait pas dépasser cette année 5 à 5,4 %. Or, en se mettant en grève, les ouvriers du livre ont montré qu'il était possible d'obtenir davantage (jusqu'à 6,5 %).

Malgré la volonté des responsables syndicaux de freiner le mouvement pour ne pas gêner le mouvement du chancelier Schmidt, avec qui ils entretiennent de bonnes relations, les résultats de ce conflit ne sont pas passés inaperçus dans les autres syndicats, surtout chez les jeunes et les cadres syndicaux, d'autant que cette lutte n'était pas isolée. Dans la métallurgie du Bade-Wurtemberg, les grèves « sauvages » ont, au cours de l'hiver, touché plus de quatre cent mille ouvriers.

La prudence des responsables syndicaux n'exclut pas une nouvelle poussée des revendications à l'automne, surtout si les prix et les profits augmentent plus vite que prévu.

Prochain article :
PEUT-ON RATTRAPER L'ALLEMAGNE ?

Les Ambassades Saint-Dominique, Paris 7^e arrondissement...

Un Paris un peu à part...
Le VII^e arrondissement est comme un autre Paris, moins ironique, plus retiré, plus résidentiel.
Aux Ambassades Saint-Dominique, vous êtes au cœur d'un Paris jaloux de préserver son patrimoine historique, et qui ne daigne révéler totalement ses charmes qu'aux riverains et aux habitués de longue date.
Vos voisins sont les manzardes studeuses — signées Marnat — des ministères et des parcs cachés des ambassades : un silence feutré et de bon ton.
Rue Saint-Dominique, presque à l'angle de l'Avenue Bosquet, vous vous y sentez à l'aise.
A la fois luxueuse et discrète, les pierres de taille en ton chaud et doré, le bronze qui habillent la façade rappellent ces immeubles aux murs épais, cosmiques du début du siècle.
Les terrasses fleuries des appartements du dernier étage, les jardins privés devant ceux du

rez-de-chaussée, renforcent cette intimité qui sera la vôtre aux Ambassades Saint-Dominique.
Un classé de bon aloi...
Dans les séjours, le parquet de chêne massif, en point de Hongrie, est un parquet comme de rares artisans savent encore en faire à Paris. Dans les circulations et les chambres, le plancher se recouvre d'une épaisse moquette de laine en grande largeur.
Le noyer, l'acajou, le chêne ou le frêne des placards, les émaux personnalisés de la salle de bain, la pierre couleur sable des balcons et des loggias, constituent un point de départ de qualité pour votre décoration future, d'autant plus, qu'aux Ambassades Saint-Dominique, tous les appartements sont livrés « prêts-à-habiter ».
Le silence et la douceur sont de mise. Vous êtes tout à la fois protégés du bruit, de la chaleur et du froid. Le Maître d'Œuvre, pour l'isolation phonique, s'est assuré le concours d'un « spécialiste du silence », un ingénieur acousticien.

Le chauffage électrique dans tout votre appartement et dans chaque pièce un thermostat d'ambiance apportent une certaine douceur de vivre.
Les salaires sont habillés d'émaux, « haute qualité » du sol jusqu'au plafond. Les cuisines sont entièrement équipées dans les plus petits appartements. Et lorsque vous refermez la porte palissée derrière vous, vous pouvez vous absenter sans crainte car celle-ci est blindée anti-cambriolage.

Une autre manière de préserver votre intimité...
☐ Je désire des renseignements complémentaires sur votre réalisation « Les Ambassades Saint-Dominique ».
Appeler-moi au : _____ de _____ h à _____ h.
☐ Je joins ma carte de visite et désire recevoir votre documentation.
Renvoyez-moi à découper ou votre carte de visite à SOFAP - Services Commerciaux, l'attention de Mme Bouchard - 64, rue de Lièpvre - 75006 PARIS.

Prenez rendez-vous avec Mme Bouchard en appelant au **766.51.03**

Gérant de la SC  96-98, rue Saint-Dominique

« Les Ambassades Saint-Dominique » un charme rare et discret à l'image du 7^e arrondissement...

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

Le Conseil économique souligne la nécessité et l'urgence d'un changement profond des comportements en France et dans la C.E.E.

Le Conseil économique et social examine, ce mardi 6 juillet, dans l'après-midi, un projet d'avis sur la conjoncture économique présenté par M. Jean Deleau (agriculture). Ce projet a été établi à partir de deux rapports, qui seront respectivement présentés l'un par M. Constantin Lougourov (personnalités qualifiées) sur la situation économique à la fin du premier semestre 1976, l'autre par M. Deleau sur les prévisions et la politique économique. Mme Christiane Serre, secrétaire d'Etat à la consommation, doit intervenir, le 6 juillet, lors du débat au nom de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, retenu au Sénat par le débat sur les plus-values. Le vote doit intervenir jeudi 8 juillet.

Les programmes de relance « n'ont pu apporter de solutions aux problèmes de fond dont l'importance a été révélée par la gravité de la crise », souligne le projet d'avis. « Les analyses qui ont pu être faites de la récession qui a frappé notre pays comme la plupart des pays industrialisés ont montré l'insuffisance des explications et donc des solutions d'ordre technique. On s'aperçoit que les chances d'un redressement réel dépendent surtout d'une transformation des comportements qui devraient se réaliser aussi bien à l'intérieur de notre pays qu'au sein des institutions de la Communauté européenne. » Cette transformation est « indispensable » en matière de prix et de revenus, « car la situation de la France au regard de l'inflation n'est pas assainie ». Le Conseil économique souligne également la nécessité d'obtenir « une modification de l'attitude devant la fiscalité » (élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu, renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, réduction du poids de l'im-

La leçon de MM. Ford et Kissinger

(Suite de la première page.)

La cause profonde de l'inflation du monde occidental provient de l'addition de deux faits : l'aspiration des citoyens à un niveau de vie toujours plus élevé, c'est-à-dire à un plus grand nombre de satisfactions personnelles pour un travail moindre ; et la compétition mondiale, militaire, scientifique, industrielle, qui exige d'incessantes dépenses pour dominer la concurrence et demeurer dans la voie du progrès. Pour incliner les aspirations individuelles devant les exigences prioritaires de la lutte internationale pour la vie, il faudrait une autorité que peu de démocraties connaissent.

L'exemple des Etats-Unis est clair. Ils sentent les exigences d'une puissance dominante qui doit être au premier rang de la force, de la conquête spatiale, de la recherche, des industries de pointe. Il leur faut en même temps assurer la prospérité de tous les Américains et bientôt la sécurité de chacun d'eux. A chaque instant, la montée des grandes forces mondiales, la Russie, la Chine, le Japon, et la montée des aspirations internes créent des causes nouvelles de dépenses. Qu'un doute sur leur capacité monétaire à faire face à ce vaste programme amène les étrangers à échanger leurs dollars contre de l'or, voilà qui était une contrainte insupportable, même pour la nation la plus riche, la plus dynamique et encore la plus jeune du monde. Que pèrissent l'or plutôt que le dollar ! Les Etats-Unis ont sacrifié l'ordre monétaire à la satisfaction de leurs impératifs nationaux.

Les autres nations de l'Occident, France, Grande-Bretagne, Allemagne de l'Ouest, Italie et quelques autres ressentent d'autant plus les effets de la compétition mondiale, militaire autant que commerciale, idéologique autant que scientifique, que les désordres monétaires, désormais non sanctionnés, les accentuent. L'aspiration à un meilleur niveau de vie n'est pas moins vive pour leurs citoyens : elle est même souvent relancée pour des motifs de politique intérieure. Alors que faire ? Nous vivons en démocratie, et les démocraties vivent dans le monde, oubliant le passé, sur l'Allemagne de l'Ouest, où l'on se souvient des années 20. Elles sont insouciantes de l'avenir, s'enivrent d'idéologie comme d'une drogue. Elles sacrifient les instruments de leur puissance et bientôt de leur personnalité : leur défense, leur influence extérieure, leur recherche, l'aide désintéressée. Et voilà que cela ne suffit pas ou que le sacrifice ne peut être total. Alors on fabrique de la monnaie. La hausse des prix rend plus coûteuses la poursuite de l'effort collectif et la satisfaction des désirs individuels. Ceux-ci l'emportent encore davantage sur celui-là.

Mais le monde est impitoyable aux faiblesses. Nous le voyons bien pour nous-mêmes. Les Turcs s'emparent des biens de la Libye. Et nous disons : « C'est parfait. » Les Arabes régent seuls le sort du Liban. Et nous disons : « C'est parfait. » Les Etats africains alliés de l'Europe sont ravagés par des guerres civiles ou par des coups d'Etat soutenus et aidés de l'extérieur. Et nous disons : « C'est parfait. » Ah ! que l'on ne prétende pas que l'« unification européenne » serait un remède à tout. L'Europe qu'on nous prépare sera dominée par un total désintérêt à l'égard des grands problèmes du monde et des vraies valeurs qui dominent la perspective des sociétés. Elle sera à la remorque d'une politique américaine qui sera, à son égard, fort indifférente. Seules subsistent et subsisteront

les nations qui voudront, malgré leur faiblesse relative, représenter une force, et qui pour ce faire ne compteront que sur elles-mêmes. La lutte contre l'inflation sera nationale, ou elle ne sera pas. A chaque nation, en effet, de mesurer son travail à ses exigences, ses dépenses à ses impératifs de sécurité et de rayonnement. A chaque nation d'assurer le bon état de ses finances publiques : d'augmenter son revenu d'une manière saine ; d'établir une bonne répartition de ce revenu et de ne pas s'endetter durablement ! A chaque nation démocratique de surmonter sa crise afin d'éviter l'empirisme des troubles sociaux et de l'effacement politique. Bref, à chaque nation son effort et sa foi. Malheur aux peuples et aux Etats que les dirigeants, abusant des fabulations et jouant les illusionnistes, laisseront s'enfoncer dans le mépris des disciplines économiques et des valeurs sociales !

La France commence à souffrir de l'inflation, autant si ce n'est plus que les Français. Renvoyons à MM. Ford et Kissinger la balle qu'ils ont lancée dans notre camp, en leur demandant s'ils croient vraiment que la politique monétaire internationale de Washington autorise les Etats-Unis à tancer les autres. Mais méditons le conseil qu'ils ont estimé devoir nous donner. Si nous voulons qu'il y ait une politique de la France, et pas seulement une parade de la France, si nous voulons que les Français et Françaises aient un avenir matériel et intellectuel satisfaisant, luttons, en effet, contre l'inflation. Le récent débat sur le document qui a été appelé Plan a montré que la principale inquiétude de la majorité — et peut-être du Parlement tout entier — était de ne pas être appelée à soutenir une action réaliste, efficace et d'urgence. Comme on voudrait qu'il la prenne vite et qu'il agisse avec intelligence et courage !

MICHEL DEBRÉ.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CROUZET

Réunis en assemblée générale ordinaire, le 23 juin 1976, sous la présidence de M. Julien-Davin, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1975 se soldant par un bénéfice net de 6 482 100 francs contre 6 276 488 francs en 1974. Un dividende net de 2,13 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 1 075 francs, soit un revenu global de 3 255 francs (contre 2 625 francs l'an dernier), sera mis en paiement le 15 juillet 1976.

Dans son allocution, M. Julien-Davin a fait le point sur les perspectives 1976 que la société aborde avec tout son potentiel technique et commercial. « Crouzet » ayant assuré en 1975 — au détriment de sa rentabilité — le plein emploi de son personnel, mai 1976, le portefeuille de commandes, hors taxes, s'élève à 297 000 000 de francs. Cette évolution pourrait permettre d'atteindre, sur 1976, une augmentation des ventes d'environ 20 %, soit un chiffre d'affaires prévisionnel, hors taxes, de 422 000 000 francs, pour « Crouzet-France » et 613 000 000 de francs, au niveau du Groupe.

« Crouzet » — en l'état actuel des choses — devrait connaître, en 1977, une activité soutenue dans son domaine « aéronautique » : il est raisonnable — sauf événements imprévus — d'attendre une croissance de ses fabrications en « composants d'automatismes », en France notamment, du fait des efforts soutenus de prospection et de développement.

L'assemblée générale ordinaire a renouvelé, pour une durée de six années, les mandats de quatre administrateurs arrivés à expiration et nommé administrateur, pour une durée de six années, M. Roger Champ, déjà appelé aux fonctions de directeur général, lors du conseil d'administration du 8 avril 1976.

LES ÉLECTRICIENS DE FRANCE ETS JULES VERGER ET DELPORTE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 21 juin 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975. Le chiffre d'affaires H.T. a atteint 252 millions de francs contre 255 millions en 1974. Après 7 393 000 francs d'amortissements, provisions, part du travail et résultats d'exploitation, le bénéfice net s'est élevé à 3 605 000 francs avant 1 931 000 francs d'impôts.

En raison des incertitudes qui pèsent sur les perspectives de la reprise économique, le conseil a jugé opportun de proposer à l'assemblée générale, qui s'est tenue, la distribution d'un dividende limité à 3,50 F par action (5,25 F avec l'avoir fiscal) au lieu de 7 F pour l'exercice précédent et de reporter à nouveau le solde, soit 815 000 francs, après affectation de 45 000 francs à la réserve légale.

LINE

Dans le cadre des accords franco-roumains et à la suite de longues négociations menées conjointement avec l'AFMO, son organisation de ventes, LINE S.A. vient de signer avec la centrale d'achats roumaine Masinexportimport un très grand contrat pour la fourniture de trois trousseaux lourds à portique d'un montant de 75 350 000 francs. Ce contrat, qui porte le nombre de commandes à près de 180 millions de francs, vient conforter le plan de développement de la société, qui prévoit un chiffre d'affaires 1976 de 100 millions de francs en 1976. Ce chiffre, qui comporte également une coopération technique et commerciale dans le domaine des trousseaux et robots-trousseaux lourds, ouvre de larges perspectives d'avenir.

PRÉTABAIL - SICOMI

Les assemblées générales ordinaire et extraordinaire de Prétabail-Sicom ont été tenues sous la présidence de M. Leroy, administrateur provisoire, le 30 juin 1976. En l'absence d'abstention des votes nuls et des abstentions, l'ensemble des résolutions a été approuvé à une majorité de plus de 90 %.

L'assemblée générale extraordinaire d'Ornival, qui s'est tenue le 23 juin, ayant de son côté approuvé l'augmentation des résolutions présentées, l'absorption d'Ornival par Prétabail est maintenant définitive. De ce fait, le capital de Prétabail-Sicom a été augmenté de 89 235 500 francs et porté à 314 835 500 francs par la création de 301 141 actions nouvelles de 250 francs chacune, une prime de fusion globale de 11 974 443 francs.

Les dividendes de 21,34 francs au titre de l'exercice 1974 et de 23,76 francs au titre de l'exercice 1975 (soit 47 F au total) seront mis en paiement à dater du 15 août 1976. Le nouveau Conseil d'administration composé de : M. L. Bodmer, A. Brion, M. Dufré, G. Flavier, J.-C. Genton, C. de Lenclos, L. Pfeiffer, G. Pignatelli, s'est réuni à l'issue des assemblées générales. M. J.-C. Genton a été élu président-directeur général de Prétabail-Sicom et M. L. Bodmer, vice-président.

SOCIÉTÉ H. ERNAULT SOMMA

La société H. Ernauld Somma vient de signer avec la Centrale d'achat roumaine Masinexportimport un contrat portant sur la fourniture de douze gros tours parallèles, la plupart à commande numérique, pour un montant de 24 millions de francs. Le contrat qui assure la continuité de la charge en gros matériel de l'usine de Saint-Stienne de la société, est assorti d'un contrat de coopération qui ouvre des perspectives plus larges sur cet important marché.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

ASSURANCE-MALADIE DES NON-SALARIÉS Le tout ou rien du Cid-Unati

Sur l'initiative du Cid-Unati, majoritaire au conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des non-salariés (CANAM), les dirigeants élus de ce régime ont décidé le 5 juillet de refuser toute augmentation des cotisations en octobre prochain (le Monde du 6 juillet). Les élus Cid-Unati, eux, ont décidé provisoirement de déclencher une grève administrative en ne siégeant plus au conseil d'administration. Cette attitude est d'autant plus étrange qu'au début de l'année les gestionnaires de la CANAM, siors en difficulté de trésorerie, avaient accepté, après discussion avec le ministère de l'économie, un compromis : une avance de 250 millions de francs avait été consentie et la CANAM avait accepté soit de porter le taux de cotisation de 9,40 % à 10,85 % sans amélioration de prestations, soit de l'élever à 11,40 % en contrepartie de prestations pour les maladies longues et coûteuses, les maternités et les services rendus aux retraités. Lors des ultimes négociations avec les finances, ces dernières semaines, la CANAM a doublé la mise en réclamant le remboursement des frais de maladie couverts (peut-être) au même taux que celui accordé aux salariés, soit 70 % au lieu de 50 %. Pour le gouvernement, cette revendication est inadmissible à plus d'un titre : d'une part, les gestionnaires des caisses s'étaient « engagés » au début de l'année à relever les cotisations et les pouvoirs publics avaient consenti une avance de trésorerie de 200 millions de francs qu'il faudra renouveler ce mois-ci pour un montant de 350 millions de francs ; d'autre part, l'amélioration du petit risque que demande le Cid-Unati coûterait 500 millions de francs et nécessiterait de majorer la cotisation d'un nouveau point supplémentaire, soit environ 12,40 %.

Qu'importe, le Cid-Unati a choisi la politique du tout ou rien : ou l'on aligne le régime sur celui des salariés et la cotisation passe à 11,40 % seulement, impliquant une aide de l'Etat ; ou l'on refuse toute majoration. Et les gestionnaires d'ajouter : « Ne sommes-nous pas déjà en période électorale ? »

Le Cid-Unati a choisi cette dernière solution, dangereuse pour les assurés : alors que le gouvernement s'apprête à sortir un décret portant le taux de cotisation à 10,85 ou 11,40 %, le Cid-Unati prépare une missive aux non-salariés leur enjoignant de maintenir le taux actuel. Les assurés ne pourront pas au change et ne seront-ils pas sanctionnés ? Au Cid-Unati, on est prêt à tout. — J.-P. D.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
60 heures	5	3 3/8	4 3/8
1 mois	2 3/8	3 1/8	4 1/8
3 mois	2 1/4	3	4
6 mois	1 3/4	2 3/4	3 3/4

Institut d'Administration des Entreprises

Université Paris I - Panthéon-Sorbonne
C. A. A. E.
Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (DESS)
Cycle court : plein temps : une année universitaire
Cycle long : soir ou demi-journée : 2 années universitaires
INSCRIPTIONS : DU 1-6 AU 14-9-1976
• TEST D'ENTRÉE : LE 18 SEPTEMBRE 1976
DÉBUT DES COURS : 18 OCTOBRE ET 25 OCTOBRE
RENSEIGNEMENTS : 578-91-16 p. 339 - 400 - 401
162, rue Saint-Charles, 75015 Paris
FORMATION GESTION 2^e CYCLE

Pour louer une voiture au Sénégal, réservez chez
europcar
645.21.25

Etat d'Arkansas
Bureau Européen du Gouverneur
Av. Louise 437 Br 4
B 1050 Bruxelles
Belgique

Arkansas-USA
Pour renseignements sur les emprunts d'Arkansas et les possibilités commerciales, adressez-vous à : Robert Adcock ou Thérèse Strigel
représentants exclusifs
Tél. : (2) 645-20-24.

325 000 obligations de F.1000 nominal

prix d'émission F.1000 par obligation

amortissement en 12 ans à partir du 4 juin 1979

taux de rendement actuariel brut 10,32%

durée: 15 ans

Emprunt 10,20% garanti par l'Etat

date d'émission 5 juillet 1976

مكازم الأنجل

CROUZET

La première séance de la semaine s'est déroulée dans le plus grand calme, très peu d'achats et une légère tendance à l'effacement dans le plus grand des découragements. Les cours en hausse ont été très limités, l'indice Michelin-Tripart perdant 3 points à mi-séance.

Quelques titres, par-ci, par-là, ont enregistré des gains, très réduits ou demeurant à l'équilibre. B.S.N.-G.D., C.G.P., Radiotechnique, S.S. Rosin, l'Indice Michelin-Tripart perdant 3 points à mi-séance.

La ronde des coupons détachés continue, sans exercer le moindre effet sur le marché boursier. Il y a longtemps que les opérations de coupons sont à l'abandon.

Rien, pour l'instant, ne paraît de nature à ébranler la Bourse, dont l'activité est réduite à sa plus simple expression. Les commentateurs attendent à épuiser leur stock d'optimisme pour qualifier cette atonie.

Aux valeurs étrangères, bonne tenue des américaines, irrégularité des allemandes et des hollandaises.

Aux pétroles internationaux, Exxon déborde le cours de 500 F. Sur le marché de l'or, le lingot gagne 50 F à 19 990 F, et le nupléon, 250 F à 222 F, la valeur des transactions se maintenant aux environs de 6 millions de francs.

PRETARAIL - SMO

La Bourse de Paris a ouvert ses portes dans le calme, les investisseurs attendant de voir si la hausse des cours de l'or et du pétrole se prolonge.

BOURSE DE PARIS - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

BOURSE DE PARIS - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

BOURSE DE PARIS - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

BOURSE DE PARIS - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

PARIS 5 JUILLET

Légère effritement

La première séance de la semaine s'est déroulée dans le plus grand calme, très peu d'achats et une légère tendance à l'effacement dans le plus grand des découragements. Les cours en hausse ont été très limités, l'indice Michelin-Tripart perdant 3 points à mi-séance.

Quelques titres, par-ci, par-là, ont enregistré des gains, très réduits ou demeurant à l'équilibre. B.S.N.-G.D., C.G.P., Radiotechnique, S.S. Rosin, l'Indice Michelin-Tripart perdant 3 points à mi-séance.

La ronde des coupons détachés continue, sans exercer le moindre effet sur le marché boursier. Il y a longtemps que les opérations de coupons sont à l'abandon.

Rien, pour l'instant, ne paraît de nature à ébranler la Bourse, dont l'activité est réduite à sa plus simple expression. Les commentateurs attendent à épuiser leur stock d'optimisme pour qualifier cette atonie.

Aux valeurs étrangères, bonne tenue des américaines, irrégularité des allemandes et des hollandaises.

Aux pétroles internationaux, Exxon déborde le cours de 500 F. Sur le marché de l'or, le lingot gagne 50 F à 19 990 F, et le nupléon, 250 F à 222 F, la valeur des transactions se maintenant aux environs de 6 millions de francs.

PRETARAIL - SMO

La Bourse de Paris a ouvert ses portes dans le calme, les investisseurs attendant de voir si la hausse des cours de l'or et du pétrole se prolonge.

BOURSE DE PARIS - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

BOURSE DE PARIS - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

BOURSE DE PARIS - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

BOURSE DE PARIS - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

LONDRES

Bien orienté

Encouragé par la nouvelle hausse du sterling, le marché a accompli en cours de la semaine, mardi à l'ouverture.

Avance des industrielles et des fonds d'Etat.

Seules les pétroles et les mines d'or ont enregistré une légère baisse.

DE LONDRES (sterling) : 122 55 contre 122 15

PRETARAIL - SMO

La Bourse de Londres a ouvert ses portes dans le calme, les investisseurs attendant de voir si la hausse des cours de l'or et du pétrole se prolonge.

BOURSE DE LONDRES - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

BOURSE DE LONDRES - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

BOURSE DE LONDRES - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

BOURSE DE LONDRES - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

NEW-YORK

Clos

Tous les marchés financiers et commerciaux américains ont été fermés à l'occasion des fêtes du bicentenaire de l'indépendance des Etats-Unis.

Avance des industrielles et des fonds d'Etat.

Seules les pétroles et les mines d'or ont enregistré une légère baisse.

DE NEW-YORK (dollar) : 102 50 contre 102 15

PRETARAIL - SMO

La Bourse de New-York a ouvert ses portes dans le calme, les investisseurs attendant de voir si la hausse des cours de l'or et du pétrole se prolonge.

BOURSE DE NEW-YORK - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

BOURSE DE NEW-YORK - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

BOURSE DE NEW-YORK - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

BOURSE DE NEW-YORK - 5 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	102,50	102,50
5 %	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50
5 % 1972-1980	102,50	102,50

VALEURS

Patrimoine S.A.	113 50	113 30	Dun-Lapointe	338	-	Agroprest S.A.	816	-	821	820	Akzo	70	85 50
Petrobrás S.A.	132	132	S.M. Lemire	5588	-	André Lévesque	158	28	158	28	André Lévesque	158	28
Reylis	432	432	Ernst-Sommer	191	015	Synthabo	291	281	291	281	Banc	136	17 50
Why Soda	432	432	Facom	556	561	Tatham et Math	59 50	57 20	59 50	57 20	Beausé	136	135
Soc. F.C.	74	74	Grange Strachan	54	54	Union S.M.D.	117 89	114 50	117 89	114 50	Bell	39 50	50
Sofia	74	74	(L) F.C. Inc. for	108	108						Bell	130	130 50
Sofia	74	74	Frankel	528	528						Bell	130	130 50
	226	226	Hard-D.L.F.	119	119	Agache-Wilhel	81	81	81	81	Blanc	184	50
			Jac	116	116	Flora Fournelle	24 90	24 80	24 90	24 80	Fructer Bannille	408	408
Cambridge	47	47	Lachaire	190	190	Lafleur-Schubert	3385	342	3385	342	Fructer Bannille	408	408
Clarex	321	321	Leclerc	514	517	Quintière	38	38	38	38	Guaranteed	128	128 50
Indus-Hydro	71	73 30	Mérol Desjardé	223	223	St-John Frères	30	30	30	30	Indus-Hydro	128	128 50
Magnum Agr. Ind.	36	32	Nadella	153	153	M. Chamber	119	119	119	119	Canada-Pacifi	6	5 50
Magnum Agr. Ind.	36	32	West-Horst	147	147	Dejans-Vieljeux	158	80	158	80	Canada-Pacifi	6	5 50
Magnum Agr. Ind.	36	32	Waters-Hors	140	102 50	Leclerc	158	80	158	80	Canada-Pacifi	6	5 50
Paladin	180 50	180 50	S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
Paladin des Mifit	180 50	180 50	S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A. Inc. Art	78	78	Naval Commerce	73 50	75	73 50	75	Canada-Pacifi	6	5 50
			S.A.F.A.A										

